

Le Midi Rouge

N°24, Décembre 2014

Directeur de Publication :

Nicolas MARTY

Rédacteur en Chef :

Patrick VAZEILLES

Secrétaire de rédaction :

André BALENT

Commission paritaire :

N° ISSN : 1778 – 8927

Imprimerie spéciale de

l'Association MAITRON LR

Abonnement institutionnel :

15 €, port inclus

Abonnement individuel :

7 €, port inclus

Adhésion (avec abonnement) :

15 €, port inclus

Comité de lecture :

André BALENT

Jacques BLIN

Hélène CHAUBIN

Raymond HUARD

Nicolas MARTY

Patrick VAZEILLES

TABLE DES MATIÈRES

PRÉSENTATION :p. 2

NOTES DE RECHERCHES :

André Balent : Autour de l'inauguration (31 juillet 1921) du monument Jaurès de Perpignan, œuvre de Gustave Violetp. 3

Jean-Luc Secondy : Les prisonniers de l'Hérault et dans l'Hérault : « Les grands oubliés de la Grande Guerre »p. 14

Miquèl Ruquet : Le rejet des Espagnols dans les Pyrénées-Orientales pendant la guerre de 1914-1918.p. 20

Pierre Chevalier : « Tous les hommes valides de ma famille étaient partis à la guerre » ou la « Grande Guerre » de la famille de Jean Rous.p. 23

Jacques Blin : Un Cettois dans le feu aux côtés d'Henri Barbusse.p. 28

LECTURES CHOISIES :

Miquèl Ruquet : Joan ESCULIES SERRAT, David MARTÍNEZ FIOL, *12 000 ! Els catalans a la Primera Guerra mundial*, édition Arra llibres, Barcelone 2014, introduction du cinéaste Felip Solé, 239 p.p. 29

Madeleine Souche : Werner THALHEIM, *Une communauté d'antifascistes allemands dans les Pyrénées-Orientales 1934-1937, La Coûme, Mosset*, présentation de Madeleine Claus, postface de Barbara Thalheim, édition bilingue français-allemand, Paris, L'Harmattan, 2014, 120 p.p. 32

Miquèl Ruquet : Jean-Claude GILLET, *Le Parti socialiste unifié, une étoile filante dans l'univers politique de la Catalogne du Nord (1960-1990)*, préface d'André Balent. Editorial Trabucaire, Perpignan, 2014, 200 p.p. 34

BIOGRAPHIES :

Jean Sagnes : Vigné Paul, dit Paul Vigné d'Octon.p. 37

André Balent : Soubielle Alfred, Paul, Jean.p. 40

Miquèl Ruquet : Doutres François.p. 43

Robert Debant, Justinien Raymond : Hudelle Léon.p. 43

Jean Maitron, Daniel Vidal : Vézian Éliacin, Gaston.p. 45

APPEL À COMMUNICATION :p. 46

PRÉSENTATION DU MAITRON

L'historien Jean Maitron a fondé une œuvre sans commune mesure, le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*. Cet ouvrage, appelé communément le *Maitron*, recense plus de 100 000 biographies du monde ouvrier, de l'anarchisme au socialisme en passant par le communisme, de la Révolution Française à la seconde guerre mondiale. Après la disparition de son créateur, Claude Penetier a repris le flambeau. Sous son égide, le dictionnaire (désormais : le *Maitron, dictionnaire biographique mouvement ouvrier mouvement social*) ouvre une nouvelle période de recherche, pour couvrir l'histoire du monde ouvrier de 1940 à mai 1968.

Au-delà du seul dictionnaire, le projet Maitron vise aussi à fédérer les acteurs intéressés par cette histoire, historiens, militants, archivistes, ainsi que toute personne intéressée par ce type de démarche historique. À cette fin a été créé un site internet (<http://biosoc.univ-paris1.fr/>) . Par ailleurs, le Maitron a décidé de favoriser les démarches régionales pour émuler les recherches historiques à cette échelle. C'est dans cette perspective que nous avons créé l'association Maitron Languedoc-Roussillon.

Le but de l'association est lié, dans un premier temps, à la rédaction des notices biographiques du mouvement ouvrier régional. Plus globalement, l'objectif est de médiatiser et de favoriser la connaissance de l'histoire du mouvement ouvrier dans une région, le Languedoc-Roussillon, qui a été un terreau très fertile pour le développement de ce mouvement. C'est dans cette perspective que nous avons entrepris la diffusion de ce bulletin qui a deux grandes finalités. La première est de restituer les figures du mouvement ouvrier (élus, militants politiques, responsables associatifs, intellectuels...) en diffusant certaines de leurs biographies par ailleurs publiées dans le *Maitron*. La seconde a pour but de mutualiser les connaissances sur le monde ouvrier et les mouvements sociaux et de favoriser la recherche historique dans ce domaine.

Cette entreprise regroupe des historiens, des archivistes, des militants mobilisés par cette démarche. L'association est ouverte à tous ceux qui seraient intéressés à participer, qu'il s'agisse de rédiger des notices, informer sur l'existence d'archives, proposer de nouveaux projets de recherche ou nous soutenir.

Coordonnées :

Maitron Languedoc-Roussillon

c / o Hélène Chaubin, 32, rue Armand Jamot, 34 000 Béziers

06 64 88 57 35 ; helene.chaubin@wanadoo.fr

Pour tout envoi et règlement, contactez le trésorier, secrétaire de la rédaction :

André Balent, 29, rue du Vélodrome, 66 100 Perpignan

04 68 67 48 32 ; 04 68 04 87 69 ; cat-ab-balent@wanadoo.fr.

NOTES DE RECHERCHES :

AUTOUR DE L'INAUGURATION (31 JUILLET 1921) DU MONUMENT JAURÈS DE PERPIGNAN, ŒUVRE DE GUSTAVE VIOLET

Le centenaire du déclenchement de la Première Guerre mondiale a relancé l'intérêt pour les événements liés à ce conflit dont on sait qu'il constitua une rupture historique majeure, marquant l'entrée dans le XX^e siècle et ses tragiques développements.

L'assassinat de Jean Jaurès¹ à Paris (31 juillet 1914), au café du Croissant à la veille de cette guerre qu'il avait voulu empêcher, fut un de ces événements qui marquèrent profondément les esprits, d'abord lorsqu'on en prit connaissance, puis rétrospectivement lorsqu'on essaya d'en comprendre et d'en interpréter la signification et la portée. Jaurès avait compris qu'un conflit généralisé aurait des conséquences cataclysmiques pour l'Europe, le monde et la « civilisation ». Pour empêcher l'issue tragique prévisible de la dégradation des relations internationales², Jaurès mit une grande part de ses espoirs dans le mouvement ouvrier et les partis de l'Internationale. Il lutta dans le Parti socialiste unifié (SFIO)³ et au sein de l'Internationale socialiste⁴ afin de faire adopter une résolution favorable à l'organisation d'une grève générale internationale contre la guerre, dans l'hypothèse de son déclenchement. Il a accepté l'unité socialiste au congrès de la salle du Globe, sur des bases idéologiques définies par les guesdistes. Apparemment, il s'agissait d'une « capitulation » doctrinale. Mais Jaurès s'imposa comme le leader du nouveau parti, la SFIO, et fit adopter aux congrès des motions sur la grève générale qui entérinèrent la rupture avec les guesdistes (Limoges, 1906 ; Nancy, 1907). Il amorça un rapprochement, peu apprécié par les guesdistes, avec la CGT syndicaliste révolutionnaire, favorable depuis la charte d'Amiens (octobre 1906) à l'indépendance du syndicalisme et à la grève générale. Il soutint toutes les grandes grèves ouvrières et dénonça avec force les violences policières. Il fit reconnaître par le congrès socialiste de Limoges le droit de la CGT à définir sa propre vision du socialisme. Alors que les guesdistes avaient triomphé sur le papier en 1905, Jaurès sut, paradoxalement, s'imposer comme le vrai leader du parti unifié, en s'alliant avec l'ancien communalard Édouard Vaillant associé, pourtant, avec les guesdistes entre 1902 et 1905.

Avant la Grande Guerre, le Parti socialiste des Pyrénées-Orientales peu favorable à Jaurès⁵ :

Dans les Pyrénées-Orientales, Jaurès ne fut guère soutenu par la majorité des militants. L'unité socialiste s'était faite en 1905 au profit des guesdistes, largement majoritaires au congrès départemental de l'Unité socialiste (Estagel, 30 avril 1905), et alors seuls présents dans la fédération départementale fondée en 1895. Les « jaurésistes » catalans, presque exclusivement perpignanais, étaient minoritaires et furent dès lors marginalisés puis tenus à l'écart des directions fédérales et de celle de l'hebdomadaire, *Le Socialiste des Pyrénées-*

¹ Auguste, Marie, Joseph, *Jean Jaurès* né le 3 septembre 1859 à Castres (Tarn). Madeleine Reberieux a écrit une notice de référence pour le *Maitron*. (Collaboratrice du *Maitron*, elle a écrit de nombreux ouvrages et articles sur des thématiques jaurésiennes. Elle a longtemps présidé aux destinées de la Société d'études jaurésiennes). Sur Jaurès, voir aussi : Harvey Goldberg, *Jean Jaurès*, Paris, Fayard, 1970 (traduit de l'anglais *The life of Jean Jaurès*, Madison USA, 1962) ; Jean Sagnes, *Jaurès*, Béziers, Aldacom, 2009 ; Gilles Candar & Vincent Duclert, *Jean Jaurès*, Paris, Fayard, 2014 [Gilles Candar a succédé à Madeleine Reberieux à la tête de la Société d'études jaurésiennes].

² Aggravation sensible à partir de 1905 (tensions pour les colonies : « affaires » marocaines ; européennes, dans les Balkans en particulier avec les deux guerres balkaniques de 1912 et 1913).

³ Issu de l'unification (Paris, salle du Globe, 23-25 avril 1905) des partis socialistes français, le PSF (Parti socialiste français), « réformiste », parti de Jean Jaurès ; le PS de F (Parti socialiste de France), « révolutionnaire », parti de Jules Guesde et d'Édouard Vaillant, lui-même issu de la fusion (1902) entre les partis dont ils étaient les chefs de file ; le POSR (Parti ouvrier socialiste révolutionnaire) de Jean Allemane ; plusieurs fédérations socialistes départementales autonomes.

⁴ Qui en 1904, lors de son congrès d'Amsterdam, avait hâté le processus de l'unité socialiste en France.

⁵ Pour plus de détails sur l'histoire du socialisme dans les Pyrénées-Orientales jusqu'au congrès de Tours (décembre 1920) : André Balent, *Història de les organitzacions obreres a Catalunya-Nord (1851-1914)*, Perpignan, Centre pluridisciplinaire d'études catalanes, Centre universitaire de Perpignan, 1977 ; André Balent & Michel Cadé, *Histoire du Parti socialiste dans les Pyrénées-Orientales de sa fondation (1895) au congrès de Tours (1920)*, n° hors-série de *Conflent*, Prades, 1982 ; André Balent, "La fondation de la Fédération socialiste des Pyrénées-Orientales (1895)", *Massana*, 25, Argelès-sur-Mer, 1975, pp. 62-86. ; André Balent, "L'unité socialiste (1905) dans les Pyrénées-Orientales, la confirmation de l'hégémonie guesdiste", *Le Midi Rouge, bulletin de l'Association Maitron Languedoc-Roussillon*, 6, Montpellier, 2005, pp. 18-23.

Orientales. Lucien Deslinières (1857-1937), présent dans le département depuis 1902, s'était imposé comme le chef de file du guesdisme catalan après la mise à l'écart en 1909 de Jean Manalt (1895-1915), trop proche de l'extrême gauche. La gauche guesdiste, animée par Manalt fut exclue en octobre 1909 pour sa proximité des antimilitaristes — AIA — et des anarchistes. Deslinières s'appuyait principalement sur les groupes ruraux de la plaine du Roussillon et Rivesaltes — bientôt surnommée la « Rouge » — s'était transformée en principal bastion du guesdisme des Pyrénées-Orientales. À Perpignan, les modérés qui se réclamaient de Jaurès, très favorables à la collaboration avec les radicaux tout particulièrement sur le terrain électoral, trouvèrent en Jean Payra (1882-1937) un leader dont le charisme⁶ s'épanouit surtout après 1909. Deslinières était secondé par des « ruraux » dynamiques, en particulier par des Rivesaltais comme, par exemple, François Sisque (1865-1924). Payra, de son côté, avait de fidèles amis à Perpignan, qui comme lui, avaient des attaches familiales avec la Cerdagne ou le Capcir, François Batllo (1878-1928) et Alfred Soubielle (1876-1942)⁷.

Jaurès, un homme qui était « *entré en dissidence avec la société française sur les problèmes de politique coloniale et internationale où elle ne supportait que de légers dissentiments* »⁸, était pourtant très éloigné, à la veille de la Première Guerre mondiale, des réformistes modérés catalans qui se réclamaient de lui. Ces derniers étaient cependant conscients qu'il leur fallait trouver un *modus vivendi* avec Deslinières et ses amis guesdistes. L'hebdomadaire fédéral, *Le Socialiste des Pyrénées-Orientales* était tenu par la majorité guesdiste peu favorable à Jaurès. Cependant, Alfred Soubielle, un « jaurésien » historique, ami de Payra, collaborait activement à la publication dont il était devenu le rédacteur en chef. Il fut candidat en août 1913 à une cantonale à Prats-de-Mollo. Il siégea en outre au conseil national de la SFIO. Un autre « jaurésien » (et « payratiste »), Pierre Dulcère (1869-1952), était administrateur du *Socialiste* où il s'occupait de la publicité et des abonnements. Depuis longtemps, Deslinières connaissait personnellement Jaurès qui avait préfacé favorablement l'un de ses nombreux ouvrages⁹. Mais pilier de la tendance guesdiste qu'il représentait dans les organes nationaux du Parti socialiste unifié, Deslinières combattait Jaurès. Le député du Tarn, opposé à l'intervention française au Maroc ne pouvait que combattre l'homme fort de la fédération des Pyrénées-Orientales qui défendait dans les rangs de la SFIO un projet de « colonisation socialiste du Maroc » et était par ailleurs l'auteur d'un ouvrage sur ce thème¹⁰. En outre, comme ses camarades de tendance, Deslinières n'était guère favorable aux thèses développées par Jaurès dans *L'armée nouvelle*¹¹. Il ignorait que parmi les officiers socialistes de la fédération de la Seine rassemblés autour du capitaine Gérard (alias « Rossel ») se trouvait un Perpignanais, le capitaine Léon Comignan¹². Jaurès qui se déplaçait volontiers dans les fédérations départementales ne vint jamais en Roussillon. Bien avant une première scission fédérale et l'installation de Deslinières en Roussillon, Jaurès auréolé d'un prestige nouveau pour son action en faveur des verriers de Carmaux, faillit bien venir à Perpignan en octobre 1895, à la demande de Justin Alavaill (1847-1903), l'un des fondateurs, avec Jean Manalt (1865-1915) de la fédération socialiste départementale. En définitive, ce fut Alexandre Zévaés (1873-1953)¹³, alors guesdiste, qui le 19 octobre remplaça au pied levé un Jaurès trop absorbé par son action de soutien aux verriers carmausins¹⁴.

Malgré tout, à la veille de la Grande Guerre, l'influence de Deslinières et celle des guesdistes s'était encore accrue en terre catalane. Deslinières a manqué de peu, au second tour, son élection dans la première circonscription de Perpignan aux législatives d'avril-mai 1914. Payra qui avait affronté durement Deslinières au congrès fédéral de Saint-Paul-de-Fenouillet (11 janvier 1914) avait subi une lourde défaite. Ses lieutenants,

⁶ Et dont la popularité — immense — avait d'abord été acquise sur les terrains de rugby. Joueur à l'ASP de 1902 à 1908, il devint ensuite dirigeant des clubs perpignanais les plus prestigieux (ASP puis USP) qui, après la Grande Guerre, donnèrent naissance à l'USAP (1933).

⁷ On peut se référer aux notices biographiques de ces militants que nous avons rédigées pour le *Maitron* (DBMOMS consultable sur le site « Maitron en ligne » accessible avec l'achat d'un volume papier du *Maitron* de la cinquième période, 1940-1968).

⁸ Madeleine Rebérioux, notice « Jaurès Jean » dans le *Maitron*.

⁹ Lucien Deslinières, *L'application du système collectiviste*, Paris, éditions de la *Revue socialiste*, 1899, 524 p., préface de Jean Jaurès.

¹⁰ Lucien Deslinières, *Le Maroc socialiste*, Paris, M. Giard & E. Brière, 1912, 358 p.

¹¹ Jean Jaurès, *L'armée nouvelle*, Paris, Jean Rouff, 1911, 686 p.

¹² Léon Comignan, né à Perpignan le 14 juin 1873. Engagé volontaire, officier sorti du rang, mari de Marianne Rauze (Paris, 1875-Perpignan, 1964), militante socialiste et féministe, Léon Comignan fit partie du groupe de « Rossel » qui informa Jaurès pendant la rédaction de *L'armée nouvelle*. Il fut tué au combat le 5 novembre 1916 (ADPO, 1 R 413, f° 418 ; Cadar & Duclert, *op. cit.*, 2014, p. 436 ; notre notice de Marianne Rauze épouse Comignan, dans le tome 12 du *DBMOMS*, 2014).

¹³ Zévaés ne participa pas à la création de la SFIO en 1905. En 1919, il fut l'avocat de Raoul Vilain, l'assassin de Jaurès.

¹⁴ Voir : André Balent, « La Fédération socialiste des Pyrénées-Orientales de juillet 1895 à mai 1898 », Massana ; 28 ; Argelès-sur-Mer, 1975, pp. 345-370.

même, en particulier Dulcère et Soubielle, furent évincés de la direction du *Socialiste* où ils furent remplacés par un guesdiste rivesaltais, François Sisque, alias Claude Risal. Au conseil national de la SFIO, le 13 juillet 1914, deux guesdistes (Deslinières et Mignot) étaient délégués par la fédération des Pyrénées-Orientales. L'hebdomadaire fédéral publia en page deux, sans doute rédigé par Deslinières, un compte-rendu du congrès national extraordinaire du parti socialiste (Paris, 14-15-16 juillet) qui faisait suite à celui de la réunion du conseil national : il ne mentionnait aucune des interventions remarquées de Jaurès évoquant les menaces de guerre et la nécessité d'organiser la grève générale¹⁵. Un autre article de Deslinières (« La guerre et la grève générale ») reprenait les analyses guesdistes sur la question, hostiles aux perspectives jaurésiennes et mentionnait sa propre intervention à la tribune du congrès en faveur des thèses guesdistes¹⁶. Le 24 juillet, une semaine avant l'attentat de Vilain contre Jaurès, *Le Socialiste des Pyrénées-Orientales* publiait un article de Deslinières¹⁷ sur la guerre, qui ne disait rien de la grève générale dont le principe, à la demande de Jaurès, avait pourtant été adopté au congrès extraordinaire de Paris du parti unifié et contre lequel les délégués guesdistes (dont Deslinières) s'étaient prononcés¹⁸. On y évoquait par contre abondamment le procès — qui passionnait l'opinion publique davantage que la crise bosniaque — d'Henriette Caillaux, femme du leader radical Joseph Caillaux, meurtrière du journaliste du *Figaro*, Calmette qui avait diffamé son mari. Le 31 août, dans le dernier numéro du *Socialiste des Pyrénées-Orientales*¹⁹, Deslinières ne proposait rien d'autre, abstraitement, que « le socialisme » afin d'écarter le danger de la guerre contre lequel Jaurès luttait avec l'énergie du désespoir.

En conclusion, Jaurès n'avait guère bonne presse parmi les socialistes catalans. Seule une minorité en perte de vitesse se réclamait de lui, tout en étant loin de partager la subtilité de ses analyses et de le suivre dans la « radicalisation » de ses positions depuis 1905. Ce fut elle, deux ans plus tard, conduite par Jean Payra, qui se réclamant du « grand tribun » tarnais, allait lancer puis développer son culte.



Alfred Soubielle
Le Socialiste des Pyrénées-Orientales,
1^{er} août 1913. Cliché André Balent



Jean Payra
L'Indépendant, 10 septembre 1935.
Cliché André Balent

Jean Payra et le pacifisme. L'alliance avec Victor Dalbiez. *Le Cri catalan* :

En 1914, les socialistes furent pour la plupart mobilisés. Seuls les plus âgés restaient à demeure. Parmi eux, Deslinières, rallié à l'Union sacrée et qui allait conserver l'appareil d'une fédération tombée en léthargie. Jean Payra, cependant, parfaitement mobilisable, avait été exempté du service militaire en 1902 et ne fut pas appelé sous les drapeaux²⁰. Sa disponibilité pendant la guerre, le peu de temps qu'il resta sous les drapeaux

¹⁵ *Le Socialiste des Pyrénées-Orientales*, 24 juillet 1914. Significativement, à la p. 1 du 17 juillet du même hebdomadaire, un long article de Romain Thomas (né en 1883), un guesdiste baixanenc, faisait la publicité pour l'*Encyclopédie socialiste* dirigée par Compère-Morel (guesdiste, député du Gard) ouvrage auquel Jaurès avait refusé de collaborer.

¹⁶ *Le Socialiste des Pyrénées-Orientales*, 24 juillet 1914.

¹⁷ *Le Socialiste des Pyrénées-Orientales*, 24 juillet 1914, long article de Deslinières (« La guerre et la grève générale »), à la une, sur trois colonnes.

¹⁸ *Ibidem*. Le vote des Pyrénées-Orientales (contre la motion défendue par Jaurès) était comparé à celui des fédérations voisines : Gard et Hérault contre ; Aude, Ariège et Haute-Garonne, pour).

¹⁹ Qui ne résista pas à la déclaration de guerre et à la mobilisation.

²⁰ Payra fut exempté de service militaire pour raisons de santé en 1902. Cette exemption fut confirmée en 1905 par la commission de réforme des Pyrénées-Orientales. Il ne fut pas mobilisé en 1914. Le 3 mars 1917, la commission de réforme

favorisèrent, à la différence d'autres dirigeants locaux perpignanais ou départementaux du Parti socialiste, un engagement fort qui fut un des facteurs de son émergence définitive comme ténor de la scène politique des Pyrénées-Orientales. À partir de 1916, en effet, il évolua vers le pacifisme. Le 26 novembre 1916, son ami Albert Bausil (1881-1943) lui céda la direction du *Cri catalan*, fondé en 1911, qui devint l'organe de fait du Parti socialiste²¹. Ce journal permit en effet le regroupement des socialistes minoritaires, les seuls vraiment actifs. Victor Dalbiez²² (1876-1954) député radical des Pyrénées-Orientales, devenu pacifiste et ayant critiqué la façon dont Joffre, un Catalan, un "enfant du pays", conduisait la guerre, partagea, avec Payra, la direction du *Cri catalan*. Avec le député de la circonscription de Céret, Pierre Rameil, lui aussi pacifiste, Dalbiez fut dès 1916, partisan de la paix de compromis avec les Empires centraux. En prenant la direction du *Cri catalan*, Dalbiez et Payra le transformèrent en organe pacifiste. À la Chambre, Dalbiez s'en prit, en séance publique, à l'offensive Nivelles (chemin des Dames). Il dénonça les conseils de guerre et demanda des sanctions contre les « grands » chefs militaires. Il soutint Joseph Caillaux²³, ancien président du Conseil accusé de trahison par Clemenceau en décembre 1917 et emprisonné en janvier 1918. Pacifiste, Payra se réclama de Jaurès. Lui-même profita d'une certaine ressemblance physique avec le Tarnais. Il fit tailler sa barbe à la manière de Jaurès pour mieux accentuer le mimétisme. Quasi exclu du parti en 1914, Payra possédait dorénavant un organe de presse. Les majoritaires de 1914 — les guesdistes — n'en avaient plus.

Payra adhéra au début de 1917 au groupe socialiste de Rivesaltes qui devint le principal centre du courant pacifiste au sein de la Fédération socialiste. Mais il ne partageait pas entièrement les thèses des conférences de Zimmerwald et de Kienthal²⁴ et se heurtait à l'opposition de Deslinières. En avril 1918, Payra fut élu vice-président de la Ligue des droits de l'Homme des Pyrénées-Orientales mais fut réduit à se faire déléguer par les Basses-Alpes au congrès du Parti socialiste de septembre 1918. Le 13 avril 1919, il présida le premier congrès fédéral de l'après-guerre (café Tourné, place de la Loge, Perpignan) en l'absence de Deslinières qui tentait alors de gagner la Russie²⁵ et lui succéda au secrétariat fédéral puis devint délégué à la propagande. Bientôt, il dut faire face aux partisans de l'adhésion à l'Internationale communiste.

Jean Payra, pacifiste depuis 1916 au moins, n'hésitait pas à se considérer comme étant le "Jaurès catalan". Mettant à profit une certaine ressemblance avec le tribun tarnais, il instrumentalisa son image et son souvenir d'"apôtre de la paix". Toutefois, au nom de la "catalanité", l'un de ses amis proches, Alfred Soubielle, se présentait comme un admirateur du maréchal Joffre : « *Savez-vous ce dont je suis le plus fier ? Maréchal, c'est que vous êtes catalan ! Crier "Visca en Joffre !", c'est presque crier "Visca Catalunya !"* ». Mais c'était pour rajouter à l'intention de l'ex-généralissime catalan : « *Vive les poilus ! À bas la guerre !* », après avoir évoqué « *tous ceux que j'ai connus, estimés, aimés et qui sont là-bas couchés on ne sait où !* », ses amis d'enfance du quartier Saint-Jacques et ses camarades de collège²⁶. Il n'oubliait pas, alors que son ami Dalbiez, député, avait critiqué la conduite de la guerre par le généralissime rivesaltais.

le mobilisa dans le service auxiliaire et il fut affecté à la 16^e section d'infirmiers militaires. Mais, le 15 novembre 1917, il fut déclaré réformé temporaire. Mobilisé à nouveau le 17 juillet 1918 en qualité de secrétaire d'état-major, il fut à nouveau réformé le 10 octobre 1918. Payra, pourtant, put faire une carrière de joueur de rugby qui semble contredire les motifs de ses exemptions de 1902 et 1905.

²¹ *Le Cri catalan* de Bausil portait le sous-titre de : « Parait le samedi. Satirique, humoristique, théâtral, mondain ». Après la cession à Payra, le sous-titre changea : « Journal de défense républicaine et sociale. Fondateurs Victor Dalbiez et Jean Payra ». Le directeur était Jean Payra.

²² Voir la biographie de Victor Dalbiez par Étienne Frénay in *Nouveau dictionnaire de biographies roussillonnaises*, I 1, Perpignan, Publications de l'Olivier, 2011, pp. 322-324. Dalbiez, député, réélu en 1914, avait été mobilisé dès le début de la guerre au 126^e RI territorial. Membre de la commission de l'Armée, très critique à l'égard du ministre de la Guerre, Alexandre Millerand, protecteur de Joffre, il intervint dans la vie parlementaire dès le début 1915, et, en avril, réussit à faire empêcher la mobilisation anticipée de la classe 1917 que réclamait Joffre. Le 17 août, il fit voter par le parlement, la « loi Dalbiez » permettant une meilleure répartition des effectifs mobilisés. Toujours opposé à Joffre, il finit par voter contre le cabinet Briand en juin 1916.

²³ Caillaux soutenait « Miguel Almeyreda » [Eugène Vigo (1883-1917) du *Bonnet Rouge*] arrêté en juillet 1917 et « suicidé » à la prison de Fresnes. D'origine nord catalane, il était le père du cinéaste Jean Vigo (1905-1934).

²⁴ Les conférences de Zimmerwald (5-8 septembre 1915) et de Kienthal (24-30 avril 1916) rassemblèrent dans ces deux villages de l'Oberland bernois (Suisse) des délégués de partis socialistes et/ou syndicalistes des pays belligérants de deux camps et de pays neutres afin de rétablir des relations entre socialistes attachés aux idéaux internationalistes et opposés à la poursuite des hostilités.

²⁵ En Ukraine, Deslinières, devenu communiste, fut à partir de 1920, et pour quelques mois, commissaire du peuple à l'agriculture de cette république. De retour en France, il réadhéra à la SFIO.

²⁶ Alfred Soubielle, « Lettre ouverte à M. le Maréchal Joffre », *Le Cri catalan*, 11 octobre 1919.

Le monument Jaurès de Perpignan :

Perpignan est, d'après l'enquête de Maurice Agulhon exposée au colloque « Jaurès et la classe ouvrière » de novembre 1976, l'une des vingt-neuf communes (dont quatorze dans le Midi) où furent édifiés des monuments perpétuant le souvenir de Jean Jaurès²⁷. Il fut même érigé avant celui de Carmaux (1923) et Castres (1925) dont Jaurès était l'une des gloires locales ; mais Cransac, commune ouvrière du Tarn, inaugura le sien en 1921, comme Perpignan. Cependant, la capitale du Roussillon semble bien avoir été la première ville où fut prise une telle initiative. Ajoutons ici, qu'à Millas, un buste de Jaurès fut également dressé sur la voie publique ; Maurice Agulhon l'a comptabilisé dans son enquête, mais nous ignorons l'histoire de ce monument²⁸.

L'acquiescement, le 29 mars 1919 de Raoul Villain l'assassin de Jaurès provoqua une vive réaction du *Cri catalan* du 5 avril 1919 qui le qualifia « *d'immonde verdict* ». À l'initiative de Jean Payra, la section socialiste de Perpignan mit sur pied un Comité Jaurès afin d'ériger à Perpignan un monument destiné à perpétuer la mémoire du leader socialiste. Le Comité Jaurès dont la constitution publique fut annoncée dans *Le Cri catalan* du 12 avril était composé de sept militants désignés par la section de Perpignan et de tous les élus socialistes du département. Son premier secrétaire provisoire était Pierre Dulcère bientôt remplacé par Jean Ricart, par ailleurs secrétaire de la Bourse du travail de Perpignan. Il fut, bien entendu, présidé par Payra. Le 20 avril, le Comité organisa avec la fédération socialiste une imposante manifestation à Rivesaltes célébrant la mémoire de Jaurès²⁹. Dans un premier temps, il ne s'agissait que d'un monument commémorant le souvenir de Jaurès³⁰. Mais la souscription relayée par *Le Cri catalan*, qui chaque semaine, à partir du 12 avril, publiait des listes de souscripteurs originaires de tout le département connut un vif succès et recueillit des fonds conséquents³¹. On décida donc de financer une sculpture du buste de l'« *apôtre de la paix* », « *notre vénéré maître* » comme le désignait volontiers Jean Payra.

Dans un premier temps, Payra contacta le sculpteur Gabriel Pech (1854-1930). Cet artiste tarnais, connu pour des œuvres érigées dans son département et à Paris, était un ami de Jaurès. Il réalisa d'ailleurs les monuments Jaurès de Carmaux et de Castres³². Pech confirma le 22 mai 1919 qu'il avait bien reçu le mandat de 650 F d'acompte envoyé par le comité Jaurès et qu'il allait réaliser le buste commandé. Le 5 juillet 1919, le Comité avait recueilli 2 789, 70 F. c'est à dire plus de la moitié de la somme nécessaire à la réalisation du buste³³. *Le Cri catalan* du 17 avril 1920 nous apprend que, entre temps — en octobre 1919, seul le buste de Jaurès était encore envisagé³⁴ —, le sculpteur pressenti [Gustave Violet] pour réaliser un monument plus ambitieux que le buste de Pech avait demandé un délai plus long. En conséquence, le 1^{er} mai 1920, le Comité Jaurès se contentait de poser la première pierre du futur monument³⁵.

La réalisation du buste a été finalement confiée à un artiste catalan de renom originaire de Thuir, Gustave Violet (1873-1952). Ce choix, bien que relativement tardif, s'explique : Gustave Violet³⁶ fils et neveu d'une

²⁷ Maurice Agulhon, « Une contribution au souvenir de Jean Jaurès : les monuments en places publiques », in Madeleine Rebérioux, Jean-Pierre Rioux (dir.), *Jaurès et la classe ouvrière*, actes du colloque organisé par la Société d'études jaurésiennes, le Centre d'Histoire du syndicalisme de Paris I-Sorbonne, l'École des hautes études en sciences sociales (Paris 1976), Paris, Éditions ouvrières, 1981, pp. 168-182.

²⁸ Le buste original de Millas a été remplacé en 1981 par une nouvelle statue implantée à un autre endroit.

²⁹ *Le Cri catalan*, 19 avril 1919.

³⁰ Nous n'évoquons pas ici le contexte politique mouvementé de l'histoire du Comité Jaurès. On peut se reporter à : André Balent et Michel Cadé, *Histoire du Parti socialiste dans les Pyrénées-Orientales de sa fondation (1895) au congrès de Tours (1920)*, n° hors série de *Conflent*, Prades, 1982 ; Michel Cadé, *Le parti des campagnes rouges. Histoire du Parti communiste dans les Pyrénées-Orientales (1920-1939)*, Marcevol, Éditions du Chiendent, 1988 ; nos biographies de Jean Payra et d'Alfred Soubielle dans le *Maitron* (complétées et réactualisées dans le *Maitron en ligne*).

³¹ Jusqu'au 30 juillet 1921, *Le Cri catalan* publia 70 listes de souscripteurs. À cette date, la somme de 13 803 F avait été recueillie. La souscription fut définitivement close le 15 août 1921.

³² Gabriel Pech était né à Albi. Une copie en bronze de sa statue de Jaurès de Castres fut commandée en 1999 par la ville de Montpellier pour être érigée place Jean-Jaurès à l'emplacement du bronze de Georges Setta (1922) fondu à la demande du gouvernement de Vichy après la rencontre entre Pétain et Franco à Montpellier. Après la Libération, une autre statue de Jaurès réalisée par le Sétois Pierre Nocca fut érigée en 1961 à la place de l'Esplanade de Montpellier face au Pavillon populaire.

³³ *Le Cri catalan*, 5 juillet 1919. Le coût du buste sculpté par Pech s'élevait à 5 500 F (*Le Cri catalan*, 25 octobre 1919).

³⁴ *Le Cri catalan*, 25 octobre 1920.

³⁵ Le 17 avril 1920, le Comité avait rassemblé la somme de 6 189, 30 F. (*Le Cri catalan*, 17 avril 1920).

³⁶ Sur Gustave Violet, artiste, voir : Mònica Batlle et Ramon Gual, « Gustave Violet », *Terra Nostra*, 70, Prades, 1991, 32 p. Dans cet ouvrage, les auteurs ont écrit par erreur que le monument Jaurès était demeuré, pour Violet, à l'état de projet (p. 7, p. 12). Dans le catalogue de l'exposition — musée Hyacinthe Rigaud, Perpignan 2013 — *Paris Perpignan Barcelone*.

fratrie de grands industriels du département (Pallade et Simon, créateurs de l'apéritif et la marque Byrrh) avait des liens avec les milieux radicaux-socialistes que soutenait son cousin. Alfred Soubielle — l'un des piliers du Comité Jaurès, journaliste et l'un des principaux lieutenants de Payra avait collaboré (1902-1904) à *La République des Pyrénées-Orientales*, organe de presse radical fondé le 26 octobre 1902 par Simon Violet, industriel à Thuir, oncle du sculpteur — connaissait Gustave Violet, installé à Prades, et ami de Jean Arrous (1876-1935)³⁷, maire et conseiller général radical-socialiste de cette ville et de son canton. Violet participa, avec Arrous, mais aussi avec Victor Dalbiez, à la création de *La Montagne*, hebdomadaire radical-socialiste (1905-1914) de l'arrondissement de Prades³⁸. Dalbiez et Soubielle (et peut-être quelques autres) connaissaient Violet avant 1914³⁹. Les socialistes « payratistes », modérés, étaient très proches de l'aile gauche du radicalisme local dont Dalbiez était le chef de file. Depuis 1916 le pacifisme avait rassemblé à nouveau Dalbiez, Payra et leurs amis respectifs. Gustave Violet était l'un d'entre eux⁴⁰. Les élections municipales des 30 novembre et 7 décembre 1919 concrétisèrent leur alliance politique. Dalbiez⁴¹ ne put être candidat sur la liste des radicaux modérés qui le considéraient comme trop « extrémiste ». Les radicaux modérés menés par le maire sortant Joseph Denis (1856-1938), arrivèrent en deuxième position et fusionnèrent leur liste avec celle conduite par Payra. Le 10 décembre, Denis retrouva son écharpe et Payra, élu premier adjoint, devint l'homme fort du conseil municipal. Il pouvait alors intensifier la campagne du comité du monument Jaurès⁴².



Le monument Jaurès de Perpignan. Clichés André Balent, 30 septembre 2014.



Pour réaliser son buste en granit de Jaurès, Gustave Violet prit pour modèle son ami François Mas (Elne, 1858, Perpignan, 1927), tailleur de pierres dont les épaules et la carrure étaient semblables à celles du tribun socialiste⁴³.

L'appel de la modernité (Perpignan, mairie de Perpignan, 2013, 197 p.), voir également : Brigitte Manera-Payrou, « Gustave Violet, protagoniste d'un théâtre moderne à la Catalunya del Nord », pp. 97-107. Cette contribution qui aborde un aspect particulier de l'œuvre multiple de Violet, met bien en évidence, entre autres, les liens intellectuels de l'artiste avec Pierre Rameil.

³⁷ Sur Jean Arrous voir la notice du *Nouveau dictionnaire de biographies roussillonnaises*, (op. cit., 2011, pp. 71-72) par Marc Delclos.

³⁸ Gustave et Simon Violet fils avaient des liens avec la Cerdagne. Simon Violet avait fait édifier dans l'ancienne commune de Caldégas l'imposant mas Llorda où il avait créé des haras privés. Gustave venait en Cerdagne en villégiature. Jean Arrous, de son côté, tenta sa chance dans le canton de Saillagouse aux élections cantonales de 1904, en essayant, en vain, de ravir le siège de conseiller général à Emmanuel Brousse (1866-1926), opportuniste, patron de presse.

³⁹ Décivant le monument Jaurès, une semaine avant son inauguration, Soubielle, ne tarissant pas d'éloges à propos de Violet, le qualifiait de « vieil ami » (*Le Cri catalan*, 23 juillet 1921). En effet, Soubielle et Violet avaient tous deux collaboré à la revue culturelle *La Clavellina* (1896-1902).

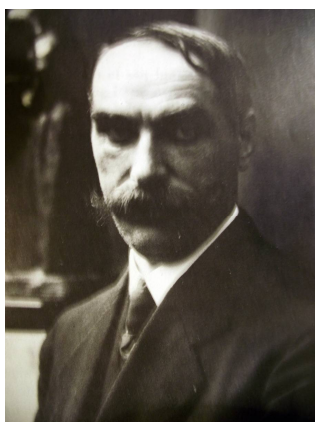
⁴⁰ Mobilisé pendant la Grande Guerre, Violet revint meurtri du front. Son pacifisme transparaît dans les monuments aux morts qu'il réalisa pour Perpignan, Prades, Eus, Estagel, Collioure, Thuir, Ortaffa, Saint-Laurent-de-Cerdans, Tautavel, Alénia, Clairà, communes de son département. Le monument aux morts de Mazères (Ariège) est aussi son œuvre. L'attribution de celui de Lavelanet (Ariège) lui est contestée par certains. Seule une recherche approfondie permettra de connaître définitivement son auteur. Violet réalisa enfin le monument aux morts de la colonie française de Barcelone et de volontaires de nationalité espagnole de la ville. Ce monument fut édifié dans le cimetière de Montjuïc. Sa thématique est cependant différente de celle des monuments aux morts roussillonnais.

⁴¹ Battu aux élections législatives du 16 décembre 1919, il retrouva son siège en mai 1924. Hostile à l'intervention militaire française en Russie, il milita en faveur de la libération d'André Marty et des mutins de la mer Noire.

⁴² Le conseil municipal de Perpignan, dans sa séance du 10 mars 1920, vota une subvention de 500 F pour l'érection du monument Jaurès. Cette somme fut inscrite au budget supplémentaire de 1920 (AC Perpignan, 1 D 1 36).

⁴³ Cette information nous a été communiquée par Brigitte Manera-Payrou que nous remercions vivement.

Le choix de Violet se fit au détriment de celui d'un autre artiste nord catalan, Célestin Manalt (1867-1942)⁴⁴, frère de Jean Manalt, le dirigeant socialiste exclu du parti en octobre 1909 par Deslinières et Payra coalisés pour la circonstance. Célestin Manalt, avait présenté un projet pour le monument aux morts départemental de Perpignan auquel fut préféré celui de Gustave Violet. Dans des notes manuscrites déposées à la Médiathèque de Perpignan, il se plaignait amèrement d'être la victime des « *tristes et viles manœuvres du comité de monument [aux morts] et de celui de Jaurès* ». Qualifiant Violet de « *sculpteur millionnaire* », ce qui le disqualifiait pour réaliser le monument Jaurès, Manalt expliquait, parmi les multiples griefs dont il faisait état, que « *le Jaurès de M. Violet ne symbolise pas du tout l'homme qui s'était élevé au dessus de tous les préjugés, qui avait mis sa valeur intellectuelle et morale au service d'une cause belle et humaine* ». Et, le condamnant définitivement, il le comparait à une « *masse de pierre ayant la forme d'une borne kilométrique* ». Célestin Manalt, excellent plasticien, avait la rancune tenace. Se souvenant que Payra et ses amis l'avaient exclu, lui et son frère Jean, d'un parti dont ils avaient été les fondateurs, il ne pouvait leur pardonner. Il pouvait également penser que Payra, Dalbiez et Soubielle, poursuivaient *post mortem* son frère de leur haine et de leur vindicte lesquelles pouvaient rejaillir sur lui et expliquer l'ostracisme dont il était victime⁴⁵.



Gustave Violet, peu avant 1914



Victor Dalbiez en 1914

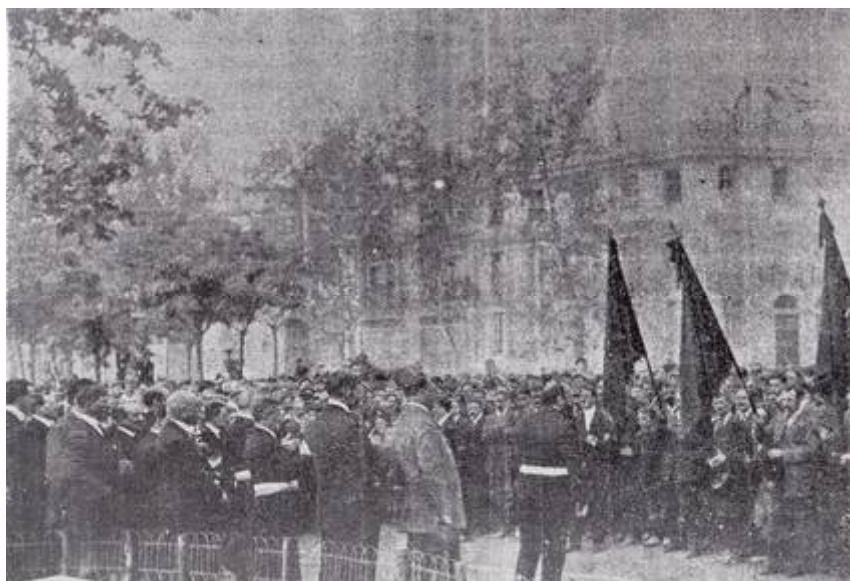
En décembre 1920, Amédée Reynès président du Comité [perpignanais] du monument aux morts [1914-1918] et de la victoire envoya une lettre au maire, Joseph Denis, dans laquelle il demandait au conseil municipal de lui céder, afin d'ériger le monument projeté, le petit square de la place de Catalogne à proximité des Dames de France. Mais le maire, dans la séance du conseil municipal du 22 décembre, lui répondit que le conseil municipal avait attribué cet emplacement au Comité Jaurès qui y avait « *déjà procédé à la pose d'une première pierre et pris toutes les dispositions afin de procéder en vue à l'érection, non plus d'un buste, mais, — en raison du succès de la souscription ouverte par Le Cri catalan et surtout du grand nombre de souscripteurs — d'un monument* ». Seul le Comité Jaurès pourrait le céder au Comité du monument aux morts. Mais Payra,

⁴⁴ Célestin Manalt fut le premier secrétaire de la Fédération socialiste des Pyrénées-Orientales (POF), de sa fondation, le 21 juillet 1895 au 26 août 1896 (André Balent, « La fondation de la Fédération socialiste des Pyrénées-Orientales », *Massana*, 25, Argelès-sur-Mer, 1975, pp. 62-86 [pp. 72-73 et note 39, p. 85]). Sa carrière d'artiste le tint éloigné de la politique active. Il n'en conserva pas moins, jusqu'au bout, de solides convictions révolutionnaires.

⁴⁵ Médiathèque de Perpignan, manuscrits de Célestin Manalt : *Ma vie*, autobiographie manuscrite ; cahier improprement désigné comme *Journal*, f° 17-23) ; Musée d'art Hyacinthe-Rigaud de Perpignan, maquette pour le monument aux morts départemental. Nous remercions Brigitte Manera-Payrou de nous avoir signalé ces documents en particulier les pages concernant les deux monuments de Violet, le monument aux morts et celui de Jaurès. Dans le fonds Manalt de la Médiathèque, on trouve aussi une maquette pour un monument Jaurès par cet artiste en vue d'un concours. Celui-ci fut-il ouvert par le Comité ? Rien dans *Le Cri catalan* ne l'indique. Par ailleurs, Manalt dans son autobiographie, ne fait jamais allusion à un quelconque « concours ». Rappelons que le premier artiste, Pech, fut contacté par Payra pour un marché de gré à gré. Payra avait aussi accumulé trop de rancune contre les frères Manalt pour accepter de confier à Célestin la réalisation du monument Jaurès. Celui-ci a exprimé aussi toute son aigreur à l'égard de Payra, Violet et leurs amis dans plusieurs pages de *Ma vie*, son manuscrit inédit. La phrase suivante résume son sentiment : « *Me refuser ce monument, ce fut encore une fois insulter la mémoire de mon pauvre frère* ».

Brigitte Manera-Payrou nous fait savoir que, dans ses écrits inédits, Violet n'a pas critiqué Célestin Manalt. Bien au contraire, il manifesta toujours beaucoup d'estime pour son œuvre.

premier adjoint et président du comité Jaurès expliqua au conseil municipal qu'il n'acceptait pas la proposition d'Amédée Reynès⁴⁶.



Pose de la première pierre du monument Jaurès de Perpignan, 1^{er} mai 1920

Le Cri catalan, 8 mai 1920

La première pierre fut posée en grande pompe le 1^{er} mai 1920, à l'occasion d'un grand défilé rassemblant une foule considérable autour des élus républicains, des syndicats de la CGT et du Parti socialiste. Dans son compte-rendu de la manifestation, Alfred Soubielle ne manqua pas de parler avec emphase du discours de Payra, maître de cérémonies : « *Aussitôt, au nom du Comité Jean Jaurès, qu'il fonda et qu'il préside, notre directeur, le camarade Jean Payra, premier adjoint au maire, répond au citoyen Denis [maire de Perpignan]. Dès qu'il s'avance, Payra, qui a définitivement conquis l'estime et la sympathie de toute la partie saine de notre population, est applaudi à tout rompre. Puis, dans un silence impressionnant, de sa voix puissante et chaude, en une belle improvisation, il remercie le maire et son conseil municipal de tout ce qu'ils ont fait pour la mémoire du plus grand des citoyens ... Et dans un appel pathétique, Payra invite tous les camarades à être confiants en l'avenir, à être résolus, à ne pas oublier les leçons du meilleur et du plus grand des maîtres, Jean Jaurès qui fut celui qui sut le mieux défendre, le mieux aimer la République, la France, l'Humanité. (...) La péroration de Payra est accueillie par toute une ovation indescriptible. De toutes parts les mains se tendent. De tous les groupes, des camarades se détachent, venant féliciter Jean Payra.* »⁴⁷ Ensuite, un meeting avait été convoqué au théâtre municipal où le principal intervenant était Jean Ricart, secrétaire de l'UD-CGT, conseiller municipal, adhérent de la SFIO et membre du Comité Jaurès. L'après-midi, nouvelle réunion à l'*El Dorado* avec les discours des ténors du Comité Jaurès : Soubielle, Payra, Rameil, Dalbiez, dans l'ordre de prise de parole. Ce Premier Mai exceptionnel, entièrement dédié à la célébration de la mémoire de Jaurès se termina en soirée par un rassemblement populaire à la promenade des Platanes.

L'inauguration solennelle eut lieu le 31 juillet 1921, après le congrès de Tours⁴⁸, mais avec la participation du nouveau Parti communiste. Le Comité recueillit les fonds grâce à une souscription relayée dans les colonnes du *Cri catalan*. La pose de la première pierre, le 1^{er} mai 1920, puis l'inauguration du monument à la date

⁴⁶ *Le Cri catalan*, 1^{er} janvier 1921, extrait du procès-verbal de la séance du conseil municipal de Perpignan (22 décembre 1920). Dans un autre hebdomadaire, *Le Coq catalan* du 8 janvier 1921, L.L. défendit le point de vue de Reynès et tout en parlant de lui avec respect, présentait Jaurès au mieux comme un « rêveur ».

⁴⁷ *Le Cri catalan*, 8 mai 1920

⁴⁸ Le congrès de Tours (25-30 décembre 1920) fut le dernier du Parti socialiste unifié créé en 1905. Il entérina la scission entre le Parti communiste et la « Vieille maison » (la SFIO maintenue). Comme dans le reste de la France les partisans de l'Internationale communiste furent majoritaires en Catalogne du Nord.

anniversaire de l'assassinat de Jaurès, scellèrent définitivement la consécration de Payra, qui accédait définitivement au rang des notabilités départementales les plus éminentes. Sur le socle, monumental, avait été apposée une plaque avec le texte suivant :

« À JEAN JAURÈS
APÔTRE ET MARTYR DE LA PAIX
ASSASSINÉ LE 31 JUILLET 1914

La Démocratie roussillonnaise

Ce monument érigé à la suite d'une souscription publique ouverte pendant la guerre 1914-1918⁴⁹ par Le Cri catalan fut remis à la ville de Perpignan le 31 juillet 1921 par le Citoyen Jean PAYRA président du Comité Jaurès et reçu par M. le Maire J. DENIS »

Dans *L'Indépendant* du 1^{er} août 1921, Emmanuel Brousse, député « progressiste » [c'est-à-dire, républicain modéré], dans un article en marge du compte-rendu de la manifestation de la veille qualifia celle-ci de « *pitrerie* » que Jaurès, selon lui, aurait réprouvée et vilipenda Payra, son « *outrécuidant organisateur* ». Pourtant, parmi les participants, le sénateur radical de la Sarthe, Paul d'Estournelles de Constant⁵⁰ (1852-1924), prix Nobel de la Paix, prononça un discours remarqué. Il avait collaboré avec Jaurès qui cherchait, dans sa lutte pour la paix, des appuis au delà du mouvement ouvrier. De fait, dans le cortège qui avait quitté la place Jean-Jaurès (ancienne place Laborie où étaient situés les bureaux du *Cri catalan*) pour se diriger vers la place de Catalogne se trouvaient derrière les pompiers et la musique municipale et un groupe de jeunes filles vêtues de robes blanches : Payra président du Comité Jaurès entouré de Gustave Fourment⁵¹, sénateur socialiste du Var ; d'Estournelles de Constant ; Jules Pams, sénateur radical des Pyrénées-Orientales, ancien ministre, président du conseil général des P.-O. ; Pierre Rameil (1878-1936), député des Pyrénées-Orientales ; Victor Dalbiez, conseiller général ; Madeleine Roch (1883-1930), sociétaire de la Comédie française, amie de Gustave Violet⁵² et du musicien Déodat de Séverac⁵³. Suivaient : les syndicats confédérés (CGT) ; la fédération socialiste SFIO, conduite par Alfred Soubielle, secrétaire fédéral ; les loges maçonniques ; le Cercle démocratique de Perpignan ; les élus municipaux et départementaux venus de nombreuses localités ; la fédération du PC SFIC qui clôturait le défilé⁵⁴. Devant le monument retentit *L'Internationale*. Puis, après les discours de Payra, metteur en scène de la cérémonie, et du maire, Joseph Denis, Madeleine Roch déclama l'*Ode à Jaurès* du poète catalan d'expression française, Albert Bausil. Trois cents privilégiés purent participer à un grand banquet, à la salle Arago, au premier étage de la Loge de mer. Après un toast et un nouveau discours de Payra, prirent successivement la parole d'Estournelles de Constant, Fourment, sénateur du Var et président des Amis de Jaurès, Pierre Rameil, Victor Dalbiez et Jules Pams, sénateur radical des Pyrénées-Orientales. Madeleine Roch

⁴⁹ Nous avons vu qu'il n'en était rien puisque la souscription n'a été ouverte qu'en avril 1919, après le procès de Raoul Villain.

⁵⁰ Paul d'Estournelles de Constant, diplomate de carrière, s'est intéressé à l'arbitrage international pour lequel, il ne cessa de militer, recevant en 1909 le prix Nobel de la Paix. C'était parce qu'il récusait les solutions guerrières qu'il avait rencontré à diverses reprises Jaurès et collabora avec lui. Voir : Raymond Huard, « Jaurès et D'Estournelles de Constant, histoire d'une rencontre atypique », *Cahiers Jaurès*, Société d'études jaurésiennes, 211, janvier-mars 2014, pp. 5-29. Dans cet article, Raymond Huard évoque le discours de d'Estournelles de Constant à Perpignan le 31 juillet 1921 et en cite des extraits (pp. 37 sq.) Le discours de d'Estournelles de Constant (de même que les autres) fut publié dans *Le Cri catalan* du 13 août 1921.

⁵¹ Gustave Fourment (1869-1940), originaire de Montpellier, professeur de Lettres, ami proche de Paul Valéry, socialiste, fut élu en 1920 sénateur de Var

⁵² À qui *La Vie pradéenne*, organe de presse de la capitale du Conflent, (n° 31 du 30 juillet 1921) rendait hommage pour sa statue de Jaurès.

⁵³ Proche de Rameil — ami des lettres et des arts, député de Céret fut sous-secrétaire d'État aux Beaux-Arts en 1924-1925 — elle interpréta Phèdre dans les arènes de la ville le 2 juillet 1922 (*Le Courrier de Céret*, 26 juin 1922). Quant au musicien Déodat de Séverac, familier de Céret, il était aussi très proche de Pierre Rameil, ami de Dalbiez et de Payra avec lesquels il avait fait liste commune aux élections législatives de 1919. Le socialiste Alfred Soubielle, proche des milieux intellectuels, ne manqua pas de lui rendre hommage dans *Le Cri catalan* du 2 octobre 1920, lorsqu'il fut nommé chevalier de la Légion d'honneur.

⁵⁴ La participation de ceux que *L'Indépendant* qualifie de « socialistes minoritaires » — c'est à dire les communistes — au défilé organisé par le Comité Jaurès n'était pas acquis d'avance. Ils avaient envisagé un rassemblement à la Pépinière. Toutefois, alors que, toujours d'après *L'Indépendant*, on pouvait craindre un « incident » entre les deux courants qui s'étaient séparés à Tours, sept mois plus tôt, il n'en fut rien. Car les communistes « ont au dernier moment accepté de se joindre au cortège officiel » (*L'Indépendant*, 31 juillet et 1^{er} août 1921). Il est vrai que les communistes de 1921 avaient, eux aussi, fait partie des souscripteurs au monument Jaurès. Les deux « factions » se réclamaient toutes deux de l'« apôtre de la paix ».

déclama ensuite le *Discours à la jeunesse* de Jaurès. Payra clôtura le banquet avec une intervention en faveur des mutins de la mer Noire, André Marty en premier lieu. Les festivités populaires continuèrent à la promenade des Platanes avec les prestations des *Dansaires catalans* et des *Cantaires catalans*. Enfin, Madeleine Roch déclama à l'intention d'un vaste public l'*Ode à Jaurès* de Bausil et *Les petits* de Victor Hugo⁵⁵.

Comme on le remarque, cette grandiose journée consacra le triomphe de celui qui l'avait conçue, Jean Payra⁵⁶.



Le monument Jaurès, dans son emplacement initial, le petit square de la place de Catalogne, aujourd'hui disparu. Cliché pris entre 1921 et 1926. Collection Club cartophile catalan.

Le monument Jaurès de Perpignan pendant la Seconde Guerre mondiale, vandalisme, démontage et réinstallation solennelle (1940-1944) :

Tous les monuments érigés en l'honneur de Jaurès ne furent pas victimes de l'ostracisme des autorités vichyssoises, comme celui de Montpellier. Il ne faut pas perdre de vue que des partisans de ce régime ou de la Collaboration se réclamaient de Jean Jaurès⁵⁷. Certains monuments publics demeurèrent en place, surtout lorsqu'il s'agissait de statues en pierre. Maurice Agulhon en cite quelques-uns. Parmi eux il mentionne celui de Perpignan⁵⁸. Ce ne fut pas tout à fait le cas.

Si le monument de Perpignan ne fut pas enlevé de son socle par la délégation spéciale nommée par Vichy, il fut cependant victime, en novembre 1940 d'une tentative de vandalisme de la part de « Vichyssois » exaltés et anonymes du cru. Il représentait pour eux une « anti-France » qu'il convenait d'éradiquer. Ils essayèrent de le détruire à coups de marteau. Toutefois, le monument ne subit que peu de dégâts. La municipalité décida de le démonter, ce qui le protégea d'outrages plus destructeurs. À Montpellier, *L'Éclair* du 1^{er} avril 1941 alla jusqu'à commenter très favorablement le démontage du monument perpignanais : « *Des équipes d'ouvriers municipaux ont procédé à l'enlèvement des restes de la statue de Jaurès qui déparait le jardinet de la place de la*

⁵⁵ *L'Indépendant* du 1^{er} août 1921 et *Le Cri catalan* du 6 août 1921 ont donné des comptes-rendus détaillés de la mémorable journée du 31 juillet 1921.

⁵⁶ Le quotidien barcelonais *La Publicidad* du 3 août 1921 (à la une, écho de la rubrique « Varia ») donna un bref compte-rendu de l'inauguration du monument Jaurès de Perpignan, mentionnant le nom de Gustave Violet, artiste connu et apprécié à Barcelone, et celui du sénateur Pams qui, pourtant, ne s'était rallié qu'au dernier moment à l'initiative de Payra, Dalbiez et leurs amis. Merci à Brigitte Manera-Payrou qui a attiré notre attention sur ce petit article.

⁵⁷ Guillaume Pollack, « Une mémoire improbable : Jaurès sous l'Occupation (1940-1944) », *Cahiers Jaurès*, Société d'études jaurésiennes, 211, Paris, 2014, pp. 95-114

⁵⁸ Agulhon, *op. cit.*, 1981, p. 175.

*Catalogne. Nous croyons savoir qu'on ne s'arrêtera pas en si bon chemin, et qu'on débaptisera la salle Jean Jaurès de l'hôtel de ville et toutes les artères de la cité que le front populaire avait gratifié de noms révolutionnaires ou grotesques.»*⁵⁹

Après la libération de la ville (19-20 août 1944), les nouvelles autorités voulurent laver l'outrage commis contre un monument aussi emblématique. Le 11 novembre 1944, elles organisèrent une grande manifestation afin de célébrer sa remise en place dans le petit square de la place de Catalogne⁶⁰. Celle-ci, d'après *Le Républicain des Pyrénées-Orientales et du Midi*, rassembla entre 40 000 et 60 000 personnes, de Perpignan et de tout le département, bien plus que 31 juillet 1921 lors de l'inauguration du monument. Cette manifestation n'aurait été surpassée que par celle de 1907, pendant le mouvement viticole. Le service d'ordre fut dirigé par Jean Ganteil (1909-1973), adjoint au maire, communiste et Jean Olibo (1909-2000), secrétaire général adjoint de la mairie, socialiste. Parmi les nombreuses organisations représentées, *Le Républicain* relève l'Union des femmes françaises et la CGT. Participèrent aussi au rassemblement de nombreux maires et élus du département. À la tribune on trouvait côte à côte les principales personnalités politiques: Jean Latscha (1906-1956), préfet ; Camille Fourquet (1890-1965), président du comité départemental de Libération, dont le discours fut très remarqué ; Félix Mercader (1892-1949), maire (SFIO) de Perpignan ; le colonel Dominique Cayrol (1890-1946), chef départemental des FFI et commandant de la subdivision militaire des Pyrénées-Orientales.

Depuis 1944 :

Deux remodelations successives de la place de Catalogne, dans les années 1970 pour la première ; dans les années 2000 pour la seconde entraînent le déplacement du monument Jaurès ainsi que celui inauguré le 20 novembre 1949 en l'honneur de Louis Torcat (1904-1944), instituteur, résistant, chef régional de l'AS de la R3, assassiné le 18 mai 1944 à Carmaux (Tarn) par les hommes de Pierre Marty, intendant de police de Toulouse. Ce monument conçu par Cyprien Lloansi (1903-1984)⁶¹ a été réalisé à l'initiative de la section des Pyrénées-Orientales du SNI. Lors de la première, puis de la seconde transformation de la place de Catalogne, il fut déplacé à proximité de celui de Jean Jaurès

Il faut reconnaître que la seconde transformation de la place (et au square Jeantet-Violet qui lui est contigu) réalisée à l'initiative de Jean-Paul Alduy les a marginalisés, ne les mettant pas en valeur. On ne peut que le regretter car les deux hommes dont ils perpétuent le souvenir ont donné lieu à de grandes manifestations qui marquèrent la mémoire des Perpignanais et de Catalans qui y participèrent. Les marginaliser dans l'espace public contribue à l'oubli de ces pages d'histoire, même si l'Union départementale Force ouvrière des Pyrénées-Orientales a pris l'habitude, depuis la scission syndicale de 1948, de rendre un hommage confidentiel, chaque Premier Mai, au pied du monument de la place de Catalogne, à l'ancien leader du Parti socialiste et de la Deuxième internationale. Mais, les actuels adhérents de FO se souviennent-ils encore des circonstances de son érection et des vicissitudes de son histoire, pendant les « années noires » de la Seconde Guerre mondiale ? Ils ignorent aussi le nom de l'artiste qui a ciselé la tête de celui qui aurait à coup sûr récusé qu'on le nommât « apôtre », fût-il de la Paix.

Dans un premier temps, le monument de Jaurès avait été installé, à cet effet, dans un lieu où il s'offrait au regard des passants, y compris celui des voyageurs qui, à pied ou en tramway, se dirigeaient de la gare vers le centre historique de la cité. Il n'en est plus de même aujourd'hui. On ne peut que le déplorer, surtout en cette année 2014 de commémorations de 1914 (guerre mondiale et assassinat de Jaurès) et de 1944 (libération de la ville et hommage rendu aux résistants).

André BALENT

⁵⁹ Référence communiquée par Richard Vassakos que nous remercions.

⁶⁰ *Le Républicain des Pyrénées-Orientales et du Midi*, plusieurs articles, en particulier, à la une : « La remise en place du buste de Jean Jaurès par la ville de Perpignan donna lieu à une grandiose et émouvante manifestation »

⁶¹ Cyprien Lloansi fut très proche de Célestin Manalt qui a dénigré injustement Gustave Violet la statue perpignanaise de Jaurès, l'une de ses œuvres notables (cf. *supra*).

LES PRISONNIERS DE L'HÉRAULT ET DANS L'HÉRAULT : « LES GRANDS OUBLIÉS DE LA GRANDE GUERRE »

3878 Héraultais ont été faits prisonniers pendant la Première Guerre mondiale, selon Odon Abbal, d'autre part, notre département a hébergé deux camps majeurs et une multitude de « détachements » de travail sur tout le territoire, qui étaient composés de prisonniers allemands, bien sûr, mais aussi de nombreux Turcs et de quelques Austro-Hongrois, soit autour de cinq cent officiers et hommes de troupe selon notre estimation.

Ces hommes méritent bien que l'on s'intéresse à eux : quelles étaient les conditions de leur détention ? Quelles étaient leurs activités ? Avaient-ils accepté ce coup du sort ou rêvaient-ils d'évasion et de retour au front ? Qui les gardait ?...Autant de sujets passionnants à traiter mais encore fallait-il que l'on disposât de sources précises et fiables.

1 – Les sources :

Dans les sources scientifiques je retiendrai les ouvrages de Médard et d'Annette Becker et la thèse d'Odon Abbal, qui sont de très précieux documents, précis et relativement récents même si la thèse d'Odon Abbal commence un peu à dater (1984)

Les documents bruts sont relativement nombreux aux archives départementales mais inégaux en intérêt et en qualité, il y a peu d'information précises sur les camps mais pas mal sur l'utilisation des prisonniers comme main-d'œuvre. La source principale et, à ma connaissance peu ou pas utilisée, que j'ai utilisée, ce sont les rapports du diplomate américain Percival Dodge, que j'ai connus grâce au conseil au combien précieux de Guilhem Beugnon. Permettez moi de vous le présenter :

Henry Percival Dodge est né le 18 janvier 1870 à Boston, diplômé de Harvard, il entame au début du XX^e siècle une carrière diplomatique de premier plan puisqu'il est nommé ambassadeur des États-Unis au Honduras en 1907. Pendant la Première Guerre mondiale, il est attaché à l'ambassade américaine à Paris et il va multiplier les missions d'inspection des camps de prisonniers jusqu'à ce que son pays entre dans le conflit en avril 1917. Jusqu'alors les USA sont une nation neutre et vont jouer les bons offices, au même titre que l'Espagne ou la Suisse, en inspectant les camps de prisonniers des deux côtés. H.P. Dodge va ainsi, non seulement visiter des camps en Allemagne, à la demande des autorités britanniques, mais aussi en France à la demande des autorités allemandes. Ses rapports, publiés par le Département d'État américain, sont d'une extrême précision et donc une source brute formidable pour notre connaissance de ces lieux de captivité. Deux autres sources sont d'une grande richesse : les registres matricules scannés et disponibles sur le site des archives départementales de l'Hérault⁶²⁶³ et le site du comité international de la Croix Rouge⁶⁴ où la plupart des prisonniers ont été recensés et ont une fiche.

2 – Les prisonniers héraultais :

3878 Héraultais ont été faits prisonniers pendant la Première Guerre mondiale, selon Odon Abbal ; à partir d'une étude menée sur 187 prisonniers agathois, on peut, peut-être, un peu extrapoler et noter quelques grandes caractéristiques. Tout d'abord en ce qui concerne les périodes et les lieux de leur capture :

Les temps de la guerre de mouvement (1914 et 1918) sont les plus importants, de même que l'année 1916 car la bataille de Verdun et ses rebondissements sont propices à la capture de prisonniers.

Trente-deux prisonniers ont été capturés en Lorraine en août 1914 : ces batailles, Dieuze, Lagarde, Bisping, Lunéville... ont été particulièrement dures pour les troupes méridionales des XIV^e et XV^e corps cela représente en un mois seulement 17% du total des prisonniers. La bataille de Verdun, sur la totalité de l'année 1916 arrive en second dans ce classement avec vingt-six prisonniers soit presque 14 % du total.

On ne peut distinguer des lieux spécifiques d'internement : les 187 prisonniers de l'Agadès ont été internés dans 32 camps différents en Allemagne ! Ni les lieux ni les périodes de capture ne permettent d'établir une

¹ <http://archives-pierresvives.herault.fr/archive/recherche/militaire/n:29>

² <http://grandeguerre.icrc.org/fr>

typologie. Les prisonniers sont véritablement dispersés. C'est certainement un choix délibéré de la part des autorités allemandes. Toutefois, c'est à Giessen en Hesse que seront retenus le plus grand nombre prisonniers Héraultais (301).

Quatorze des 187 prisonniers de l'Agadès ont été internés en Suisse à la suite des accords de 1915 et 1918. Ils ont parfois été libérés par anticipation mais, une fois rétablis, ils sont repartis au front comme brancardiers ou ont été utilisés comme auxiliaires. Il y eut une part de prisonniers décédés en captivité (8/187). C'est un faible pourcentage (4.2%). Certains comme François Amadou de La Boissière sont décédés du typhus dans le camp de Gardelegen où 2000 prisonniers ont été touchés par l'épidémie (15% de mortalité).

Les retours de captivité s'étalent entre le 11 novembre 1918 et la mi janvier 1919, c'est très variable.

Certains Héraultais ont vécu des situations originales : c'est le cas de Jean Auriol, torpilleur à bord du sous-marin « Le Fresnel », fait prisonnier par les Austro-Hongrois, ou le cas de François Alazet, quartier-maître à bord du « Turquoise » emprisonné par les Turcs dans le camp de Bilemedik.

Nous avons une tendresse particulière pour Émile Héran, Boissiérois, dont l'histoire nous réconcilie un peu avec l'humanité en ces temps de barbarie. Appartenant au 141^e RI de Marseille, il se trouve engagé, au mois d'août 1914, dans la catastrophique offensive de Lorraine. Nous ignorons dans quelles conditions il fut fait prisonnier, mais ce fut à Dieuze, l'un des points les plus à l'est de l'avancée française qu'il dut se résoudre à rejoindre les camps de prisonniers, le 20 août. Nous retrouvons trace de sa correspondance alors que, prisonnier depuis quatre mois, sa mère, Célestine, lui envoie des nouvelles du pays. Il est prisonnier au camp d'Hammelburg, en Bavière avec quelques 6000 autres Français. Parmi eux 4297 sont répartis dans des détachements de travail. C'est le cas d'Émile qui, dans une lettre particulièrement enjouée du 8 juin 1915, raconte comment, accompagné de cinq sentinelles, avec trois de ses camarades, il parcourut la campagne autour du camp pour « travailler chez les paysans ». Il raconte surtout avoir fait la tournée des cafés, « avoir avalé plusieurs choppes de bière ». « À ce moment là » raconte-t-il « la bière faisait effet et chaud ». Il entretient d'excellentes relations avec Otto, l'un des fils de la ferme qui lui, paradoxe de la situation, combat les troupes françaises dans l'artillerie. Ils ont une relation épistolaire riche dont nous conservons une dizaine de cartes postales. À notre grande surprise Otto ne considère absolument pas Émile comme un ennemi : il commence ses courriers par « *Lieber Emil* », (cher Émile) ; il lui prodigue des conseils pour l'entretien de son cheptel, lui parle de ses promenades en bateau sur la Moselle ... Sur une carte du 21 décembre 1917, il regrette de ne pas pouvoir être à la maison pour Noël et souhaite « *la paix pour bientôt* ». Émile semble aussi proche des deux filles de la ferme, Marie et Maghdalena (?), qui lui transmettent en 1919, comme le reste de la famille Schlereth, leur meilleur souvenir et qui lui écriront encore en 1955 à l'occasion d'un voyage à Lourdes ! Émile nous paraît donc être un prisonnier heureux, qui semble ne manquer de rien, qui joue de l'accordéon pour ses amis en buvant des choppes de bière et note, dans son agenda (imprimé par les ouvriers français prisonniers au camp d'Hammelburg) avoir gagné 233,19 francs au cours de l'année 1917 ! Il est rapatrié d'Allemagne le 19 Décembre 1919⁶⁵.



Émile Héran au premier rang jouant de l'accordéon, un prisonnier heureux.
Collection Jean-Luc Secondy

⁶⁵ Louis, Jean-Luc et Guilhem Secondy, *Les Héraultais dans la guerre de 1914-1918*, Éditions Le papillon Rouge, Villeveyrac, 2014

Les Héraultais ne se résignent pas forcément à passer la guerre en prison et certains tentent et réussissent à s'évader. O. Abbal a recensé dix tentatives d'évasion couronnées de succès : neuf en Allemagne, une en Autriche ; il s'agit là d'un des rescapés du sous-marin « Curie », le quartier maître, Joseph Coulomb qui se fait la belle du camp de Deustch Gabel. Le récit de son évasion est incroyable. Il paraît dans le journal *Le Temps*, n° 20.858 du jeudi 15 août 1918 : « *Le 18 mai 1918, Coulomb et Melle du Curie, Cochet du Monge et Kerriou du Foucault s'évadent. Ils se dirigent droit cap à l'est, marchant la nuit, se cachant le jour ; leur sac de 25 kilos et quelques jours de pluie les fatiguent beaucoup ; les forêts sont très dures à traverser. Chaque fois qu'ils voient une paysanne isolée, Kerriou, qui parle bien le polonais, quitte son sac, se détache du groupe et va l'interroger. Le 1^{er} juin, ils traversent les réseaux de fil de fer et les tranchées de l'ancien front gardé par des sentinelles tous les 200 mètres. Le 2 juin, ils franchissent la frontière également gardée et arrivent en Ukraine. Transformés en blessés russes grâce à quelques infirmières russes parlant français, les quatre évadés arrivent à Moscou d'où eux aussi ont pu facilement rejoindre Mourmansk. C'est ainsi que nos vaillants marins ont réussi grâce à leur belle énergie à s'évader de captivité.* »

3 – Les prisonniers internés dans l'Hérault :

a – Les camps :

Dans la mesure où l'on considère que la guerre sera courte, les autorités françaises, pas plus que les allemandes d'ailleurs, n'ont pas vraiment préparé d'infrastructures pour accueillir de nombreux prisonniers ennemis ; par ailleurs les premières semaines de la guerre ne sont pas stratégiquement favorables à la capture de nombreux prisonniers allemands ; ce n'est qu'après la bataille de la Marne (Septembre 1914) que leur nombre devient important. On va alors organiser le transit des prisonniers ennemis à partir de quatre camps de triage (Saint-Aubin, Épinay, Orléans, Dijon et Roanne), sachant que la convention de la Haye prévoit qu'ils doivent être rapidement évacués de la zone de front⁶⁶. Leur nombre ne cesse de grandir puisque le 11 novembre 1918 la France aura capturé 421 655 allemands.

Le premier train de prisonniers et d'évacués lorrains et alsaciens entre en gare de Montpellier le 17 Août 1914⁶⁷. Le journal *L'Éclair* relate qu'ils ont été « *soustraits à la fureur d'une foule de plus de 1000 personnes en les transportant en voiture à la Citadelle* », et le général Ferré, commandant la XVI^e région militaire, de rappeler que « *piétiner un ennemi abattu, insulter au courage malheureux, sont des procédés indignes des Français...* », et que la France « *qui marche en tête de la civilisation se doit, à elle-même, de ne pas traiter ses prisonniers de guerre avec la cruauté de barbares* ». Et le maire de Montpellier de renchérir affirmant qu'il « *compte sur l'esprit de Justice et de générosité de ses concitoyens pour éviter le retour de scènes analogues...* »

En 1915, l'Hérault compte deux camps de prisonniers : à Sète (Cette) et à Caux (Notre-Dame de Mougères). Ces camps, en particulier celui de Sète, vont fournir à diverses entreprises et propriétés agricoles, des « *commandos de travail* » répartis dans tout le département et au-delà. Ces prisonniers sont de diverses nationalités : bien sûr des Allemands, mais aussi des Turcs, des Austro-Hongrois, ...

Nous connaissons parfaitement les camps de Sète et de Notre Dame de Mougères, car ils furent inspectés minutieusement par un représentant américain de l'ambassade des États-Unis à Paris, Henry Percival Dodge, à la fin de l'hiver 1915 (Sète) et un an plus tard en février 1916 (Sète et N.D. de Mougères). Il ressort de l'analyse de ces rapports que les prisonniers sont bien traités dans les différents centres d'incarcération.

À Sète (Cette), leur situation évolue notablement entre 1915 et 1916. En 1915 il n'y a que 16 officiers et leurs 9 ordonnances, enfermés dans le fort Richelieu. Un an plus tard ils sont 306 essentiellement des hommes de troupes (266) et sous-officiers (33), il n'y a plus que 7 officiers. La majorité des hommes de troupe sont employés dans diverses entreprises : (le PLM, *Paris Lyon Marseille*, une compagnie de chemin de fer ; la Compagnie des chemins de fer du Midi) sur le port à décharger le charbon des navires... Ils ne sont plus cantonnés dans l'exigu fort Richelieu mais dans une caserne « *au-dessus de la ville* » constituée de baraques « *modernes* » et « *entourée par une grande clôture* » selon Percival Dodge. Les baraquements sont bien équipés d'un point de vue sanitaire, les prisonniers se plaignent simplement de l'impossibilité d'acheter de l'alcool, et, pour ceux qui travaillent, du fait qu'ils n'ont pas eu droit, jusqu'alors, à leur jour hebdomadaire de repos.

⁶⁶Frédéric Médard, *Les prisonniers en 1914-1918. Acteurs méconnus de la Grande Guerre*, [SOTECA](#), Saint-Cloud, 2010.

⁶⁷*L'Éclair* du 18 Août 1914.



Le fort Richelieu à Cette en 1915, quelques officiers allemands posent pour le photographe.
Collection J.-L. Secondy

À Caux, le dépôt de Notre-Dame de Mougères est un ancien monastère chartreux, devenu bien public depuis 1901, qui accueille depuis novembre 1915 une centaine d'officiers allemands et leurs ordonnances. Ils sont surveillés par un détachement de 90 hommes du 121^e régiment d'infanterie coloniale⁶⁸. Quand Percival Dodge visite le camp le 12 février 1916, il est occupé par 97 officiers et leurs 23 ordonnances. Ici pas de travail, les officiers en sont exemptés, ils passent leur journée dans un cadre presque idyllique, à jouer ce la musique, lire, jardiner, faire des exercices physiques... Eux, peuvent acheter de l'alcool et du tabac. Le prix quotidien des repas est moins élevé qu'à Sète en 1915 (2 F contre 2,20 F) car, à Caux, les repas sont confectionnés par les ordonnances alors qu'à Sète, au Fort Richelieu, ils étaient livrés par un hôtel. Dans les deux camps, des offices religieux protestants et catholiques sont proposés tous les dimanches.

Dans la XVI^e région militaire, les prisonniers turcs sont proportionnellement plus nombreux qu'ailleurs. Ainsi en Mai 1916, 640 prisonniers turcs venus de Corse débarquent à Sète (Cette). Ils seront répartis dans les compagnies de la main-d'œuvre agricole de l'Hérault et de l'Aude ; 480 seront employés dans l'Hérault.



Officiers allemands prisonniers à Notre-Dame de Mougères
Collection G. Beugnon

⁶⁸ G.. Beugnon, « Plus doux que la règle de St Benoît... », in *Bulletin municipal de Caux*, 3^e trimestre 2012.

b – Évasions et soupçons de complicités locales :

Pourtant, malgré de bonnes conditions d'internement, 11 officiers de Caux vont s'évader dans la nuit du 18 au 19 août 1916. Ils seront, tous et rapidement, repris, leur capture devenant un enjeu majeur pour les populations de l'arrière. Une prime de 50 francs est accordée à toute personne qui permettra l'arrestation d'un officier allemand évadé. Le journal *l'Éclair* dans ses éditions des 21, 22, 24, 25 et 26 août 1916, relate les circonstances de leurs arrestations : deux officiers sont repris le lendemain de leur évasion, dans le bois de Montesquiou, près de Gabian : le lieutenant aviateur, Hans Dosler et le capitaine Wihimme qui se rendit de lui-même à la gendarmerie de Servian ; deux sous-lieutenants (Beck et Kumon) sont repris le 22 près de Nissan. Habitant Valros, François Laux, devient un héros local puisqu'il va opérer l'arrestation de Bernard Ponki. À Cuxac d'Aude, le 22 août, la gendarmerie intercepte les lieutenants Wiebrk et Neubat alors qu'ils tentaient de franchir l'Aude. Les plus rocambolesques des arrestations, relatées dans l'édition de *L'Éclair* du 26 Août, se produisent à l'octroi de Béziers et à Cahuzac dans l'Aude, le 25 août : à Béziers, le préposé à l'octroi, M. Audouy, reconnaît deux des évadés qui tentent d'entrer dans la ville par la route de Bédarieux, il braque sur eux un revolver, « *saisit le plus petit par le bras et ordonna au plus grand - mesurant 1,80 de taille - de marcher devant, tout en le tenant en respect avec son revolver ; il les conduisit à la caserne de gendarmerie...* ». Il s'agit des lieutenants Aueftein et du sous-lieutenant Monfholp. M. Audouy devient un héros et touchera la rondelette somme de 100 francs pour cet exploit !

À Cahuzac c'est un père, limonadier de son état, et son fils qui vont interpellé deux sous-lieutenants, Zaher et Meuser, ils arrivaient de Cruzy et se dirigeaient vers la frontière espagnole. Cette évasion a entraîné la fermeture du dépôt de Notre-Dame de Mougères le 20 novembre 1916.

Ce qui inquiète les autorités françaises c'est que les deux derniers officiers repris sont en possession d'une carte et d'une boussole, laissant penser qu'ils ont bénéficié de complicités locales. Cet épisode s'ajoute à une autre affaire qui s'est déroulée au mois de Mars 1916. Quatre Turcs détenus à Béziers s'évadent alors et arrivent jusqu'à Puigcerdà où ils sont finalement arrêtés par les douaniers espagnols. Le commissaire Lambert, de la police des chemins de fer de Bourg-Madame, transmet un rapport aux services préfectoraux de l'Hérault, indiquant que l'un des Turcs parlant français a affirmé « *avoir reçu un guide Taride⁶⁹ procuré par un Espagnol habitant Béziers et dont il refuse catégoriquement de divulguer le nom* » et le commissaire de recommander de faire « *surveiller discrètement les Espagnols habitant Béziers* » pour découvrir « *l'individu qui a procuré le guide Taride aux turcs évadés* ». À notre connaissance cette personne n'a pas été découverte par les autorités françaises.

c – La main d'œuvre des prisonniers de guerre :

L.Mallet⁷⁰ explore la piste de l'utilisation des prisonniers de guerre comme main d'œuvre agricole. Il suit en cela les nombreuses remarques des propriétaires et femmes de vigneron qui ne comprennent pas la situation : le 15 janvier 1915 madame Marie Fabris, propriétaire à Pomerols, dont le mari est mobilisé fait une demande de main d'œuvre de prisonniers qu'elle justifie de la manière suivante : « *(...) nous connaissons personnellement des soldats du pays, prisonniers en Allemagne qui sont obligés de travailler dans les fermes pour entretenir les champs, on leur donne 30 cts par jour et la nourriture (...)* »

L. Mallet ne voit que des avantages à l'exploitation de ces prisonniers il signale en particulier que ceux-ci pourraient être utilisés à l'échelle de la France : en mai-juin pour les traitements de la vigne dans le sud, en juillet pour les moissons ailleurs, en août-septembre à nouveau dans le sud pour les vendanges. Le rapporteur termine son plaidoyer en faveur de la généralisation de cette solution en conseillant au ministre de l'agriculture de mettre en œuvre cette organisation « *dans notre XVI^e région militaire sans retard* ». Il est entendu, c'est à la « *commission départementale qu'il revient de trancher les questions concernant l'affectation de la main d'œuvre des prisonniers de guerre* ».

Cette commission est créée en 1915, et elle est composée de nombreuses personnalités compétentes dont le préfet lui-même et le commandant de la XVI^e région militaire dont dépend notre département. Il s'agit d'organiser, de répartir la main d'œuvre des prisonniers pour répondre essentiellement aux besoins de l'agriculture sachant que ces prisonniers seront utilisés aussi dans d'autres secteurs : dans un courrier du 26 août 1916, le général Ferré commandant la XVI^e région militaire annonce « *mettre à la disposition de la Société*

⁶⁹ Il s'agit d'une carte-guide routière des éditions spécialisées Alphonse Taride.

⁷⁰ Cf. Le rapport Malet, Archives départementales de l'Hérault, série 10 R.

des mines de fer de St Gervais-sur-Mare, 30 prisonniers Austro-Hongrois ». À Montpellier quelques semaines plus tard ce sont 38 prisonniers allemands, dont 3 sous-officiers qui sont utilisés pour construire un bâtiment en bois pour la Compagnie des Chemins de fer de l'Hérault. On le voit : leur rôle dans l'économie en général est indispensable.

La commission doit régler les conditions d'emploi, de salaires, de garde de ces prisonniers... On dit que la main d'œuvre allemande est compétente et docile. Il n'en est pas forcément toujours de même de la main d'œuvre turque : le journal *L'Éclair* dans son édition du 23 août 1916 relève que « *des prisonniers employés dans les fermes St Hilaire et de la Caulette, à Montagnac se sont révoltés, refusant de travailler, et que des coups ont été échangés entre quatre de ces prisonniers et les surveillants (...) les récalcitrants ont été remis à l'autorité militaire à Béziers.* »

Les évasions ne sont pas rares, les archives préfectorales disponibles aux Archives départementales de l'Hérault, fourmillent de télégrammes diffusant l'information de l'évasion de prisonniers et donnant leur description précise : par exemple, le 4 Janvier 1917 deux prisonniers turcs s'évadent du détachement cantonné à Argelliers, au Nord de Montpellier ; le 19 septembre 1917, cinq prisonniers turcs s'évadent d'un détachement travaillant à Boujan ; le 21 mai 1917 ce sont trois prisonniers allemands du détachement de Ferrières qui faussent compagnie à leurs geôliers ... La plupart sont repris bien vite. La garde de ces commandos de prisonniers-travailleurs pose de nombreux problèmes d'effectifs. On préfère consacrer les hommes valides, qui ne sont pas au front à d'autres tâches : ainsi, en juin 1916, on tente de recruter des volontaires civils, réformés ou retraités, pour encadrer ces groupes de prisonniers, chaque commune est sondée, mais la préfecture n'enregistre aucune réponse positive ! En effet cette activité est mal payée (3 francs d'indemnité journalière) et il existe une véritable pénurie de main d'œuvre qui laisse peu d'hommes disponibles.

Cette main d'œuvre va peu à peu être particulièrement abondante dans le département ; alors que dans les années 1915-16 les prisonniers utilisés comme ouvriers agricoles sont peu nombreux on constate qu'en 1918 ils sont, le 1^{er} novembre, encore 485 dans les exploitations agricoles ; la majorité sont turcs 291 et 194 sont allemands. Ils sont largement concentrés dans l'est du département : à Marsillargues (19 Turcs), Mudaison (37 Turcs), Mauguio (37 Turcs et 19 Allemands), Castries (35 Allemands), Vérargues (18 Turcs)... À Montpellier, on les retrouve dans les domaines de La Paillade (13 Turcs chez M.de Surville), de Grammont (20 Allemands aux hospices Bouisson Bertrand), à Viols-en-Laval 16 Turcs travaillent chez M. Leroy-Beaulieu à Cambous et à Cantagrils... Pour en arriver là il a fallu pourtant se battre et on ne compte plus les plaintes des propriétaires en quête de main d'œuvre non satisfaite !

En septembre 1918, encore, Auguste de Crozals, propriétaire du domaine de Roquebasse à Villeneuve-lès-Béziers, se plaint que son voisin, M. Blayac, installé depuis moins longtemps que lui a reçu 20 prisonniers allemands pour les vendanges « *alors que lui qui les demande avec insistance depuis déjà longtemps en est toujours privé.* » et c'est au préfet qu'il demande de rétablir cette injustice⁷¹ !

La garde de ces commandos de prisonniers-travailleurs pose de nombreux problèmes d'effectifs. On préfère consacrer les hommes valides, qui ne sont pas au front à d'autres tâches ; ainsi, en Juin 1916, on tente de recruter des volontaires civils, réformés ou retraités, pour encadrer ces groupes de prisonniers, chaque commune est sondée, mais la préfecture n'enregistre aucune réponse positive ! En effet cette activité est mal payée (3 francs d'indemnité journalière) et il existe une véritable pénurie de main d'œuvre qui laisse peu d'hommes disponibles.

Conclusion :

En France, les prisonniers de guerre ont parfois été mal vus en 1919, comme l'a bien montré Annette Becker⁷². Ils ont dû se battre pour obtenir la reconnaissance et le soutien financier de la nation. Avant 1922 les prisonniers morts en captivité n'ont pas droit à la mention « morts pour la France » la prime de démobilisation qui est de 20 francs par mois pour les combattants, n'est pour eux que de 15 francs⁷³. A partir de 1922 ils obtiennent globalement gain de cause mais souffrent moralement de la comparaison avec « l'héroïsation » des combattants qui n'ont pas été capturés.

Jean-Luc SECONDY

⁷¹ Archives Départementales de l'Hérault, séries 5S et 10R

⁷² Annette Becker, *Oubliés de la Grande Guerre ; Humanitaire et culture de guerre, populations occupées, déportés civils, prisonniers de guerre*, Noesis, Paris, 1998

⁷³ *Encyclopédie de la Grande Guerre 1914-1918* sous la direction de Stéphane Audoin-Rouzeau et Jean Jacques Becker, Bayard, Paris, 2004

LE REJET DES ESPAGNOLS DANS LES PYRÉNÉES-ORIENTALES PENDANT LA GUERRE DE 1914-1918

Pendant la guerre de 14-18, les combats vont exacerber le nationalisme. Ce sont les Allemands qui en sont les premières victimes, qu'ils soient résidents en France – comme Mme Monfreid qui vit à Port-Vendres – ou qu'ils soient prisonniers. Le caporal Barthas raconte dans ses mémoires le transfert de soldats allemands de Narbonne à Mont-Louis et l'accueil agressif du convoi dès la gare de Perpignan¹. Mais les populations étrangères, même non combattantes, sont victimes de la xénophobie ambiante. C'est le cas, dans les départements du sud des Espagnols qui arrivent en masse à la faveur du conflit : Perpignan compte ainsi, en 1917, 12 000 Espagnols sur 50 000 habitants².

En dehors des réfractaires exilés au moment des guerres coloniales, de nombreux Espagnols travaillaient dans les Pyrénées-Orientales avant 1914. Certains, avant guerre, venaient pour les vendanges. Ces déplacements sont dénoncés au préfet, dès le déclenchement de la guerre, par une lettre anonyme nationaliste et xénophobe d'un maçon de Perpignan, « un Français qui croit fermement causer avec un Français » : « Appeler pour les vendanges des confrères des contrées les plus éprouvées, [cela] aurait cet heureux résultat d'évincer de notre pays ces renards d'au-delà des Pyrénées dont leur but est de manger nos poules³. » Nous savons que cette attitude était fréquente, au tournant du siècle, quand ont été accueillis les insoumis et déserteurs espagnols. Les autorités partagent ces idées. Le commissaire spécial de Bourg-Madame écrit au préfet, le 26 août 1914, qu'il refuse des laissez-passer à de nombreux Espagnols qui les demandent pour aller vendanger dans la région de Béziers⁴. Le lendemain, il précise qu'il ne peut plus rien faire, puisque la circulation normale des trains est rétablie : « Tous les ouvriers espagnols, dont nous avons tant de peine à nous débarrasser, deviennent par ce fait libres d'envahir à nouveau nos campagnes qu'ont déserté les hommes valides, laissant leurs foyers presque sans protection⁵. » Le début de la guerre a renforcé les sentiments nationalistes des uns et des autres, mais les besoins énormes de main d'œuvre et de produits importés vont modifier les pratiques.

La mobilisation de plusieurs millions d'hommes entraîne l'arrêt d'une grande partie des usines, créant le chômage des non mobilisés, chômage chiffré à 1 900 000 personnes en octobre 1914⁶. Les étrangers deviennent de plus en plus indésirables, même quand leur patrie n'est pas belligérante. Les Espagnols sont renvoyés dans leur pays et, même temporaire, cet exode a frappé les esprits. Les travaux sont arrêtés au tunnel ferroviaire du Puymorens en raison de la mobilisation. « Les 250 ouvriers espagnols travaillant encore aujourd'hui ne pourront pas être payés et des désordres très graves sont à redouter⁷. » Pour les autorités, en renvoyant les immigrés de l'autre côté de la frontière, il y a un renforcement de l'identité nationale dans des zones moins francisées⁸. La rentrée d'une vingtaine de milliers d'Espagnols qui viennent de repasser la frontière inquiète aussi les autorités espagnoles : « on voit de toutes parts ces immigrants gagnant à pied ou par voie ferrée les villes de Catalogne, Barcelone surtout, où ils encomrent les principales promenades⁹. » Le commissaire spécial de Cerbère, dans son rapport du 1^{er} août 1915, revient sur le mois d'août 1914 et sur ses difficultés : en

¹ « À partir de Perpignan à chaque passage à niveau, à chaque station une foule furieuse nous attendait, vociférant des imprécations, des malédictions à l'adresse des prisonniers peu rassurés. Les femmes surtout étaient les plus exaltées, elles essayaient d'escalader les wagons pour venir cracher sur eux, certaines menaçaient avec des couteaux, des gourdins, des pierres. Nul doute que si ces prisonniers leur avaient été livrés, ils auraient passé un mauvais quart d'heure. » *Les Carnets de guerre* de BARTHAS, Louis, *tonnelier, 1914-1918*, Paris, François Maspero, coll. Actes et mémoire du peuple, 1981, 559 p., p. 25-26.

² Archives du SHD (Vincennes) 16 N 1538 : Rapports des préfets communiqués par le ministère de l'Intérieur à l'EMA : rapport du préfet des Pyrénées-Orientales au ministre de l'Intérieur du 16 juin 1917. Rapport annexé du commissaire central de Perpignan au préfet le 8 juin 1917.

³ ADPO 1 M 616 : la lettre anonyme d'un maçon de Perpignan au préfet, le 19 août 1914.

⁴ ADPO 4 M 141 : lettre du commissaire spécial de Bourg-Madame au préfet, le 26 août 1914.

⁵ ADPO 4 M 141 : lettre du commissaire spécial de Bourg-Madame au préfet, le 27 août 1914.

⁶ DUROSELLE, Jean-Baptiste, *La Grande Guerre des Français (1914-1918) : l'incompréhensible*, Paris, Perrin, 1994, 515 p., p. 171.

⁷ Archives nationales F 7-13348 : télégramme du commissaire spécial de Bourg-Madame au préfet le 3 août 1914.

⁸ O'BRIEN, Oonagh, « Perception de l'identité en Catalogne Nord », *Domitia* n° 3, Janvier 2003. « Alors que l'État français français essayait sans cesse de modifier les habitudes langagières et d'inciter à l'abandon de l'identité ethnique catalane, les ouvriers immigrés de Catalogne Sud renforçaient la langue et la culture catalanes. »

⁹ ADPO 1 M 614 : rapport du commissaire spécial de Cerbère au préfet, le 6 août 1914.

tout, 20 000 Italiens ont été embarqués à Port-Vendres et 35 000 Espagnols ont été évacués en Espagne¹. Dans d'autres départements pyrénéens, l'opinion est différente. Ainsi, dans les Basses-Pyrénées, les autorités sont conscientes des difficultés à venir avec le renvoi des travailleurs espagnols. Fin juillet 1914, le sous-préfet de Mauléon demande de ne pas renvoyer les étrangers vivant dans son arrondissement. Il semble craindre leur réaction s'ils sont chassés. Il précise aussi qu'ils sont utiles « tant dans les usines qu'à la construction des tramways départementaux² ». Des problèmes, il n'y en a peu, à l'exception de ceux de Llauro³, dans les Pyrénées-Orientales, au moment de la mobilisation. Les Espagnols de la commune sont invités à partir, sauf ceux qui habitent la commune depuis très longtemps et qui y sont mariés. Après boisson, certains de ceux qui restent auraient dit : « Après que tout le monde aura quitté Llauro, nous serons les maîtres. » Devant les gendarmes⁴, l'amnésie est totale. Plus personne ne se souvient de ces paroles, le maire et le cafetier y compris. Le maire ne souhaite pas non plus constituer un détachement de gardes civils⁵.

Le conflit s'éternisant, l'économie doit repartir et on rappelle les Espagnols. Leur retour va exacerber les antagonismes et même les réactions racistes. Le syndicat des travailleurs agricoles de Thuir écrit au maire pour qu'il intervienne auprès du préfet. « Il est de notre devoir de nous imposer des sacrifices pour venir en aide à nos frères et fils qui luttent, sur le champ de bataille, pour dégager le sol de notre chère patrie. » Le syndicat s'oppose à l'emploi de la main-d'œuvre étrangère⁶. Ce texte n'est pas daté, mais il rappelle étrangement des lettres envoyées au préfet au moment de l'arrivée des déserteurs et des insoumis espagnols des guerres de Cuba. En avril 1915, le maire de Torreilles s'insurge contre la syndicalisation envisagée par une partie des deux cents ouvriers agricoles espagnols de la commune. L'un d'entre eux, Carreras Baldoméra⁷, veut créer un syndicat et « ces agissements sont de nature à occasionner des troubles dans la commune⁸. » De fait beaucoup de luttes sont menées par les ouvriers espagnols, en particulier en 1917. En juin, des ouvriers maçons espagnols entraînent dans la grève des ouvriers français. Un Espagnol menace l'entrepreneur Sauveur Utjes⁹. Le même mois, les ouvriers espagnols de la gare de Cerbère sont partis en Espagne parce qu'ils n'obtiennent pas l'augmentation voulue. Ils sont remplacés par des militaires¹⁰. En octobre, des grèves éclatent dans les distilleries pour des augmentations de salaire. C'est ce que font les 24 ouvriers espagnols de la distillerie Barthélemy à Perpignan¹¹. C'est aussi le cas des ouvriers espagnols de la distillerie Fabre de Clairac¹². En novembre, des incidents éclatent à la distillerie Peix de Millas : un ouvrier espagnol frappe un contremaître français. Il est renvoyé. Les autres ouvriers se solidarisent et sont menacés de renvoi en Espagne¹³. Comme dans ce cas, le clivage entre les ouvriers se nationalise

En mars 1917, une lettre anonyme signée d'un « groupe de femmes françaises » dénonce les discours anti-français de femmes espagnoles travaillant à Perpignan¹⁴. Les rapports confidentiels transmis à l'EMA ont la même résonance en avril 1918 : « La main-d'œuvre ne fait pas défaut grâce aux nombreux Espagnols. Mais ceux-ci sont pour la plupart animés d'une francophilie douteuse et certains même s'entendent avec les prisonniers allemands travailleurs agricoles et facilitent leur évasion¹⁵. » Les accusations sont renouvelées en juin 1918 : « Les nombreux Espagnols résidant dans la [16^e] Région, enclins à faciliter les évasions de prisonniers allemands, constituent également un élément de découragement, par leur attitude pessimiste et leurs

¹ ADPO 1 M 614 : rapport du commissaire spécial de Cerbère au général Ferré, le 1^{er} août 1915.

² ADPA 1 M 86 : courrier du sous-préfet de Mauléon au préfet le 31 juillet 1914. Lettre « très confidentielle ».

³ C'est un des lieux d'accueil des déserteurs et insoumis espagnols des guerres coloniales. C'est aussi un foyer anarchiste.

⁴ ADPO 2 R 14 : rapport de gendarmerie de la brigade de Thuir du 14 août 1914.

⁵ Les gardes civils, hors obligation militaire, sous l'autorité du préfet participent au maintien de l'ordre. Ils doivent avoir un revolver et 25 cartouches qui leur seront remboursés à leur demande. Toute autre arme est possible. La municipalité de Llauro n'a, semble-t-il, jamais apprécié de collaborer avec les gendarmes.

⁶ ADPO 1 M 616 : lettre du syndicat des travailleurs agricoles de Thuir au maire (pour qu'il écrive au préfet), sans date.

⁷ Orthographe du document. Plus sûrement Carreras Baldomero.

⁸ ADPO 1 M 616 : lettre du maire de Torreilles au préfet le 30 avril 1915.

⁹ ADPO 10 M 70 : rapport du commissaire central de Perpignan au préfet le 2 juin 1917.

¹⁰ ADPO 10 M 70 : rapport de la brigade de gendarmerie de Céret le 9 juin 1917.

¹¹ ADPO 10 M 70 : rapport du commissaire central de Perpignan au préfet le 5 octobre 1917.

¹² ADPO 10 M 70 : rapport du commissaire central de Perpignan au préfet le 9 octobre 1917.

¹³ ADPO 10 M 70 : rapport du commissaire central de Perpignan au préfet le 27 novembre 1917.

¹⁴ ADPO 1 M 615 : lettre anonyme adressée au préfet le 12 mars 1917.

¹⁵ SHD 16 N 1537 : EMA, 2^e bureau, envoi du SCR. Bulletin confidentiel résumant la situation morale à l'intérieur d'avril 1918.

conversations devant les ouvriers des centres miniers et métallurgiques¹. » On retrouve des attitudes identiques dans d'autres départements. Dans l'Hérault, les Espagnols sont perçus comme des profiteurs de guerre, qui ont pris la place des mobilisés et sont restés². Ils se sont enrichis dans le commerce et l'agriculture. En juillet 1917, il y a des incidents à Marseille où des militaires attendant leur départ pour Salonique ont quitté leur cantonnement et blessé des Espagnols à coups de baïonnettes³. Ils leur reprochent la neutralité. Les rapports des militaires sur la 16^e Région (celle de Montpellier) en font état encore en 1919 : « Le mécontentement contre la main d'œuvre espagnole existe toujours. Il y a au surplus lieu de remarquer que la conduite de ces étrangers laisse souvent à désirer. Dans le courant du mois l'un d'eux a tué un agent de police de Béziers, qui l'avait surpris transportant de la contrebande⁴. »

Les discours laissent percer un mépris pour ces travailleurs immigrés, mépris qui parfois s'apparente au racisme. Le commissaire spécial de Cerbère se plaint, en février 1917, de ce que « la main-d'œuvre qui [...] vient n'est pas la fleur ouvrière de l'Espagne⁵ ». Le préfet des Basses-Pyrénées a la même opinion dédaigneuse à la même date : « Cette insuffisance de la production provient de la mauvaise qualité de la main d'œuvre étrangère et particulièrement espagnole. [...] Il est probable que la plupart de ces immigrants ne sont que les rebuts de classe ouvrière de leur pays. » Ils quittent très souvent l'établissement dans lequel ils sont employés pour trouver un emploi plus rémunérateur. « Il faut cependant faciliter en France l'entrée de ces étrangers. Peut-être que lorsqu'il aura de la main-d'œuvre en quantité suffisante, les industriels pourront faire un choix plus judicieux parmi les ouvriers qui demanderont du travail⁶. » Le consul d'Espagne à Perpignan écrit au préfet, en juillet 1918, pour se plaindre d'un article de *L'Indépendant*. Il critique les termes méprisants que le journal emploie vis à vis des ouvriers espagnols « venus en France pour y apporter le concours de leur travail » et « ces mauvaises plaisanteries qui blessent au plus vif les bons sentiments de mes compatriotes. » L'article incriminé parle de la frontière qui a été de nouveau ouverte. « Les habitants du quartier de la gare ont poussé un soupir de satisfaction en apprenant qu'ils allaient être ainsi débarrassés de la centaine d'hidalgos qui avaient élu domicile dans la cour de notre gare pour le grand préjudice de notre hygiène locale⁷. » Ces travailleurs méprisés sont parfois pourtant des parents de soldats français, le droit du sol s'appliquant aux enfants nés en France. Dans le département pyrénéen voisin, l'Ariège, le discours du commissaire spécial de Foix est encore plus xénophobe. Personnage réactionnaire, il a un profond mépris pour les ouvriers en général et pour les Espagnols et les Andorrans en particulier. Remarquant que le rendement des usines travaillant pour la Défense Nationale est inférieur à la normale, il fait le constat suivant :

« Je signalerai cet esprit de nonchalance que l'on constate chez l'ouvrier. Ce doux farniente dans lequel il voudrait vivre, tout en gagnant beaucoup. Car ne croyez pas qu'il existe, chez la plupart, le sentiment du Devoir ; certains le méconnaissent ; d'autres, et c'est la majorité, ne veulent point faire cet effort suffisant pour se rendre compte de ce que la Nation attend d'eux. [...] Ce n'est pas de l'hypocrisie, ni des idées rétrogrades que j'émetts à cette heure, c'est mon cœur de Français qui me dicte ces phrases. [...] Le département de l'Ariège [...] s'est vu obligé d'accepter la main d'œuvre qui s'est offerte. Ainsi notre département pullule-t-il à cette heure, d'Espagnols et d'Andorrans. [...] Ces gens sont essentiellement instables. [...] En plus de cela, ils sont paresseux⁸. »

Le mépris envers les travailleurs espagnols rejoint celui des fonctionnaires espagnols chargés du contrôle de la frontière que l'administration française n'hésite pas à corrompre. Ainsi à Cerbère, le commissaire spécial, le 16 juin 1917, demande au préfet des sauf-conduits pour le lieutenant colonel des carabiniers de Gérone, le capitaine Bosch des carabiniers de Figueres et le lieutenant des carabiniers de Port Bou : ils ne peuvent, n'étant pas en congé, bénéficier d'un passeport pour venir librement en France. Il faut donc favoriser des douaniers « qui pourraient, s'ils le voulaient bien, nous occasionner beaucoup d'ennuis, notamment pour le ravitaillement

¹ SHD 16 N 1537 : EMA, 2^e bureau, envoi du SCR. Bulletin confidentiel résumant la situation morale à l'intérieur de juin 1918.

² MAURIN, Jules, *Armée, guerre, société. Soldats languedociens (1889-1919). Centres de recrutements de Béziers et de Mende, approche quantitative*. Thèse de doctorat d'état, Montpellier III, 1979, Paris, Publications de la Sorbonne, 1982, 750 p., p. 593.

³ AN BB 18-2594. Incidents à Marseille en 1917.

⁴ SHD 16 N 1537 : EMA, 2^e bureau, envoi du SCR. Bulletin confidentiel résumant la situation morale à l'intérieur le mois de juin 1919.

⁵ ADPO 4 M 148 : rapport du commissaire spécial de Cerbère au directeur de la Sûreté générale, le 12 février 1917.

⁶ AN F7-13364 : rapport du préfet des Basses-Pyrénées au ministre de l'Intérieur le 21 février 1917.

⁷ ADPO 1 M 614 : lettre du consul d'Espagne au préfet, le 15 juillet 1918.

⁸ AN F7-13556 : rapport du commissaire spécial de Foix au préfet de l'Ariège le 24 février 1917.

de nos régions frontalières ». Les deux premiers sont taxés pourtant de germanophiles, mais l'intérêt de la contrebande¹ passe avant toute autre considération² ! La guerre terminée, tout cela est oublié et le serviable fonctionnaire espagnol redevient le corrompu aux yeux du corrupteur. Ainsi, le commissaire spécial de Bourg-Madame explique au préfet, le 23 juillet 1919, qu'il refuse le passage de la frontière à deux Espagnols, malgré la pression du capitaine des douanes de Puigcerdà. « Cet officier retire et retire encore, au su et connu de tout le monde, de gros bénéfices qui font plus que quintupler ses appointements, en s'entendant avec les contrebandiers ou les gens qui viennent faire des affaires plus ou moins avouables³. » La reconnaissance n'est visiblement pas éternelle !

Pendant des décennies, le rejet touche encore les Espagnols dans les zones frontières pyrénéennes, il n'est besoin que de rappeler l'accueil fait aux réfugiés de la Retirada au début de 1939 dans quelques villages des Pyrénées-Orientales même si, dans d'autres, l'accueil fut exemplaire. Au XXI^e siècle, l'intégration des Espagnols est complète mais d'autres populations sont victimes de xénophobie : l'oubli de la mémoire familiale et de la mémoire collective a pour paradoxe que beaucoup de descendants d'Espagnols supportent par leur vote le parti du front de la haine.

Miquèl RUQUET

« TOUS LES HOMMES VALIDES DE MA FAMILLE ÉTAIENT PARTIS À LA GUERRE »⁴ OU LA « GRANDE GUERRE » DANS LA FAMILLE DE JEAN ROUS

En août 1914, Jean Rous a cinq ans. Sa famille proche se compose de ses parents, François et Florentine, de ses grands-parents paternels, Louis et Marie Rous avec lesquels il habite rue des Marchands et de son grand-père maternel, Jean Clastres, de Joncet, veuf d'Espérance Berjoan. Il faut ajouter les deux frères de son grand-père paternel (Emile, marié à Pauline Labrousse, et Joseph qui vivent à Prades), et trois oncles (Joseph et Louis, de Prades, frères de son père, et Jean, marié à Marie, frère de sa mère et père de Jeannette) et enfin, deux tantes, Thérèse, célibataire, du côté paternel et Elisabeth, veuve d'Antoine Solomiac, au moment de la guerre, du côté maternel.

Pour tous les hommes, on connaît approximativement le parcours militaire, service militaire puis service en temps de guerre.

1) Le service militaire :

a) Des grands pères et grands oncles :

Clastres Jean, né en 1843, (je n'ai rien trouvé dans les Registres militaires).

Rous Joseph, né le 13 septembre 1846, exempté pour raisons médicales.

Rous Émile, né le 17 octobre 1850, engagé volontaire en 1870, passe dans la réserve coloniale en 1884.

Rous Louis, né le 11 août 1855, placé en position de réserve de l'armée active dans l'infanterie à Mont Louis en raison de la présence de son frère Emile, au service. Est affecté dans la territoriale en 1884, car il est père de 4 enfants vivants (outre ses trois garçons, Louis Rous est père d'une fille, Thérèse née en 1879). Libéré de service militaire en 1901.

b) Du père :

Rous François, né le 5 mai 1878, versé dans les services auxiliaires pour raison médicale.

¹ BRAGULAT SIRVENT, Jaume, *Vint-i-cinc anys de vida puigcerdanesa, 1901-1925*, Barcelona, Gráficas Casulleras, 1969, 136 p., p. 40, confirme ces faits, du côté espagnol : « Els negocis i operacions [eren] basats quasi tots en irregularitats duaneres : que si oli, que si arròs, pastes, mongetes i bestiar. Els francesos estaven faltats de tantes coses ! » (Le commerce reposait sur des irrégularités douanières, que ce soit pour l'huile, le riz, les pâtes, les haricots ou les animaux. Les Français étaient en manque de tant de choses !)

² ADPO 4 M 148 : demande du commissaire spécial au préfet, le 16 juin 1917.

³ ADPO 4 M 141 : lettre du commissaire spécial de Bourg-Madame au préfet, le 23 juillet 1919.

⁴ Jean Rous, *Renaissance et Mission de la Catalanité, première partie*, Saint-Estève, Imprimerie Littéraire, 1991, page 15.

c) Des oncles :

Clastres Jean, né le 10 août 1880, incorporé au 15^e régiment d'infanterie le 16 novembre 1901, soldat de seconde classe le même jour. Soldat de première classe le 6 juin 1903. Certificat de bonne conduite. Passé dans la disponibilité le 18 septembre 1904.

Rous Joseph, né le 28 mai 1881, dispensé article 23¹. Étudiant en droit, a obtenu du commandant de la 6^e subdivision un sursis d'arrivée de quatre jours pour motif personnel. Incorporé au 12^e régiment d'infanterie le 18 novembre 1902. Arrivé au corps et soldat de 2^e classe. A renoncé le 20 août 1903 au bénéfice de l'article 23² qu'il a obtenu du Conseil de révision comme étudiant en droit. A demandé la dispense de l'article 21 (frère sous les drapeaux) par suite de l'engagement souscrit par un de ses frères postérieurement à son incorporation. Envoyé dans la disponibilité le 19 décembre 1903. A reçu un certificat de bonne conduite. A obtenu le certificat à l'emploi de sous-officier dans la réserve.

Rous Louis, né le 22 octobre 1882, engagé volontaire pour trois ans le 14 mars 1903 à Perpignan pour le 19^e régiment d'artillerie. Arrivé au corps le 15 mars 1903. Deuxième canonnier le même jour. Brigadier le 10 janvier 1904. Certificat de bonne conduite. Étant en permission, passé dans la réserve de l'armée active le 14 mars 1906. Maréchal des logis le 26 mars 1906.

2) La Déclaration de guerre et la mobilisation :

Le samedi 1^{er} août marque le début de la mobilisation générale. Elle concerne « *tous les hommes non présents sous les drapeaux* » de l'Armée de terre et de l'Armée de mer. N'étant plus mobilisables, seront exclus des combats chez les Rous-Clastres : les grands-pères Louis et Jean, les grands oncles Joseph et Émile et en principe, François, le père de Jean. Cependant, Emile Rous va « reprendre du service en tant qu'Intendant militaire à Perpignan en 1916-1917 », selon son neveu, Jean³.

Jean Clastres, Joseph et Louis Rous sont tous les trois « *rappelé[s] à l'activité par Décret de Mobilisation Générale du 1^{er} août 1914* ».

a) L'arrivée à la caserne, le départ pour le Front et les premiers combats (août-novembre 1914) :

Louis Rous arrive à Nîmes, où stationne le 19^e régiment d'artillerie, dès le 3 août 1914. Le 9 août, le régiment part en campagne pour servir de couverture à la 30^e division d'Infanterie, appartenant au 15^e corps d'armée. Il prend position dans la région d'Haraucourt (Meurthe-et-Moselle). Puis, il subit les violentes attaques allemandes et doit à plusieurs reprises changer de place son canon.

Jean Clastres est affecté au 15^e régiment d'infanterie d'Albi où il avait fait son service militaire. Il y arrive le 10 août 1914. Son unité appartient à la 64^e brigade (général Sibille) de la 32^e division (général Bouchez) du 16^e corps d'Armée. Le 2 octobre, il passe au 96^e RI et se retrouve en Lorraine.

¹ Loi du 15 juillet 1889, loi Freycinet, dite aussi, loi des curés « sac au dos », (modifiée conformément à la loi du 26 mars 1898) :

Article 23 : *En temps de paix, après un an de présence sous les drapeaux, sont envoyés en congé dans leurs foyers, sur leur demande, jusqu'à la date de leur passage dans la réserve : les jeunes gens qui ont obtenu ou qui poursuivent leurs études en vue d'obtenir (...) : le diplôme de docteur en droit.*

² Idem, **Article 21** : *En temps de paix, après un an de présence sous les drapeaux, sont envoyés en congé dans leurs foyers, sur leur demande, jusqu'à la date de leur passage dans la réserve... Alinea 5 : Celui dont un frère sera présent sous les drapeaux au moment des opérations du conseil de révision, soit comme engagé volontaire pour trois ans au moins, levé d'office, levé sur sa demande, maintenu ou réadmis au service, quelle que soit la classe de recrutement à laquelle il appartient.*

La dispense accordée conformément aux paragraphes 5 et 6 ci-dessus ne sera appliquée qu'à un seul frère pour un même cas, mais elle se répètera dans la même famille autant de fois que les mêmes droits s'y reproduiront.

L'appelé ou l'engagé qui, postérieurement soit à la décision du conseil de révision, soit à son incorporation, entre dans l'une des catégories prévues ci-dessus, est, sur sa demande, et dès qu'il compte un an de présence au corps, envoyé en congé dans ses foyers jusqu'à la date de son passage dans la réserve.

³ Jean Rous, *Renaissance...*, op. cit. p. 15.

Joseph Rous, enfin, arrive au 12^e régiment d'Infanterie le 12 août 1914. Les journées qui suivirent cette arrivée sont employées à des mouvements de concentration de troupes autour de la ville de Toul.

Les trois hommes appartiennent à la II^e armée, commandée par le général Édouard de Curières de Castelnau. L'essentiel de ses activités est concentré dans l'espace Pont Saint-Vincent et Verdun, puisqu'il défend la frontière entre la Lorraine française et la Moselle allemande. Outre les trois corps d'armée auxquels appartiennent les trois Conflentois, la II^e armée est renforcée par les 9^e et 20^e corps d'armée. Ses effectifs sont de 323 445 hommes au déclenchement de la guerre. Les trois hommes sont donc en Lorraine ... pour peu de temps.

Dès le 18 août, le 18^e corps d'armée dont Joseph Rous fait partie est transporté par chemin de fer et se retrouve à Sains le 19 août pour passer en Belgique le 20. Il appartient alors à la 72^e brigade (général Trinité-Schillemans) de la 36^e division (général Jouannic) du 18^e corps d'armée du général Mas Latrie, soustrait de la II^e armée pour renforcer la V^e armée du général Lanrezac. Joseph, qui vient d'arriver, quitte donc la Lorraine pour la Belgique. Le 1^{er} novembre 1914, il est nommé adjudant.

Paul Cocho, un Breton de Saint-Brieuc, appartenant au 96^e RI, comme Jean Clastres, a décrit la vision des soldats en arrivant à Langemark, base arrière de leur ligne¹. « *Nous arrivâmes enfin dans le village de Langemark. Que de ruines ! Que de désastres ! Partout ce n'était que maisons écroulées, chevaux tués, et cela dans la nuit avec les obus éclatant avec un bruit formidable, terrifiant, surtout pour nous qui l'entendions pour la première fois. On s'en rappellera longtemps* ». Dans ces mêmes carnets, il décrit la journée du 5 novembre 1914 : « *Nous sommes ramassés dans notre tranchée, écoutant les gros obus tomber tout autour de nous ! À l'instant, il vient d'en tomber un sur les tranchées de la 6^{ème}, tout près de nous, faisant plusieurs victimes. Tués ou blessés, car nous les voyons emportés par leurs camarades ! Toutes les minutes, il peut nous en tomber ainsi nous anéantissant tous !!* » Le lendemain, il décrit les combats de la veille : « *Les journées que nous venons de passer ont été si terribles que je n'ai pu écrire les quelques notes journalières habituelles. Je le fais aujourd'hui bien que la situation soit peut-être plus terrible encore. Avant-hier, la mitraille a été épouvantable et n'a pas cessé. Un gros obus est tombé dans la tranchée à quelques mètres de la mienne. Il a tué deux hommes et blessé un troisième que Jean Dalmar et moi avons secouru aussitôt ! Le spectacle était épouvantable de voir ces corps affreusement déchiquetés* ». C'est durant cette journée du 5 novembre 1914 que Jean Clastres disparaît à Langemark. Deux de ses camarades, Raphaël Hullo et Sébastien Sensevy, ont déclaré qu'il avait été frappé d'une balle à la tête le 5 novembre 1914.

François s'engage le 19 novembre 1914 à Perpignan pour la durée de la guerre. Qu'est-ce qui a motivé cette décision ? La mort de son beau-frère, à condition qu'il l'ait déjà apprise ? Ou la volonté d'aller participer aux combats dont on sait déjà qu'ils sont âpres et meurtriers, la défaite n'étant pas envisageable ? Toujours est-il que le 20 novembre 1914, il rejoint le 16^{ème} escadron du train, dont il est difficile de suivre le parcours sans connaître la compagnie.

b) La guerre de tranchées :

Louis quitte le 19^e RA et rejoint le 116^e régiment d'artillerie lourde (RAL) le 1^{er} octobre 1915. Une réorganisation et surtout un renforcement de l'artillerie lourde semble indispensable. Des régiments d'artillerie lourde sont créés.

Les deux premiers groupements sont destinés aux corps d'armée : ils comportent un groupe de 3 batteries de 105 longs modèles 1913 et un groupe à deux batteries de 155 longs. Son régiment en fait partie. Il va participer de janvier à juillet 1916 à des opérations sur le front de l'Aisne, puis de juillet à janvier 17, le régiment se déplace vers l'Argonne. De janvier 17 à octobre, il est à Verdun. Enfin, il rejoint le 301^e RAL créé le 1^{er} mars 1918 date à laquelle ce dernier est engagé sur la Somme. En 1919, il sera cité à l'ordre du jour du groupe n°9 du 6^e groupe du 131^e RAL car « *[il] a donné de nombreuses preuves de bravoure et de sang-froid au cours de ravitaillements exécutés sous de violents bombardements en particulier pendant l'attaque du Chemin des Dames en août et septembre 1917.* ».

¹ Paul COCHO, *Mes carnets de guerre et de prisonnier 1914-1919*, Presses universitaires de Rennes, 2010. L'auteur a rédigé son témoignage de guerre sur 9 petits carnets, conservés par la famille, qui a participé à la publication du livre.



Photo extraite du « Blog de Daneck ». On y voit une pièce d'artillerie (155 court) équipant le 116^e RAL, mais Louis Rous ne semble pas être un des servants.

Pour sa part, Joseph participe à l'ensemble des batailles du 12^e RI. Il commence par la retraite de Charleroi, en août 14, puis se retrouve à la bataille de Guise et à sa retraite. Membre du 2^e bataillon, il a même la possibilité de vivre la bataille de la Marne alors que les autres bataillons du 12^e sont en réserve. Passée la Marne, c'est au tour du chemin des Dames d'être au cœur des actions du 12^e. Hurtebise, Craonne, Moulin-de-Vauclerc sont conquis, perdus ou reconquis entre septembre 14 et juin 1915. La Champagne occupe la vie des poilus du 12^e d'août 1915 à avril 1916, avec une pause dans l'Aisne de près d'un mois. Le 3 avril 1916, Joseph devient lieutenant de Corps. Une dizaine de jours de repos à Vitry-le-François et c'est Verdun jusqu'en août 1917. Pendant ces combats, il est cité à l'ordre du régiment (le 15 juillet 1916) : « *Au front depuis novembre 1914, a participé à partir de cette date à tous les combats de son Régiment comme chef de section, notamment à la grande offensive de Champagne en 1915 et aux combats de Verdun en 1916.* » En avril 1917, probablement pendant un repos à l'arrière, il envoie à ses parents à Prades une lettre de quatre pages. Ce sont les seules retrouvées¹. Joseph commence par décrire une scène qu'il vient de vivre à l'arrière du front : « *Un jet vif de flamme ; c'est le gaz. Puis une combustion lente au ras du sol avec beaucoup de fumée noire : c'est la toile, ce sont les cordages, les "bois" qui brûlent.* » Après le souvenir ancien d'une autre bataille aérienne où il compare le combat à une corrida, vient ce qui peut-être lui tient à cœur sur la dernière offensive et la guerre elle-même ; il écrit : « *Enfin ! Nous avons le matériel, une supériorité formidable de matériel. Nous pouvions attaquer sur une grande étendue de front et tout écraser, réduire en bouillie ou en poudre. (...) L'offensive a été déclenchée. J'en ai mesuré très nettement la réussite... Il manquait encore quelque chose, quoi ? On cherche... N'est-ce pas que nous, il y a près de trois ans, nous connaissons la vérité ? La reconnaîtra-t-on ? et prendra-t-on les sanctions nécessaires qu'elle commande.... La victoire, nous en avons tous les éléments -comment dirai-je ?- humains dès le premier jour de la guerre. Nous les avons encore, bien que réduits. Depuis 14, et peut-être septembre 1915, nous en possédions les éléments matériels. Depuis près de trois ans la relative faiblesse de ceux-ci — vraie ou fausse — a servi d'excuse à toutes les fautes et à toutes les incapacités, continuera-t-on ? » et il conclut : « *La France peut avoir les cadres admirables. Qu'on les lui donne. Je garantis encore la victoire.* » Le 5 juillet 1917, il est sous-lieutenant à titre définitif. D'octobre 17 à mai 18, il est en Lorraine après un long repos dans le camp de Mailly (Aube). Selon le journal du régiment, la Lorraine paraissait, après les dix-huit mois de Verdun, une oasis dans cette terrible guerre. Le 18 mai 1918, il est promu sous-lieutenant de réserve, pour prendre rang le 3 avril 1918. Joseph est alors à la 163^e division d'Infanterie. Il est cité au journal de marche de la division : « *il a fait preuve d'une très grande bravoure et d'un allant remarquable**

¹ ADPO, 96 J 7 Joseph et Louis Rous.

dans les durs combats qui se sont déroulés du 30 mars au 4 avril 1918 et particulièrement dans cette journée où, bien qu'ayant été enseveli et légèrement blessé par un obus, a tenu tête pendant plus de deux heures à un ennemi très souvent supérieur en nombre.» Faisant partie de la V^e armée, le 163^e RI est en Champagne à partir du 23 avril 1918. Il subit de nombreuses attaques allemandes et en particulier la fameuse contre-offensive du 10 juillet 1918, après avoir évacué la première ligne pour permettre à l'artillerie de «faire son travail». Puis le 163^e repart en avant et fait de nombreux prisonniers. En septembre 1918, une nouvelle attaque a lieu, après de violents bombardements et utilisation de gaz. Enfin le 163^e participe à l'offensive générale qui devait réduire à merci l'Allemagne. «Entre le 26 septembre et le 2 octobre, le 163^e RI a conquis 12 kilomètres de terrain en profondeur, fait 660 prisonniers, pris 20 canons ordinaires, 5 canons d'accompagnement, 241 mitrailleuses et 11 lance-bombes. Il a perdu en tués et blessés 25 officiers et 986 hommes.» Joseph Rous fut cité à l'ordre du jour de la 163^e RI à deux reprises. Le 31 août 1918, on note qu'il est un «Officier qui s'est signalé en toutes circonstances par son courage et son dévouement. Au cours des attaques du 10 juillet 1918, placé avec sa section sur un point particulièrement délicat, il s'y est maintenu contre toute attaque en dépit d'un violent bombardement. Adjoint au chef de bataillon pendant la période du 20 au 29 septembre 1918, il a été pour lui un auxiliaire actif et dévoué.» La seconde citation de la période (quatrième au total pour Joseph) datée du 7 octobre 1918 1 : «accomplissant les fonctions d'officier adjoint près du chef de Bataillon, il s'est acquitté avec le plus grand zèle et le plus grand dévouement de toutes les missions qui lui ont été confiées. Le 6 octobre s'est porté en avant en même temps que la section de 1^{ere} ligne, jusqu'aux lisières de Béthemville encore tenue par l'ennemi afin de renseigner son chef de Bataillon.»



ADPO, Fonds Jean Rous, 96 J 260. Au dos de la photo est écrit : « Souvenir des Monts, 30 Janvier 1918 ». Joseph Rous se trouve sur la gauche de la photographie.

c) Démobilisation :

François Rous fut mis en congé illimité de démobilisation le 11 février 1919.

Louis Rous fut libéré le 1^{er} septembre 1921. Il a été décoré de la Croix de guerre et de la Croix du Combattant et de la médaille de la Victoire et commémorative de la Grande Guerre.

Joseph Rous fut mis en congé illimité de démobilisation le 4 mars 1919. Il a reçu une dernière citation le 5 février 1919 qui dit : «A montré lors des attaques de la IV^{ème} Armée en novembre 1918, au nord-ouest de Vouziers, beaucoup d'initiatives, d'activité et de courage et plus particulièrement dans la journée des 1,2,3 et 4 novembre. A établi avec un peloton de la 11^e une liaison très difficile entre son régiment et le régiment voisin de la Division. A attaqué le 2 avec ce dernier et occupé avant tous le jour même la rive sud du canal des Ardennes. Le 4, bien que sa mission fût terminée s'est volontairement à la disposition du Génie pour protéger la construction d'une passerelle, établissant ainsi une tête de pont jusqu'à deux km au nord du canal qu'il traversait bien avant les éléments du Régiment permettant la capture de deux groupes de prisonniers.» Il fut décoré de la Croix de guerre avec palme, et fut fait le 24 mars 1923 chevalier de la Légion d'honneur.

Pierre CHEVALIER

UN CETTOIS DANS LE FEU AUX CÔTÉS D'HENRI BARBUSSE

Le Feu (sous-titré *Journal d'une escouade*) d'Henri Barbusse est un roman autobiographique qui nous plonge dans les tranchées pendant l'année 1915. Livre dédié « à la mémoire des camarades tombés à côté de moi à Crouy et sur la cote 119 », il parut tout d'abord sous forme de feuilleton dans le quotidien *L'Œuvre* à partir du 3 août 1916. Il fut publié intégralement à la fin de novembre 1916 aux éditions Flammarion. Il reçut le prix Goncourt la même année.

Barbusse nous fait vivre l'atmosphère de cette guerre atroce et peu à peu, il nous plonge dans la boue et il nous révèle des êtres humains, ses camarades de l'escouade d'infanterie. Ils sont authentiques, de simples gens venus de différents coins de France. Pierre Paraf¹, préfaça une édition de 1965² et il eut ces mots justes : « *De tous ces hommes, Barbusse n'a pas seulement traduit la pensée, la saisissant au vol, souvent la révélant à eux-mêmes. Il a décidé de leur faire parler leur langue [...]. Le souci de la vérité le conduisait à ne pas interposer entre les idées de ces hommes et le lecteur futur l'écran de la langue classique.* »

Parmi ces personnages, il en est un qui est très présent dans le livre, c'est le Cettois³ Fouillade. Il en fait une description attachante que je reprends ici : « Fouillade le batelier de Cette, roule des yeux de diable dans une longue maigre face de mousquetaire creusée aux joues et couleur de violon. » il nous fait pénétrer dans l'intimité du Cettois dans le chapitre ayant pour titre « Le chien »⁴ :

« Fouillade étend sa maigre main sur la tête du chien ; celui-ci le dévisage à nouveau. Leurs deux regards sont pareils, avec cette différence que l'un vient d'en haut et l'autre d'en bas.

Fouillade s'est assis tout de même - tant pis ! - dans un coin, les mains protégées par les plis de sa capote, ses longues jambes refermées comme un lit pliant.

Il songe, les yeux clos sous ses paupières bleutées. Il revoit. C'est un de ces moments où le pays dont on est séparé prend, dans le lointain, des douceurs de créature. L'Hérault parfumé et coloré, les rues de Cette. Il voit si bien, de si près, qu'il entend le bruit des péniches du canal du Midi et des déchargements des docks, et que ces bruits familiers l'appellent distinctement.

En haut du chemin qui sent le thym et l'immortelle si fort que cette odeur vient dans la bouche et est presque un goût, au milieu du soleil, dans une bonne brise toute parfumée et chauffée, qui n'est que le coup d'aile des rayons, sur le mont Saint-Clair, fleurit et verdoie la baraquette des siens. De là, on voit en même temps, se rejoignant, l'étang de Thau, qui est vert bouteille, et la mer Méditerranée, qui est bleu ciel, et on aperçoit aussi quelquefois, au fond du ciel indigo, le fantôme découpé des Pyrénées.

C'est là qu'il est né, qu'il a grandi, heureux, libre. Il jouait, sur la terre dorée et rousse, et même il jouait au soldat. L'ardeur de manier un sabre de bois animait ses joues rondes qui sont maintenant ravinées et comme cicatrisées... Il ouvre les yeux, regarde autour de lui, hoche la tête, et s'adonne au regret du temps où il avait un sentiment pur, exalté, ensoleillé de la guerre et de la gloire.

L'homme met sa main devant ses yeux, pour retenir la vision intérieure.

- Maintenant, c'est autre chose.

C'est là-haut au même endroit, que, plus tard, il a connu Clémence. La première fois, elle passait, luxueuse de soleil. Elle portait dans ses bras une javelle de paille et elle lui est apparue si blonde qu'à côté de sa tête la paille avait l'air châtain. La seconde fois, elle était accompagnée d'une amie. Elles s'étaient arrêtées toutes les deux pour l'observer. Il les entendit chuchoter et se tourna vers elles. Se voyant découvertes, les deux jeunes filles se sauvèrent en froufroutant, avec un rire de perdrix.

Et c'est là aussi qu'ils ont, tous les deux, ensuite, établi leur maison. Sur le devant court une vigne qu'il soigne en chapeau de paille, quelle que soit la saison. À l'entrée du jardin se tient le rosier qu'il connaît bien et qui ne se sert de ses épines que pour essayer de le retenir un peu quand il passe.

Retournera-t-il près de tout cela ? Ah ! il a vu trop loin au fond du passé, pour ne pas voir l'avenir dans son épouvantable précision. Il songe au régiment décimé à chaque relève, aux grands coups durs qu'il y a eu et qu'il y aura, et aussi à la maladie, et aussi à l'usure. »

¹ Pierre Paraf, écrivain et journaliste français, antiraciste et pacifiste, est né à Paris le 6 décembre 1893 et mort le 18 mai 1989 à Paris. Pierre Paraf a présidé ou participé à la direction de nombreuses associations dont le MRAP, Les Amis d'Henri Barbusse, les Amis d'Emile Zola, etc...

² *Le Feu*, éditions Flammarion, 1965. Paru en livre de poche

³ Cette ne devint Sète qu'en 1927.

⁴ Chapitre XI, « Le chien », page 153

Dans les *Carnets de guerre* qui sont repris en fin d'ouvrage, il est **noté** : « *Fouillade, soldat admirable. L'acte d'héroïsme qu'il a fait. Au début, il est porteur de citation* ». J'ai interrogé l'association des Amis d'Henri Barbusse qui possède des documents. Elle m'a répondu que le nom de Fouillade cité dans *Le Feu* semblait être le véritable nom du Cettois. Cependant je n'ai pu trouver trace de ce poilu dans les archives à ma disposition. Mais la description reprise ici, avec précision sur la ville de Cette, ne peut s'inventer et donne crédit à l'existence de ce personnage.

Dans ce numéro du *Midi Rouge* où l'évocation de la guerre 1914-1918 est très présente, il convenait de mentionner cette œuvre d'Henri Barbusse, dont la volonté pacifiste continue de s'exprimer au travers de l'action de l'Association républicaine des anciens combattants (ARAC) et au travers de l'Association des Amis d'Henri Barbusse⁵.

Jacques BLIN

*

LECTURES CHOISIES :

Joan ESCULIES SERRAT, David MARTÍNEZ Fiol, 12 000 ! Els catalans a la Primera Guerra mundial, édition Arra llibres, Barcelone 2014, 239 pages. Introduction du cinéaste Felip SOLÉ. Vingt pages de bibliographie essentiellement en langues catalane et castillane fort utile pour comprendre l'histoire catalane et espagnole du début du XX^e siècle.

Le livre des historiens catalans Joan Esculies Serrat et David Martínez Fiol apporte de multiples éclairages au mythe des volontaires catalans de la Première Guerre mondiale. Il fait d'abord un récit de l'entrée en guerre et des différentes phases de combat. Il faut penser que les lecteurs catalans de ce livre sont beaucoup moins au fait de ces événements qu'un lecteur français. Les causes sont présentées sans le filtre nationaliste des puissances qui ont participé à la guerre. Un peu étonnant, les historiens catalans n'hésitent pas à faire des anachronismes, ainsi « el Miracle del Marne » est situé dans la région Champagne-Ardenne ! Ils analysent aussi la neutralité espagnole. La volonté de se maintenir dans la dernière possession coloniale, au nord de l'Afrique, va jouer dans le refus de l'Espagne de participer à la Grande Guerre. Il apporte aussi un éclairage sur les mouvements politiques catalans durant les premières années du XX^e siècle. Ils analysent ainsi l'évolution de la société catalane, de l'industrie vers le tertiaire et de la vision qu'en ont les intellectuels de gauche. Leur pensée évolue vers un socialisme nationaliste qui s'oppose au classique ouvriérisme de la CNT (Confédération Nationale du Travail, anarcho-syndicaliste). Enfin, ils donnent un éclairage sur un événement mal connu en France, l'insurrection de l'été 1917. L'entrée en guerre des États-Unis en avril 1917 a fait du wilsonisme une formule magique qui prévoyait la démocratisation du monde avec la fin de la guerre et la victoire des Alliés. Le président américain Woodrow Wilson introduit le concept de frontières nationales et linguistiques dans le droit international et un vague droit d'autodétermination : cela va avoir un énorme impact dans les rangs des catalanistes de gauche. Le 18 juillet une assemblée de parlementaires catalans est dispersée par la police. Le 13 août 1917 éclate une grève coordonnée par l'UGT (Union Générale des Travailleurs, socialiste) et la CNT. Le 19, c'est l'échec de la grève, l'insurrection républicaine échoue aussi et le bilan est lourd : 70 morts, 150 blessés et un millier d'arrestations. Francesc Macià (Catalan, ancien officier espagnol, se radicalisant tout au long de sa vie militante) fuit à Perpignan. Le docteur Solé i Pla est détenu du 27 au 30 août. La Lliga regionalista (Ligue régionaliste, conservateurs majoritaires dans la Mancomunitat de Catalunya, la première organisation d'autonomie) par contre entre dans le gouvernement espagnol de García Prieto. Le catalanisme perd l'appui de la France qui y voit des germes de révolution et

⁵ Voir : <http://www.henri-barbusse.net/>

considère les événements d'août comme un appui à l'Allemagne. La pensée wilsonienne va donner naissance en 1918 à la revue *Messidor*, ouverte à toutes les langues de la péninsule et favorable à un fédéralisme européen. Un Comité pro Catalunya est créé à la suite par les catalanistes.

Le livre insiste sur la volonté de faire exister un nationalisme catalan, à la fois à l'intérieur de la Catalogne mais aussi en Europe, en créant un mythe, celui de milliers de volontaires catalans au service de la France. Les auteurs précisent que « la question des nationalités sans État est un des grands motifs de mobilisation des volontaires catalans et deviendra un point crucial durant tout le conflit ». En insistant sur cette poignée de militants engagés dans la Légion étrangère, les catalanistes de gauche ont plusieurs buts. À l'intérieur du pays, sur le modèle des socialistes français et belges, l'avocat Rovira i Virgili d'Esquerra catalanista (Gauche catalaniste) rêve d'une Union sacrée en Catalogne, y compris de la part des libertaires de la CNT et des socialistes de l'UGT. L'union sacrée était plus que fictive étant donné l'attitude du mouvement ouvrier neutraliste dans une guerre définie comme impérialiste et la neutralité de la Lliga regionalista et de l'UFNR (l'Union fédérale nationaliste et républicaine, de centre gauche). La population peut difficilement prendre parti : les ouvriers manquent de connaissances basiques sur la géographie et l'histoire et les nouvelles de la guerre ne sont pas projetées dans les cinémas. Beaucoup de régionalistes comme Enric Prat de la Riba sont même germanophiles. Seule la Unió Catalanista de Domènech Martí i Julià et du docteur Solé i Pla est au contraire pour l'intervention aux côtés des Alliés. À l'extérieur, les volontaires doivent représenter une société catalane entièrement nationaliste, de cette manière, les puissances européennes feraient attention à « la cause nationale » catalane. Mais c'est une double tromperie. Du côté catalan, on va baptiser volontaires catalans des soldats qui étaient déjà engagés dans la Légion étrangère avant la guerre pour de multiples raisons (souvent à la suite de délits). Les historiens estiment qu'ils représentent 25% des effectifs catalans de la Légion. D'autres exilés après la Semaine tragique de 1909, révolte de Barcelone à l'appel des réservistes pour la guerre au Maroc, sont soit incorporés dans des régiments français (ils sont devenus Français), soit s'engagent à la déclaration de guerre dans la Légion pour défendre le pays où ils résident (70% des effectifs catalans). Les véritables volontaires sont peu nombreux donc, même si aucun chiffre n'est donné, contrairement aux ouvrages précédents et les auteurs affirment que le nombre exact était inconnu, tenu secret par l'armée française, d'où les chiffres fantaisistes qui vont courir tout au long de la guerre. L'autre tromperie vient de l'État français qui, après bien des réticences, accepte de populariser ces volontaires catalans tout en faisant passer ces ennemis de la monarchie espagnole comme des représentants de l'Espagne favorable aux alliés. Le personnage-clé de ce mythe est le docteur Solé i Pla qui, en dehors de ses taches de médecin libéral et de médecin à l'hôpital de l'Enfant Jésus, correspond avec les combattants du front qui se disent Catalans. Il est à partir de mars 1917 président de l'Union catalaniste. C'est lui qui donne les premiers chiffres de « volontaires » catalans au début de 1915 : 800 à 965. En décembre 1915, dans *La Nació*, il parle de deux mille Catalans et ce, jusqu'à la fin de 1918. Il crée ensuite le Comité de Germanor amb els Voluntaris catalans le 20 février 1916. Ce comité réunit plusieurs tendances politiques catalanes de la Unió catalanista à la Lliga en passant par le lerrouxisme, mouvement républicain espagnol. Solé i Pla, par son activité va personnaliser le comité. Il va rechercher de façon frénétique les Catalans du front pour leur envoyer des journaux, des livres, des paquets, l'estelada (le drapeau indépendantiste) et de l'argent. À partir des témoignages sollicités, le docteur Solé i Pla va écrire 35 reportages sur la guerre dans *La Nació*, 2 à 3 par mois. Des soldats vont lui écrire que ces récits ne correspondaient pas à la réalité. Beaucoup se disent volontaires mais en réalité ils ne sont que d'anciens enrôlés de la Légion. D'autres se disent Catalans alors qu'ils sont Argentins ou Andalous. Un « gratat », un petit nombre, une cinquantaine, s'identifient vraiment à la cause catalane. À partir de mars 1918, Solé i Pla édite le *Butlletí del Comitè de Germanor amb els Voluntaris Catalans / Bulletin du Comité de Fraternité avec les Volontaires Catalans* pour donner une image ultranationaliste du phénomène. Ce bulletin va publier aussi des lettres de combattants. En Catalogne, à partir de décembre 1915, pour secouer la passivité de la société catalane, *Iberia* propose une collecte pour envoyer du tabac, de la nourriture et des vêtements aux volontaires. Cette collecte est un échec. *La Nació* propose un parrainage des combattants. Là

encore, le succès est relatif : 75 soldats sont parrainés, 55 Catalans, 12 Belges et 8 Français, Catalans du Roussillon pour la plupart. Les parrains étaient souvent de la même famille : La famille de Solé i Pla parraine 8 soldats dont 3 Wallons. En fait, c'est la mise en place « d'une propagande de paper » (propagande de papier). Au retour d'un voyage au front en décembre 1917, Aguilar dans *La Campana de Gràcia* parle de 15 000 Espagnols luttant en France dont 10 000 Catalans. Quand on sait qu'il n'y avait que 11 000 légionnaires... Ce qui intéresse les cercles catalanistes est d'enfler les chiffres devant les puissances alliées au moment de l'hypothétique victoire. *L'Intransigent*, journal des jeunes catalanistes, de Barcelone, parle de 12 000 volontaires en septembre 1918. Le député des Pyrénées-Orientales Emmanuel Brousse, à l'Assemblée nationale, confirme ce chiffre. Les auteurs en concluent que « **la xifra havia esdevingut una realitat en l'imaginari catalanista / le chiffre était devenu une réalité dans l'imaginaire catalaniste** ».

Le troisième aspect de l'ouvrage, peut-être le plus intéressant pour l'historien, ce sont les témoignages des combattants à travers les extraits de leurs lettres au docteur Solé i Pla, des articles envoyés aux journaux de Barcelone, comme *Iberia* financé par des industriels français ou *La Nació*, publié de juillet 1915 à janvier 1917, par l'Union Catalaniste et la Gauche catalaniste. Ces courriers sont aussi publiés dans la revue *La Trinxera catalana/La Tranchée catalane* dont le premier numéro sort en juillet-septembre 1916. Ses premiers rédacteurs, Camil Campanyà et Constanti Cots meurent dans la bataille de la Somme en juillet 1916. Mi-septembre 1918, Daniel Domingo Montserrat annonce à Solé i Pla la sortie des numéros 2 et 3 de *La Trinxera Catalana*. *La Trinxera* devient l'organe d'un Comité Nacional Català établi à Paris, comité qui développe un discours anti-Lliga. En décembre 1918, le numéro 4 de *La Trinxera* demande à Wilson la reconnaissance de la nation catalane et son adhésion à la Société des Nations. La vision politique de ces jeunes Catalans mettait en avant une confédération espagnole. Ils regardent à la fois du côté des républicains irlandais et du côté des soviets russes. Le numéro 7 de *La Trinxera* est publié en janvier 1919 depuis Ludwigshafen en Allemagne rhénane (les numéros 5 et 6 sont inconnus). Ces deux feuillets sont un appel à la lutte de libération des Catalans. La revue annonce la création d'un Comité de soldats catalans.

La fin de la conférence de la paix de Paris est une énorme déception pour tous les catalanistes. La nation catalane n'est pas reconnue par les vainqueurs. Le docteur Solé i Pla est bien décoré de la Légion d'honneur le 14 mai 1919, mais les volontaires n'ont pas eu de poids politique. Le mythe persiste : en mai 1920, la visite du Catalan Joffre à Barcelone pour les jeux floraux est l'occasion de manifestations catalanistes, dispersées par la police. Le sculpteur Josep Clarà travaille à un monument aux volontaires catalans dès 1919 mais le projet est stoppé en septembre 1923, par le coup d'état de Miguel Primo de Rivera et la dictature. Beaucoup de catalanistes sont dans la clandestinité ou partent en exil. Le projet du monument est retardé jusqu'au 14 juillet 1936 date à laquelle il est inauguré dans le parc de la Ciutadella. Un siècle plus tard, alors que la société catalane est devenue majoritairement indépendantiste, ce mythe est réveillé et les volontaires sont à nouveau célébrés.

Miquèl RUQUET

*

Werner THALHEIM, *Une communauté d'antifascistes allemands dans les Pyrénées-Orientales 1934-1937, La Coûme, Mosset*, présentation de Madeleine Claus, postface de Barbara Thalheim, édition bilingue français-allemand, Paris, L'Harmattan, 2014, 120 p.

Ce mince ouvrage traite des débuts de l'actuelle Fondation Krüger au mas de La Coûme qui fut, avec l'aide des quakers, le refuge des antifascistes allemands après la prise du pouvoir par Hitler en Allemagne en 1933.

La vieille ferme de la Coûme s'est alors transformée en un lieu d'accueil fraternel emblématique qui a reçu des réfugiés politiques allemands, des jeunes gens à la découverte de la montagne dans cette

auberge de jeunesse, des enfants espagnols réfugiés de la Guerre civile, des enfants juifs du camp de Rivesaltes ; puis, dans des temps moins dramatiques, la fondation Krüger, fidèle à la pédagogie moderne et anticonformiste de son fondateur, est devenue centre éducatif à la campagne, maison d'enfants, établissement scolaire, colonie de vacances et est aujourd'hui un centre d'accueil international pour enfants, adolescents et adultes.

Werner Thalheim (1906-1994) imprimeur et communiste allemand, exclu du parti, a fui l'Allemagne dès 1933, est parti en Algérie, puis, à l'expiration de son autorisation de séjour, est venu à la Coûme en 1934, sur la proposition des quakers ; il y séjourne jusqu'à la fin de 1936.



Werner Thalheim en 1938. Archives Barbara Thalheim

Ce petit livre édité dans la collection *Allemagne, hier et aujourd'hui* à L'Harmattan est bâti sur la traduction française du texte allemand de Werner Thalheim qui la suit.

C'est un ouvrage à plusieurs mains qui éclaire bien l'histoire de La Coûme et celle de Werner Thalheim. La présentation de Madeleine Claus, la principale traductrice, s'attache à replacer ce journal dans le contexte politique contemporain, raconte l'achat de la ferme par les quakers anglais, l'installation des Krüger à la Coûme, la vie des premières années ; ensuite les changements nés de la guerre, la transformation en colonie quaker pour les petits réfugiés espagnols puis pour les enfants juifs sortis du camp de Rivesaltes ; enfin l'histoire plus apaisée, postérieure à la guerre, avec la donation de la ferme aux Krüger et sa transformation en institut. Elle souligne les méthodes d'éducation « progressistes et libérales » des Krüger qui créent une communauté globale, autarcique, avec cependant des voyages d'études tous les deux ans et la venue à La Coûme de musiciens de très grande renommée.

Sont ensuite évoquées les circonstances fortuites dans lesquelles est né ce projet de publication d'extraits du manuscrit de 500 pages de Werner Thalheim, Mon siècle indompté, histoire vécue et soufferte.

Le récit de Werner Thalheim est en deux parties. La première, courte, traduite par Bernard Mangiante, est autobiographique, elle décrit le parcours politique du jeune imprimeur de Leipzig, des Jeunesses socialistes à sa fuite en France, au moment de l'incendie du Reichstag, en passant par le KPD allemand qu'il abandonne pour l'opposition communiste le KPO, puis le Parti socialiste ouvrier (SAP). Il donne aussi des informations sur sa vie pendant la guerre dans la France occupée, son arrestation et son incarcération à Dachau, son évasion et sa vie clandestine à Leipzig jusqu'à la libération de la ville en 1945.

La seconde partie, Pionnier dans les Pyrénées, traduite par Annie Carlier, est le cœur de l'ouvrage, le témoignage des débuts de la Coûme. Le jeune Allemand de 28 ans découvre une France montagnarde et rurale à la fois ; il est « dans le coin où l'on ne parle pas français mais catalan ». Il est « dans le Roussillon ou bien, comme l'on dit ici dans le Languedoc, point de départ des croisades et

le berceau des troubadours », Pitt et Yvès Krüger sont les « pionniers » venus « coloniser » cette rude terre de montagne. Les nombreuses mésaventures des naïfs apprentis paysans sont narrées avec sincérité et l'analyse des difficultés à vivre ensemble de la petite communauté choisie par les quakers accompagnent le récit. Les paysages, les vaches, les travaux agricoles, les serpents qui pullulent, surtout les vipères ; la roublardise des paysans qui se révèle aux dépens de l'équipe de La Coûme, les efforts d'adaptation des néo agriculteurs, tout cela est noté finement et fait naître la sympathie du lecteur pour cette expérience néo-rurale bien avant celles de 1968 .

Les rapports humains avec les habitants de Mosset sont réservés au départ entre les « pédagogues modernistes » et « les paysans conservateurs » mais, grâce au curé de Mosset, Benjamin Vernet, ils s'améliorent et les antifascistes libres penseurs viennent chanter, après de sérieuses répétitions, *Stille Nacht* et *Es ist ein 'Ros' entsprungen* à la messe de minuit !

Pendant la communauté de la Coûme se désagrège, les tensions sont telles que la quaker Édith Pye vient à la Coûme ; à la suite de cette visite et du départ d'un des membres qui s'opposait à lui Pitt Krüger peut avoir les « pleins pouvoirs pour lui-même. »

En postface, le texte de la musicienne Barbara Thalheim, fille de Werner, déjà publié dans le mensuel *Das Magazin*, est une plongée dans la RDA à l'époque de la Guerre froide, avec ses organisations de jeunesse, l'embrigadement des jeunes et la fermeture du pays. Elle complète la biographie de son père et révèle son propre désir de connaître « la seconde patrie » de son père, de « marcher sur ses traces ».

Un concert à Eus la met en présence de Jasmine, la fille aînée des Krüger, et lui permet de de visiter La Coûme. C'est dans les archives fédérales qu'elle a retrouvé le manuscrit de Werner d'où sont tirés ces extraits.

L'iconographie complète la lecture avec une photographie séduisante de l'auteur, le jeune Werner Thalheim, une carte de localisation en France un peu anachronique du Languedoc-Roussillon et une autre carte transfrontalière sur laquelle la frontière est quasi invisible (pourquoi ne pas avoir choisi deux couleurs comme sur la première carte) alors qu'elle était fortement surveillée pendant cette période. La Coûme est présentée à différentes époques depuis 1933. Plusieurs photos montrent la famille Krüger et des hôtes avant la guerre, sur l'une d'elle des dames quakers anglaises, Édith Pye et son amie Hilda Clark ? D'autres photographies permettent de suivre le déroulement de la vie de Werner Thalheim et l'avancée en âge du couple Krüger. Les scans des lettres d'Yvès à Werner en 1936 sont bien difficiles à lire alors qu'elles donnent la parole de la fondatrice ; la lettre de Pitt à Werner est, elle, bien lisible, mais n'est pas traduite.

La quatrième de couverture trace rapidement une biographie de Werner Thalheim et de sa fille Barbara, ainsi que la présentation de la présentatrice Madeleine Claus et met l'accent autant sur La Coûme que sur sa région.

Un petit livre dont la lecture est rapide malgré quelques redondances entre les différentes parties, mais riche de notations sur la perception du Conflent par un jeune Allemand à la fin des années 1930 et surtout sur la naissance de cette aventure pédagogique bousculée par l'histoire qui est devenue l'institution Krüger.

Madeleine SOUCHE

*

Jean-Claude GILLET, *Le Parti socialiste unifié, une étoile filante dans l'univers politique de la Catalogne du Nord (1960-1990)*. Préface d'André Balent. Editorial Trabucaire, Perpignan, 2014, 200 pages.

Cette monographie sur la fédération du PSU dans les Pyrénées-Orientales s'inscrit dans un regain d'intérêt pour ce mouvement de la part de plusieurs historiens dont l'auteur. Ce dernier, résidant à Perpignan dans les années 1960-1970, a participé à la direction de la fédération du PSU. Il est particulièrement actif dans les efforts mémoriels entrepris depuis le cinquantième anniversaire du PSU en 2010. Dans sa préface, Andreu Balent, lui aussi ancien membre de la fédération des

Pyrénées-Orientales, souligne le rôle formateur qu'a tenu dans sa vie son adhésion au PSU, parti éloigné des préoccupations électoralistes et du professionnalisme politicien des partis de la gauche « traditionnelle ». Le débat et l'ouverture d'un parti « intellectuel collectif » permirent aux militants de faire le lien avec le mouvement social et les nouvelles luttes (celle des minorités nationales, des femmes et de la défense de l'environnement). Un long travail de recherche, aux archives départementales et nationales, mais aussi dans les documents collectés auprès d'anciens militants et la lecture du journal fédéral *Action socialiste*, ont permis à Jean-Claude Gillet de faire œuvre d'historien, ce qu'il n'est pas de formation. Il a cherché à éviter l'écueil de la subjectivité, ce qui est parfois difficile comme en 1971-1972. En juin 1971, Jean-Claude Gillet est élu secrétaire fédéral. Il démissionne après le congrès de Lille, alors qu'il lui a été proposé d'entrer à la DPN du PSU, entrée à laquelle se sont opposés deux membres de sa délégation. Le 16 juillet, A. Balent est élu secrétaire fédéral et réélu en janvier 1972. L'auteur signale alors une crise de la fédération en septembre, le départ de vingt adhérents en novembre et en décembre 1972, lui-même reprend le secrétariat fédéral. Autant la crise de 1964 est compréhensible, celle de 1972 est peu claire pour le lecteur. Est-ce une opposition de personnalités ou un conflit idéologique ? L'auteur parle d'« une sérieuse clarification politique [...] intervenue » à la fin 1972. Laquelle ? Nous touchons là les limites d'une étude subjective, l'auteur et son préfacier étant impliqués dans ces événements. Il faut attendre la conclusion pour avoir un début de réponse : « L'épisode des quelques années de gauchisme, autour de la mythologie du parti révolutionnaire [...] a laissé des traces négatives pour beaucoup de militants. » Quelques erreurs factuelles sont à relever, en particulier la confusion entre Jean-Paul Alduy et son père lors de l'interdiction d'un char de Carnaval en 1977 (p. 17). Une nouvelle confusion apparaît page 31, pour les élections municipales de mars 1965 et page 60 pour celles de 1977. C'est vrai que le népotisme politique peut entraîner cette erreur entre les deux Alduy. Une autre erreur factuelle page 100 : l'auteur mentionne le canton inexistant de Latour-de-Carol !

L'auteur traite dans les premières parties la chronologie du mouvement en trois épisodes : naissance de la fédération (1960-1972), plein essor de cette même fédération (1973-1979) et « pente douce descendante vers la dissolution » (1980-1990). En 1960, la naissance du PSU local suit de peu celle du mouvement national. En 1961, la guerre d'Algérie occupe une partie de l'action du PSU et après quatre attentats de l'OAS dans le département, le parti prend sa place au sein du Comité départemental de défense républicaine avec l'ensemble de la gauche. Le parti affirme son opposition à la guerre d'Algérie, dans un contexte difficile, celui de l'arrivée de milliers de pieds-noirs dans le département. La défense de la laïcité est aussi une des demandes de la fédération, les anciens du PSA étant nombreux au PSU. Ce sont d'ailleurs eux qui provoquent la première crise en septembre 1964, à la suite d'une alliance à Belfort entre PSU, SFIO et MRP. La direction de la fédération des P.O. quitte le parti en condamnant cette association du PSU « avec le parti de la fidélité à l'Église ». Les anciens adhérents de l'UGS sont devenus alors majoritaires mais il ne reste plus que 16 adhérents (sur 115 en 1962). La fédération reste atone pendant plusieurs années. En septembre 1968, elle n'a que 28 adhérents. Deux nouvelles stratégies sont mises en œuvre dans ces années là. En 1966, lors de la création du Comité Vietnam National, le PSU est aux côtés des Amis de l'Humanité Rouge (maoïstes) et de la Ligue Communiste (trotskistes). De plus, Miquel Mayol donne un contenu catalaniste au congrès fédéral du 27 octobre 1968. L'organisation s'étoffe : en 1969, une école de formation se met à fonctionner à la section de Perpignan et Jean-Claude Gillet, élu secrétaire de cette même section propose de créer un journal fédéral, *Action socialiste*. Les adhérents sont au nombre de 43 fin 1969.

Après la crise de 1971-1972, reprenant les analyses et développant les actions de l'équipe précédente, la fédération présente un programme s'opposant à la colonisation capitaliste du Roussillon, contre l'aménagement touristique du littoral, la cession de terrains dans la montagne à Py-Mantet (dénoncée dès 1970) et soutenant les luttes à l'hôpital de Thuir. À la fin de l'année 1973 la fédération devient fédération catalane du PSU et retrouve le chiffre d'adhérents de septembre 1972 (55). Les militants multiplient les actions, certaines continuant celles entreprises depuis 1969 : aide aux paysans du Larzac, opposition à la guerre du Vietnam, soutien à la grève de la faim d'ouvriers

immigrés, relation en Espagne avec l'opposition à Franco. *Action socialiste* tire à 600 exemplaires et les envois passent de 100 à 400. Cinq stages fédéraux de formation ont lieu pendant l'année. En 1974, la fédération s'oppose à la satellisation du PSU autour du PS social démocrate. Au congrès d'Amiens en décembre 1974, après le départ de Michel Rocard, une nouvelle direction nationale est élue qu'intègrent Maguy Gillet et Jean-Claude Gillet. En 1975, le PSU aide les appelés du 24^e RIMA de Perpignan avec la LCR, le Comité de défense des Appelés et le comité de soldats. La fédération a un lien avec le Mouvement écologique catalan contre les centrales nucléaires, en particulier celle qui est prévue à Port-la-Nouvelle.

À partir de 1976, la dimension minorité nationale est de plus en plus mise en avant, ainsi que l'autogestion. L'année suivante est mis en place un front autogestionnaire qui soutient les multiples luttes locales, les luttes écologiques et demande la reconnaissance de l'identité catalane. Les problèmes d'organisation prennent de plus en plus d'importance : *Action socialiste* ne paraît plus régulièrement et l'argent manque, ce qui est toujours le cas en 1978 après les élections législatives où les deux candidats du Front autogestionnaire catalan obtiennent moins de 1,5% des voix. En novembre 1979, après le conseil national du Havre, Jean-Claude Gillet, parti en 1976 à La Rochelle, démissionne du PSU et dans les P.O., il est imité par des militants. En février 1980 le constat est fait que « la fédé catalane a subi une hémorragie de militants, la perte d'une partie de ses cadres et d'un grand pan de son implantation... ».

Malgré un nouveau mensuel, *Alternatives*, « mensuel de la federació catalana del PSU », qui paraît en février 1981 avec un éditorial en catalan, la chute de la fédération est inexorable. Aux élections présidentielles, Huguette Bouchardeau n'obtient que 0,89% dans le département. L'année suivante, il n'y a plus de secrétariat fédéral et en 1983, le congrès fédéral n'a que huit militants présents. Dès 1984, les réunions fédérales sont aussi les AG des peu nombreux militants disponibles. En 1985, « la question de l'avenir du parti est de plus en plus posée. » De nombreux militants quittent le PSU pour le PS (dont Huguette Bouchardeau au plan national). Au moment de la fusion avec la Nouvelle Gauche de Pierre Juquin, il ne reste plus que huit militants dans les P.O. dont trois anciens de l'UGS, à l'origine de la fédération.

Cette première partie est difficile à aborder : l'absence d'un vrai récit historique en rend la lecture difficile. Dans la deuxième moitié du livre, Jean-Claude Gillet fait la chronique des débats et des luttes auxquels participe la fédération du PSU. Chaque chapitre analyse globalement chacun de ces combats. C'est la partie la plus intéressante de l'ouvrage. Ainsi le chapitre IV a pour titre : « La fédération catalane du PSU contre la colonisation de la Catalogne du Nord ». En mai 1967, le thème de la décolonisation est adopté en Languedoc-Roussillon, à la suite du colloque de Grenoble « Décoloniser la province ». C'est d'abord un constat sur la situation de la viticulture, victime de la mauvaise qualité des vins et de l'absence de capitaux. Sont aussi analysés l'agriculture de montagne, de moins en moins rentable et l'aménagement touristique du littoral par la mission Racine. « Tout échappe donc aux producteurs et habitants locaux ». Dans les P.O. cette thématique se développe dès 1968, mais surtout à partir de janvier 1970 dans des articles de *L'Indépendant* où est évoquée la « colonisation capitaliste » du Roussillon. Selon l'auteur, la fédération prône alors « une idéologie proche de la pensée de la Gauche Prolétarienne par un langage ouvrieriste, [...] sur le modèle des luttes de libération nationale anticolonialiste, la lutte armée en moins ». En 1972, c'est l'échec de cette stratégie que l'auteur nomme une « illusion ». En novembre 1973, la fédération devient fédération catalane, prenant en charge les « problèmes politiques posés par l'existence des minorités nationales ». En octobre 1979, l'accent est mis sur la défense de la langue catalane : « le catalan constitue un lien objectif entre les couches populaires », en lien avec la lutte contre le capitalisme et le colonialisme. En 1980, la fédération demande une région catalane, appuie les Bressoles (écoles associatives d'immersion en catalan) et demande une télévision régionale.

Les luttes de l'hôpital psychiatrique de Thuir, créé en 1971, sont traitées au chapitre V. Plusieurs infirmiers viennent de l'hôpital de Limoux et certains sont déjà militants CFDT et PSU. Le premier conflit éclate en novembre 1972 : la grève est massive (500 grévistes sur 535 personnels). La section PSU de l'établissement (17 adhérents en mai 1973) a même un bulletin, *Liaison*, dont le 1^{er} numéro

paraît en décembre 1972. Fin novembre, début décembre 1974, a lieu un deuxième conflit. Les grévistes imposent un « contrôle des travailleurs sur la marche de l'hôpital ». Le lien est constant entre les délégués et l'Assemblée générale qui valide les décisions. En mars 1976, un troisième conflit éclate et la direction fait appel aux gendarmes mobiles. La solidarité entre les syndicats est mise à mal. La CGT et le PCF abandonne le mouvement, fin avril. Le conflit dure quatre mois et plusieurs syndicalistes sont sanctionnés dont 7 militants du PSU. Gilbert Vidal, secrétaire de la section CFDT, quitte le PSU en 1979 et la section se vide peu à peu de ses adhérents.

Le chapitre VI a pour titre : « Les militantes du PSU au cœur des luttes autonomes des femmes en Catalogne du Nord ». Dès 1963, la section féminine du PSU comprend dix adhérentes et le parti met souvent les femmes au premier plan pendant les élections. Tous les aspects de la lutte des femmes sont abordés : lutte pour l'avortement, sexualité (« la liberté des femmes comme à la libre disposition de leur corps »). Le PSU lance le MLAC (Mouvement pour la Liberté de l'Avortement et de la Contraception) à Perpignan et organise des avortements clandestins ou plus souvent des voyages en Angleterre ou en Hollande. Là aussi, le reflux est rapide et en mai 1975, le MLAC de Perpignan n'a plus d'existence. En juillet 1976, le secteur femmes du PSU est mis en sommeil. À la rentrée 1977, un nouveau groupe femmes fonctionne jusqu'en décembre 1978.

Le chapitre suivant fait le bilan de la lutte contre le nucléaire et pour un socialisme écologique. En juin-juillet 1971, la politique pour l'environnement est rejetée par la fédération : « nous considérons cette dernière comme une "baudruche" chargée de masquer la cruauté des rapports sociaux. » Après le changement de direction de la fin 1972 et le projet de centrales nucléaires à Leucate et à La Nouvelle, la fédération replace la lutte écologique dans les rapports de production capitalistes. Un Mouvement écologique catalan, proche idéologiquement du PSU, se constitue pour soutenir la candidature de René Dumont. Un numéro spécial d'*Action socialiste* informe sur les risques du nucléaire. Un mouvement unitaire de la gauche, de l'extrême gauche et des écologistes (sauf le PCF et la CGT) organise une fête anti-nucléaire à Lapalme les 18,19 et 20 juillet 1975 et réunit 8 à 10 000 personnes. En avril 1976, le projet de centrale est abandonné. Le PSU propose un Plan Alter-catalan en 1980-1981 : « Travailler tous et toutes sans nucléaire et sans tourisme. » Il propose une réorganisation complète de la société avec un pouvoir politique autonome à tous les niveaux. Il est basé sur une appropriation sociale des moyens de production, un moratoire touristique, la réappropriation de l'espace rural (13955 emplois nouveaux), le développement du tissu industriel (65100 emplois prévus), le passage aux trente heures hebdomadaires de travail et l'autonomie énergétique.

Le dernier chapitre fait le point sur l'aide apportée aux antifranquistes espagnols. L'action est unitaire avec la gauche traditionnelle sur l'Espagne dès 1964. Avec l'extrême-gauche, la fédération participe au Secours Rouge en décembre 1970. Elle organise le passage de documents imprimés en France pour le mouvement ouvrier espagnol. Pendant l'hiver 1972-1973, à la demande des moines de Sant Miquel de Cuixà, le PSU accueille des militants de l'ETA. Le PSU et le FRAP (Frente Revolucionari Antifascista y Patriota) impriment un numéro bilingue d'*Action Socialiste* en direction des travailleurs migrants arrivant en gare de Perpignan. Après la mort de Salvador Puig Antich, le 2 mars 1974, est créé à Perpignan le CERAP (Comité Espagne Républicaine Antifasciste et Populaire) avec l'appui de la fédération. En juin 1975, dans le comité de soutien à Eva Forest, le PSU retrouve l'ensemble des mouvements d'extrême-gauche. En 1976, la fédération établit un lien avec le POUM qui intervient dans l'AS.

Ce cheminement à travers les « utopies réalistes catalanes » nous montre que le débat idéologique fut intense à gauche et à l'extrême gauche. Les militants sont peu nombreux, 55 militants les meilleures années, avec une influence sur les mouvements syndicaux et associatifs. Alors pourquoi la disparition d'un tel parti ? Pour l'auteur, le PSU a été « foudroyé » par la crise qu'il avait « anticipée », « mais aussi par son agitation interne permanente » Le PSU a aussi été écartelé entre des idées et des pratiques qui le rapprochaient de l'extrême-gauche « et son alliance le plus souvent maintenue avec la gauche classique dans la plupart des élections. » Les questions que posait la fédération catalane ont-elles trouvé des réponses ? « La question des minorités nationales en France »

a peu progressé. Les réflexions sur la démocratie, en dehors « des jeux parlementaires et électifs » est au point mort. Il en est de même pour les luttes des femmes, même si quelques progrès dans la représentation politique ont été faits. « Au final, on peut constater une richesse d'inventivité politique de la part du PSU, peut-être peu retrouvée à gauche jusqu'à ce jour. » Cet ouvrage sur l'histoire du PSU en Catalogne peut servir d'outil pour reconstruire une véritable gauche anticapitaliste et s'éloigner du libéral socialisme où s'enfoncent si facilement la gauche de gouvernement. C'est aussi un outil qui permettra à un historien de faire l'histoire des luttes et des mouvements sociaux dans la Catalogne du Nord de la fin du XX^e siècle et cela de manière distanciée.

En annexe, l'auteur a ajouté quelques documents d'archives. Il y a aussi un état du nombre d'adhérents au PSU de 1961 à 1989. Il semble qu'un graphique aurait été plus clair. Enfin, un index des sigles des mouvements politiques est fort utile. D'autres documents ont été imprimés dans un tiré-à-part, une *Brochure complémentaire à l'ouvrage paru avec le même titre* ⁶[*Le parti socialiste unifié. Une étoile filante dans l'univers politique de la Catalogne du Nord*] éditée par l'Institut *Tribune socialiste*⁷ qui reprend des lettres de militants, la liste des adhérents, plusieurs biographies et quelques documents, parfois illisibles. L'auteur regrette que l'éditrice ait refusé d'imprimer la totalité des documents proposés. Contactée, cette dernière affirme que ceux qui ont été refusés étaient de mauvaise qualité.

Miquèl RUQUET

BIOGRAPHIES :

VIGNÉ Paul, dit Vigné d'Octon

Né le 7 septembre 1859 à Montpellier (Hérault), mort le 29 novembre 1943 à Octon (Hérault). Médecin, écrivain et homme politique, républicain d'extrême gauche, proche du POF, puis radical-socialiste ; socialiste SFIO dès 1910 ; collaborateur de la presse libertaire, militant anticolonialiste ; député de l'Hérault (1893-1906), conseiller général du canton de Lunas (1895-1907), maire d'Octon (1900-1908).

Paul Vigné était de ces républicains avancés pour qui la grande famille des démocrates allait des radicaux aux syndicalistes révolutionnaires et aux anarchistes en passant par les socialistes de toutes nuances. Au cours de sa longue vie, il sympathisa à un moment ou à un autre avec chacun de ces courants.

Il naquit à Montpellier où son père, après avoir été dans sa jeunesse ouvrier boulanger, s'était installé à son compte. Sa mère, catholique pratiquante, le fit entrer au petit séminaire. Mais l'influence du père, républicain sous l'Empire, fut la plus forte et P. Vigné poursuivit ses études au lycée, puis à la Faculté de Médecine de la ville. Cependant, les ressources de la famille, insuffisantes, obligeaient l'étudiant à donner des leçons particulières, et P. Vigné pensa bientôt, pour gagner sa vie le plus tôt possible, à faire carrière dans la médecine militaire navale. En avril 1880, après concours, il était admis à l'École de Médecine navale de Toulon et, le 6 avril 1881, partait pour la Guadeloupe. Ce fut alors, pendant huit ans, une carrière de médecin colonial. Après des séjours aux Antilles (jusqu'en février 1883), puis en France où il passa sa thèse de médecine, Paul Vigné embarqua, le 1^{er} décembre 1884, pour le Sénégal. Il devait demeurer en Afrique occidentale jusqu'en mai 1888. Il connut alors la vie des petites garnisons et fut le témoin des intrigues des sociétés privées, des commerçants, des officiers avides d'avancement et surtout des affreuses expéditions punitives contre les populations autochtones.

Dès 1886, il collabora, sous les pseudonymes de Gaëtan Kérouel et de Stéphan Plovigne (anagramme de Pol Vigné), à diverses publications (*Revue bleue, Figaro littéraire...*), publiant des choses vues, des récits exotiques ou de petits mémoires scientifiques. Bien que ne se livrant pas encore à une critique serrée des méthodes colonialistes, ses écrits ne furent pas appréciés de ses supérieurs militaires et, le 7 février 1889, Paul Vigné démissionna de la marine. Mais il avait rapporté de ses voyages outre-mer des notes substantielles sur la vie

⁶ Institut *Tribune socialiste*, Paris, 32 p.

⁷ Titre de l'hebdomadaire du PSU.

des habitants des Antilles comme du Sénégal ou de la Guinée et sur les méthodes dites de « pacification ».

Il décida de se consacrer à la carrière littéraire et vint s'installer à Paris. Dès 1889 paraissait son premier roman, *Chair noire*, qui ouvrait une série d'ouvrages ayant pour thèmes son expérience africaine. Il signait désormais « Paul Vigné d'Octon » sur le conseil du directeur du *Figaro littéraire* (Octon était un village du canton de Lunas (Hérault) d'où son père était originaire).

Après *Chair noire* parurent ensuite : *Au pays des fétiches* (1891), *Terre de mort* (1892), *L'amour et la mort* (1895), *Journal d'un marin* (1897), ce dernier ouvrage préfacé par Camille Pelletan. Ses livres jetaient un jour cru sur la colonisation : opérations financières douteuses, ambition et avidité de nombre d'officiers et d'administrateurs, répression aveugle et souvent inutile, etc. Vigné ne se livrait à aucune analyse de fond du phénomène colonial bien qu'éprouvant de la sympathie pour les autochtones et les civilisations africaines lui paraissaient empreintes de barbarie. Mais il était généreux, honnête, il avait du talent, une langue riche, claire. Rapportant avec indignation des faits bruts, ses écrits prenaient l'allure de véritables réquisitoires.

Cette période fut pour lui particulièrement féconde sur le plan littéraire. Outre ses ouvrages « coloniaux », il publia également de nombreux romans ayant pour cadre son Languedoc natal.

Politiquement, il adhérait alors à la « Ligue républicaine antiplébiscitaire » opposée au boulangisme, et il n'hésitait pas à payer de sa personne dans les réunions publiques.

C'est aussi en 1889 qu'il se lança dans la compétition électorale dans son département d'origine. Il est difficile de penser que la personnalité de l'adversaire qu'il combattit ne fut pour rien dans son engagement. Il s'agissait en effet de Paul Leroy-Beaulieu, professeur au Collège de France, très connu comme « théoricien » de la colonisation et dirigeant du Comité pour l'Afrique française que Vigné accusera en 1911, dans *La Sueur du burnous*, d'avoir été partie prenante dans un consortium chargé de s'approprier le maximum de terres en Tunisie avec Ferry et Hébrard, le directeur du *Temps*. Leroy-Beaulieu était aussi conseiller général du canton de Lunas, et Vigné l'affronta lors des élections cantonales de 1889. Il fut battu, mais il eut la joie, quelques semaines plus tard, de voir son adversaire battu à son tour aux législatives par le républicain sortant Ménard-Dorian pour lequel il avait fait une ardente campagne.

Quatre ans plus tard, Paul Vigné était lui-même candidat dans cette circonscription de Lodève à la suite d'un concours de circonstances : une épidémie de choléra, durant l'été 1893, qui le ramena à l'improviste dans la région, lui médecin ; la décision de Ménard-Dorian de ne pas se représenter ; l'adoption de la candidature multiple par les républicains de la circonscription, socialistes compris. Le 1er août 1893, Paul Vigné annonçait sa candidature pour les législatives du 20 août. Il acceptait le programme socialiste adopté par le POF à son congrès de Marseille. Cependant son étiquette variait : « candidat des socialistes », « candidat radical-progressiste des intérêts viticoles », « candidat radical-socialiste ». Soutenu par les socialistes, les radicaux et de nombreux républicains, il obtenait, au premier tour, 4 390 voix contre 5 144 à son principal adversaire, Leroy-Beaulieu. Au second tour, la concentration des voix républicaines s'opéra sur son nom et il fut élu par 8 250 voix contre 6 302. *La Dépêche de Toulouse* le compta aussitôt parmi les 49 députés socialistes de la nouvelle Chambre.

Il était en effet très proche des socialistes de l'Hérault dont il devait présider le congrès de Lodève (5 juillet 1896) qui vit la fédération socialiste adhérer au POF. Il fut absent ce jour-là, mais aux élections législatives de 1898, la fédération socialiste de l'Hérault (POF) le soutint dès le premier tour. Il battit à nouveau son adversaire Leroy-Beaulieu dont c'était la dixième et dernière tentative, en France et en Algérie, pour devenir député. En 1902, Vigné était réélu député dès le premier tour contre Pierre Leroy-Beaulieu, fils de son adversaire de 1893 et 1898.

Pendant treize années, de 1893 à 1906, Vigné siégea au Palais-Bourbon avec les radicaux, tendance Pelletan, entretenant les meilleurs rapports avec les socialistes. Durant cette période, son activité d'écrivain ne se ralentit pas, tandis qu'à la Chambre il faisait de nombreuses interventions.

Il fit, à plusieurs reprises, des discours remarquables, notamment le 20 janvier 1894 où il obtint la levée de l'interdiction d'une pièce de G. Hauptmann ; le 22 novembre 1894 où il s'éleva avec force contre l'expédition de Madagascar ; le 5 mars 1896 où il se félicitait que son projet de loi de 1892, « portant constitution des universités », avait rempli son but « de provoquer [...] l'initiative du gouvernement » dans ce domaine (ce jour-là fut votée la loi sur les universités promulguée le 10 juillet 1896). Son discours fut publié en plaquette sous le titre *Les Universités nouvelles*.

On le vit, en 1894, parcourir le bassin houiller de Graissessac en grève, avec Basly et Clovis Hugues, et, en 1896, reçu en audience par Léon XIII, s'entretenir avec lui de l'encyclique *Rerum Novarum*.

Dans ses discours et ses écrits, Vigné continuait sa campagne de dénonciation anticolonialiste. Depuis 1897, trois fois par semaine, il signait une chronique dans *L'Aurore* de Clemenceau. À la Chambre, le 30 novembre 1900, intervenant sur l'affaire Voulet-Chanoine, il élargissait le débat aux crimes de l'armée coloniale et portait

contre Gallieni de très graves accusations, en particulier celle d'avoir fait exécuter « pour l'exemple » des ministres malgaches. On comprend les violentes réactions des hommes du « parti colonial » contre lui. Lorsqu'il décida d'écrire un livre *La Gloire du sabre*, reprenant pour le grand public toutes ces accusations, les pressions furent telles que l'éditeur Flammarion, après impression, refusa de mettre l'ouvrage en vente. Attaqué dans sa personne, boycotté dans ses livres, Vigné fut également l'objet de tentatives de corruption, mais il n'en fut pas moins « durant trois législatures, le porte-parole le plus courageux et le plus déterminé de l'anticolonialisme à la Chambre des Députés... le mieux renseigné aussi. » (J. Suret-Canale, art. *infra*).

Faisant toujours figure, chez les radicaux, de franc-tireur, il n'adhéra pas au « Parti républicain, radical et radical-socialiste » fondé en 1901, ni à la fédération de l'Hérault de ce même parti, créée en avril 1903 par son collègue Louis Lafferre, député de Béziers I et radical ministériel. Fidèle à lui-même, il refusait de suivre les Clemenceau et Lafferre dans leur évolution vers la défense de l'ordre. Il était ainsi devenu, pour le parti colonial comme pour les radicaux de l'Hérault dirigés par Lafferre, l'homme à abattre aux élections de 1906. Dès le premier tour des législatives, le 2 mai 1906, ses adversaires réussissaient à l'éliminer de la vie politique. Il y avait eu contre lui six candidats (non compris un candidat de principe, socialiste SFIO) dont cinq s'intitulaient, comme lui, radicaux-socialistes ! Grâce à cette multiplicité de candidatures, le candidat officiel du Parti radical obtenait 117 voix de plus que Vigné (2 318 contre 2 201), plus de 6 500 voix s'éparpillant sur d'autres candidats. Vigné se retirait, la discipline républicaine ne lui permettant pas de se maintenir.

Aux élections de 1910, il tentera de reprendre son siège. Mais absent trop longtemps du département, faisant figure d'homme seul, il n'obtiendra que 984 voix sur 12 202 votants.

Après sa défaite de 1906, en effet, il avait fait partie, de 1907 à 1909, grâce à ses relations avec des parlementaires comme St. Pichon, d'une mission officielle d'enquête en Afrique du Nord. À la fin de 1910, assuré que son rapport serait étouffé au ministère, il l'apportait à *La Guerre sociale* de Gustave Hervé où il fut publié à partir de décembre 1910 sous le titre « Brigandages officiels en Afrique du Nord (Tunisie, Algérie, Maroc) ». Le rapport comprenait trois parties : « La sueur du burnous », publié en volume en 1911, « Terre à galons » et « Légion étrangère ». Les deux dernières parties ne semblent pas avoir paru.

Du 21 décembre 1910 au 19 juin 1912, Vigné tint, dans *La Guerre sociale*, une rubrique intitulée « Petits éphémérides du brigandage colonial ». En novembre et décembre 1911, il fit une tournée de quarante-cinq conférences dans le pays sur « les brigandages coloniaux ». Le 3 juillet 1911, il quittait *La Guerre sociale*, sans rupture grave apparente, pour passer à la *Bataille syndicaliste*. Par ailleurs, il collabora régulièrement, à partir du 7 juillet 1912, au quotidien SFIO du Gard et de l'Hérault, *Le Populaire du Midi*.

Mobilisé de 1914 à 1916 comme médecin, il tira de cette expérience un ouvrage, *La Nouvelle gloire du sabre : les crimes du Service de Santé et de l'état-major général de la Marine*, qui parut en 1923.

Toujours membre du Parti socialiste SFIO il fut délégué d'Octon au congrès fédéral du 26 octobre 1919 et soutint la campagne électorale des candidats socialistes aux élections législatives de novembre 1919. Il semble cependant avoir abandonné assez vite ce parti, sans pour autant donner son adhésion au Parti communiste, bien qu'il ait, à plusieurs reprises, salué la « Grande Révolution russe ». Dans *La Nouvelle gloire du sabre*, il soulignait le rôle anticolonial de la « République des Soviets » dans le triomphe de laquelle, estimait-il, les Arabes d'Afrique du Nord voyaient « le règne de la justice sur la terre d'Islam et dans le monde » (*op. cit.*, p. 136). En 1924, dans *Les Pages rouges*, il flétrissait avec indignation l'assassinat de Jeanne Labourbe et les « drames de la mer Noire ».

Pourtant son anticléricalisme et son esprit anarchisant le portèrent plutôt vers « La Libre Pensée » et des publications anarchistes comme *Le Libertaire* et *La Revue anarchiste* auxquels il donna de nombreux articles.

Dans les années trente, partageant son temps entre Marseille puis Cannes en hiver, et Octon en été, Vigné ne cessait pas pour autant son activité d'écrivain. Il entretenait une abondante correspondance, prenait plaisir à publier ses souvenirs sur le métier de député, envisageant avec nostalgie et beaucoup d'indulgence les ficelles électorales et parlementaires. Esprit curieux, ouvert à tous les problèmes, son dernier ouvrage, publié en 1934, touchait à la psychanalyse.

ŒUVRE : Paul Vigné d'Octon a collaboré à de très nombreuses publications parmi lesquelles : *La Revue bleue*, *Le Figaro littéraire*, *L'Économiste français*, *Le Bulletin de la société de géographie de Bordeaux*, *Le Gaulois*, *L'Aurore*, *La Guerre sociale*, *La Bataille syndicaliste*, *L'Idée libre*, *Le Libertaire*, *La Revue anarchiste*, *Le Petit Méridional*.

La liste chronologique et analytique complète des œuvres de Paul Vigné d'Octon se trouve dans l'ouvrage d'Hélia Vigné d'Octon, *La vie et l'œuvre de Paul Vigné d'Octon*, Montpellier, sans date (pour le centenaire de sa naissance) : quarante et un ouvrages sont recensés. Si l'on néglige les romans languedociens et psychologiques, des écrits divers, pour ne retenir que les ouvrages anticolonialistes et à résonance antimilitariste, on peut citer : *Chair noire*, Paris, 1889. — *Terre de mort : Soudan et Dahomey*, Paris, 1892. —

L'Amour et la mort, Paris, 1895. — *Journal d'un marin*, Paris, 1897. — *Martyrs lointains*, Paris, 1899. — *La Gloire du sabre*, Paris, 1900. — *Les Crimes coloniaux de la III^e République : la sueur du burnous*, Paris, 1911. — *La Nouvelle gloire du sabre : les crimes du Service de Santé et de l'état-major général de la Marine*, Marseille, 1923. — *Pages rouges*, Marseille, 1924. — *Le Populaire du Midi*.

SOURCES : Arch. Dép. Hérault : 15 M 46, 48, 52, 55 et 58. — *Les Hommes du jour*, 3 juin 1911. — *Le Devoir socialiste*, 1919. — Jean Suret-Canale : *L'Anticolonialisme en France sous la III^e République : Paul Vigné d'Octon* (Les Cahiers Internationaux, n° 107, sept.-oct. 1959). — Hélia Vigné d'Octon, *op. cit.*, — *L'Idée libre*, juin-juillet 1959 (article de Lorulot). — Madeleine Rebérioux, « La Gauche socialiste française : *La Guerre sociale* et le *Mouvement socialiste* face au problème colonial » (*Le Mouvement social*, n° 46 janvier-mars 1964). — Cl. Willard, *Les Guesdistes*, p. 295-296. — Martine Astier-Loufti, *Littérature et colonialisme...*, Paris, 1972. — Jean Sagnes, « Montpellier dans la seconde moitié du XIX^e siècle d'après les souvenirs de Paul Vigné d'Octon », *Hommage à Jean Combes (1903-1989). Études languedociennes*, Montpellier 1991.

ICONOGRAPHIE : Photographie dans : Hélia Vigné d'Octon, *op. cit.* — Portrait dans *L'Étincelle*, n° 5 du 25 septembre 1898. — Caricature dans *Les Hommes du jour*, art. cit.

Jean SAGNES

* * *
*

SOUBIELLE Alfred, Paul, Jean

Né le 30 mars 1876 à Perpignan (Pyrénées-Orientales), mort le 5 février 1942 à Perpignan ; employé de commerce (courtier en vins) à Perpignan ; journaliste ; militant socialiste (POF, PSF, socialiste unifié, SFIO après 1920) ; secrétaire de la fédération socialiste des Pyrénées-Orientales ; conseiller municipal de Perpignan (1919-1925).

Alfred Soubielle était le fils de Pierre, Antoine, Auguste, employé des contributions indirectes [il termina sa carrière comme préposé chef à l'octroi de Perpignan] né le 22 février 1829 à Espousouille (commune de Fontrabieuse-Espousouille, commune montagnarde du Capcir, à l'ouest des Pyrénées-Orientales) et d'une institutrice, Mathilde Renaudin âgée de vingt-huit ans en 1876. Il se maria à Perpignan le 18 février 1903 avec Louise Doumens. Celle-ci, fille d'Étienne Doumens et de Marie-Anne Espinas, était domiciliée chez sa mère, veuve, à Perpignan où elle était née le 17 juillet 1875. Le couple eut une fille, Jeanne née au domicile de ses parents, 3, rue de la Cloche-d'Or au centre-ville de Perpignan, le 12 janvier 1904, mère de Jean Carrière*. Alfred Soubielle suivit des études secondaires au collège de Perpignan. Dès la classe de rhétorique, en 1894, il collaborait déjà occasionnellement au *Républicain des Pyrénées-Orientales*, l'hebdomadaire des "républicains avancés" des Pyrénées-Orientales, ainsi qu'à d'autres périodiques perpignanais comme *La Tribune libre* ou *La Vie libre*. Il adhéra bientôt à la Fédération socialiste des Pyrénées-Orientales fondée en 1895 qui s'affilia au POF à la fin de 1896. En 1896, il la représenta au congrès socialiste de Lézignan (Aude). La même année, il participa à la campagne électorale des socialistes aux élections municipales de Perpignan. En 1898-1899, pour des raisons professionnelles, Soubielle vécut à Barcelone. En contact avec des socialistes de la capitale catalane, il faillit, à deux reprises, être emprisonné au fort de Montjuïc. Avant de se rendre à Barcelone, il résida un moment à Paris où il commença des études supérieures qu'il interrompit bientôt (il semblerait qu'il n'ait pas obtenu le baccalauréat dans sa totalité : sa fiche du registre matricule indique que son degré d'instruction était du niveau 3, correspondant à celui de l'enseignement primaire). Il adhéra au groupe des Étudiants collectivistes de la capitale qu'il fréquenta en même temps que deux autres Catalans connus au collège de Perpignan, Barthélemy Lledos* et, surtout, François Batllo*, de deux ans son cadet, dont il demeura très proche : tous trois étaient originaires de la Cerdagne ou du Capcir, les deux hautes vallées de l'ouest du département. Convoqué au conseil de révision de Perpignan en 1898, il fut déclaré "bon pour le service" mais ajourné "pour faiblesse". Convoqué à nouveau en 1899, il intégra les rangs du 12^e RI, unité stationnée à Perpignan et dans les Pyrénées-Orientales. Il fut réformé n° 2 pour bronchite chronique par la commission de réforme de Perpignan réunie le 6 août 1903.

Courtier en vins à Perpignan et publiciste — il avait de réels talents d'écriture —, il collabora d'abord au quotidien radical *La République des Pyrénées-Orientales*, fondé le 26 octobre 1902 par Simon Violet, industriel à Thuir. Il quitta ce journal en 1904. Il collabora également, après avoir été libéré de ses obligations militaires à *La France du Sud-Ouest*. Il fut également un rédacteur de la revue culturelle perpignanaise *La Clavellina*. Il adhéra ensuite au groupe réformiste « l'Union socialiste des Pyrénées-Orientales, PSF ». Le 3 juin 1905, il

participa à la réunion de fusion des deux groupes socialistes perpignanais (PSF et PS de F.) et fut élu délégué du groupe unifié au congrès départemental d'unification à Estagel (11 juin 1905). Collaborateur régulier de l'hebdomadaire de la fédération, *Le Socialiste des Pyrénées-Orientales* dont il fut le rédacteur en chef à partir de 1911, il fit partie de la commission exécutive fédérale à l'issue du congrès de Maury (1^{er} avril 1907) et fut reconduit à celui de Rivesaltes (7 avril 1912). Il fut délégué des Pyrénées-Orientales au conseil national de la SFIO en 1913. Il fut candidat du Parti socialiste dans le canton de Prats-de-Mollo lors du renouvellement partiel du conseil général du 3 août 1913. Le parti espérait conquérir ce siège dans cette partie du Haut Vallespir où son implantation était en progrès, surtout parmi les travailleurs de l'industrie textile et sandalière. Mais Alfred Soubielle était handicapé pour n'avoir aucune attache dans cette partie du département. Il affrontait Joseph Sans, conseiller général sortant, radical-socialiste, patron de la principale usine textile et sandalière de Saint-Laurent-de-Cerdans, maire de cette commune. Battu dès le premier tour, Soubielle put écrire à propos de sa campagne et des résultats qu'il obtint : "En cinq jours par une ardente campagne de réunions publiques, en proclamant partout et devant tous le grand principe de la lutte des classes, j'ai fait trembler le plus grand seigneur bourgeois du canton" (*Le Socialiste des Pyrénées-Orientales*, 8 août 1913). Candidat de dernière minute, son score fut très honorable. Il obtint 521 voix, contre 639 à Sans, le docteur Arsène Guisset, de Prats-de-Mollo ayant obtenu 95 voix dans cette commune sans s'être présenté. Soubielle fut nettement majoritaire à Prats-de-Mollo (292 voix contre 12 à Sans) et au Tech et l'emporta d'une voix sur son adversaire à Lamanère.

Il semble aussi qu'Alfred Soubielle ait adhéré, à cette époque, à la franc-maçonnerie (loge Saint-Jean des Arts et de la Régularité de Perpignan). Alfred Soubielle adhérait au syndicat confédéré des employés de commerce de Perpignan et faisait souvent publiquement état de cette affiliation dans la propagande qu'il faisait pour le parti, s'assimilant volontiers à un "prolétaire".

Partisan de la tendance animée par Jean Payra* et Lucien Deslinières* lors de la crise de la fédération en octobre 1909, il soutint Jean Payra contre Lucien Deslinières au congrès de Saint-Paul-de-Fenouillet (11 janvier 1914) qui traita du problème des alliances électorales du Parti socialiste.

Favorable à l'Union sacrée, Soubielle, réformé, fut, le 9 septembre 1914, "sur sa demande", reconnu apte au service armé par le conseil de révision de Perpignan. Le 7 décembre 1914, il fut incorporé au 126^e RI territorial créé à Perpignan peu après le début de la Première Guerre mondiale, et devint caporal quelques jours plus tard, le 16 décembre. Il intégra le 16 mars 1915 ensuite le 12^e bataillon de tirailleurs sénégalais (BTS), avant d'être muté au 7^e régiment mixte d'infanterie coloniale (12 mai 1915) formé à partir de plusieurs BTS. Cette unité avait été dépêchée, le 2 mai 1915, à Galipoli, (Dardanelles, empire ottoman). Le 1^{er} mars 1916, Alfred Soubielle fut incorporé au 16^e BTS, puis, le 23 mars suivant, au 73^e BTS. Le 1^{er} mai 1916, il fut promu sergent et, le 18 juillet 1916, sergent fourrier. À une date indéterminée, il intégra le 24^e RIC, une unité "perpignanaise" (*Voir Puig François**). Il fut promu sergent major le 1^{er} mars 1918. Il fut classé au service auxiliaire pour "dyspepsie gastro-intestinale". Il fut démobilisé le 10 février 1919.

De retour à Perpignan après sa démobilisation, Soubielle participa à la campagne en faveur de la libération d'André Marty*, un enfant de Perpignan, mutin de la mer Noire. Dans *Le Cri catalan* du 19 juin 1919, il en parlait avec émotion et emphase : "L'officier de marine qui a refusé de faire tirer sur un régiment français et qui a fait arborer le drapeau rouge sur le grand mât, cet officier de marine est un Catalan, un Perpignanais. Si la loi fait assassiner ce petit officier catalan, nous sommes ici des centaines prêts à mourir devant les leblés (et ce n'est pas du battage)".

Il fut délégué à la propagande de la Fédération socialiste des Pyrénées-Orientales à partir du 6 juillet 1919. Il entra au conseil municipal de Perpignan le 30 novembre 1919 avec la liste socialiste et syndicaliste de Jean Payra* et siégea jusqu'en 1925. Il fut aussi candidat dans le canton de Perpignan-ouest lors du renouvellement des conseils généraux de décembre 1919. Avec son camarade Grabillou, candidat dans le même canton au conseil d'arrondissement de Perpignan, Soubielle, fidèle à l'alliance avec les radicaux que défendait son ami Payra, se présentait comme un candidat républicain, passant sous silence son affiliation au Parti socialiste. Élu à la CAF et délégué (il y représentait les "reconstructeurs" détenteurs de 17 mandats alors que Joseph Puig*, détenteur de deux mandats était le délégué des partisans de la Troisième Internationale). Au congrès SFIO de Strasbourg (février 1920), il fut élu au conseil national du parti. Il se présenta aux élections sénatoriales du 11 janvier 1920. Il obtint 74 voix sur 486 inscrits alors que son colistier, Joseph Soubielle*, en obtenait 97. Dans le même temps, Soubielle s'imposa comme l'un des principaux rédacteurs du *Cri catalan*, soutenant la politique de son ami Jean Payra. Il n'hésitait pas à user d'accents populistes, en cultivant volontiers un lyrisme catalanisant. Alfred Soubielle fut aussi l'un des piliers du "comité Jaurès" créé par Jean Payra afin d'ériger à Perpignan un monument (buste réalisé par le sculpteur catalan Gustave Violet que connaissait bien Alfred Soubielle) en l'honneur de l'ancien député du Tarn assassiné en 1914, dont la première pierre fut posée en

grande pompe le 1^{er} mai 1914 et l'inauguration solennelle le 31 août 1921 (après le congrès de Tours, mais avec la participation du nouveau Parti communiste).

À cette époque, Alfred Soubielle était un des leaders locaux de la tendance des « reconSTRUCTEURS ». Nettement défavorable au bolchevisme dès la fin de 1919, il se déclara hostile à l'adhésion à la III^e Internationale en novembre 1920. Lors du débat de préparation du congrès de Tours, il anima aux côtés de Batllo et de Payra le courant opposé à l'adhésion à la Troisième Internationale qui ne représentait plus qu'une minorité des "reconSTRUCTEURS" locaux. Après le congrès de Tours, il demeura à la « vieille maison ». Le 9 janvier 1921, la CAF de la SFIO « maintenue » l'élut secrétaire fédéral à la place de Jean Payra. Il assista au conseil national du Parti socialiste SFIO du 23 février 1921.

Candidat dans le canton de Mont-Louis — qui englobait le Capcir, d'où était originaire sa famille paternelle — le 14 mai 1922, Soubielle obtint 451 voix sur 1 358 inscrits. En 1923, il était toujours secrétaire de la Fédération socialiste des Pyrénées-Orientales et fut réélu à la CAF le 24 mai 1924, devenant secrétaire fédéral adjoint le 9 août 1925. Il conserva ces responsabilités jusqu'en 1928 au moins.

Soubielle fut à nouveau candidat dans le canton de Mont-Louis lors du renouvellement des conseils généraux du 14 octobre 1928. Il recueillit 228 suffrages sur 1 365 inscrits. Élu membre de la commission fédérale des conflits le 2 juin 1929, il fut délégué des Pyrénées-Orientales au congrès national de la SFIO de Nancy (9-12 juin 1929). Il fut à nouveau délégué par la fédération de son département aux congrès nationaux suivants de la SFIO : Bordeaux (8-11 juin 1930), Paris (30-31 mai et 1^{er} juin 1936), Marseille (10-13 juin 1937), Royan (4-8 juin 1938). En 1934, fidèle « lieutenant » de Jean Payra, il s'occupait, au plan départemental, du comité de presse, chargé de la diffusion du *Populaire*. Aux obsèques de Jean Payra, le 31 mai 1937 lors de l'inhumation au cimetière Saint-Martin de Perpignan, il fut chargé par la famille du défunt d'adresser, en son nom, les remerciements à ceux qui assistèrent à la cérémonie.

À la fin de sa vie, il habitait aux HBM (Habitations bon marché) Saint-Jacques, immeubles sociaux perpignanais, achevés en 1933 alors que Jean Payra était le premier adjoint de Victor Dalbiez, maire radical. Ses obsèques civiles eurent lieu le 6 février 1942 à Perpignan.

Son petit-fils, Jean Carrière* fut un militant d'extrême gauche, adhérent du SNES, au sein duquel il fut l'un des animateurs des Amis de l'École émancipée.

SOURCES : Arch. Dép. Pyrénées-Orientales, série M non classée, liasse 177 ; 3 M 333, élections cantonales du 3 août 1913 ; 1 R 428, registre matricule des Pyrénées-Orientales (1896), f^o 164. — Arch. Com. Perpignan, état civil, acte de naissance d'Alfred Soubielle ; 2 E 2/113, acte de mariage entre Alfred Soubielle et Louise Doumens. — Arch. com. Fontrabieuse-Espousouille, acte de naissance de Pierre Soubielle). — *Le Socialiste des Pyrénées-Orientales*, 1905-1914. — *Le Cri catalan*, 1919-1930. — *L'Indépendant*, 4 août 1913, 30 mai 1937, 6 février 1942. — André Balent & Michel Cadé, *Histoire du Parti socialiste dans les Pyrénées-Orientales de sa fondation (1895) au congrès de Tours (1920)*, n^o hors-série de *Conflent*, Prades, 1982. — André Balent, "La fondation de la Fédération socialiste des Pyrénées-Orientales (1895)", *Massana*, 25, Argelès-sur-Mer, 1975, pp. 62-86. — André Balent, "L'unité socialiste (1905) dans les Pyrénées-Orientales, la confirmation de l'hégémonie guesdiste", *Le Midi Rouge, bulletin de l'Association Maitron Languedoc-Roussillon*, 6, Montpellier, 2005, pp. 18-23. — André Balent, article sur le monument Jaurès dans le présent numéro du *Midi Rouge*. — Michel Cadé, *Le parti des campagnes rouges. Histoire du Parti communiste dans les Pyrénées-Orientales (1920-1939)*, Marcevol, Éditions du Chiendent, 1988. — Horace Chauvet, *La Politique roussillonaise (de 1870 à nos jours)*, Perpignan, 1934.

André BALENT

*

DOUTRES François

Né le 6 septembre 1880 à Montauriol (Pyrénées-Orientales), mort sûrement à Perpignan à une date inconnue ; maçon anarchiste ; syndicaliste ; secrétaire de la Bourse du travail de Perpignan en 1910 ; antimilitariste, membre fondateur de la section perpignanaise de l'AIA « Germinal » et combattant de 1914-18.

François Joseph Jean Doutres est né le 6 septembre 1880 à Montauriol de Doutres Sauveur né en 1855, cultivateur et de Trilles Angélique née en 1856, sans profession. Il a effectué son service militaire dans le 3^e régiment de tirailleurs algériens à partir du 25 novembre 1901. Il fut réformé à Bône (Algérie) le 6 décembre

1902 pour « tuberculose pulmonaire ». Sa fiche matricule nous indique qu'il avait un niveau d'instruction primaire.

Maçon célibataire en 1909, il était considéré par la police comme « révolutionnaire et libertaire, [au] caractère exalté et violent ». Il fut l'un des douze membres fondateurs de la section antimilitariste de Perpignan, « Germinal ». À la suite d'une conférence à Perpignan de Gustave Hervé* sur l'idée de patrie le 21 mars 1909, les membres fondateurs (Basset Joseph, terrassier ; Doutres, François, maçon ; Escudier Boniface*, maire de Canohés ; Fourcou Joseph, homme de peine ; Fourcou Sauveur, chevrier ; Prat François, ouvrier agricole ; Roca Emmanuel, serrurier ; Rousset Jacques, comptable ; Seignolles Louis, aide-pharmacien ; Sola, François, hôtelier ; Vassail Joseph, peintre ; Vassail Michel*, vendeur de journaux) se réunirent le 24 avril 1909 dans la salle réservée du café Grando à Perpignan. « Le 1^{er} juin 1909, la section de Perpignan de l'Association Internationale Antimilitariste comptait exactement quatre-vingt-quatre membres. » François Doutres fut, dès le départ, secrétaire adjoint de la section antimilitariste de Perpignan. Dans *Le Socialiste de Pyrénées-Orientales* du 6 août 1909, c'est lui qui convoqua la section « Germinal ». Le 7 août, Michel Vassail, critiqué par les anarchistes illégalistes, démissionna de son poste de secrétaire général de la section. Il fut remplacé par François Doutres « qui n'est pour ainsi dire que la doublure de Vassail dont il reçoit les inspirations », selon la police. Un dernier rapport policier, le 25 octobre 1909, semble indiquer que la crise interne était terminée, puisque Vassail a repris son poste de secrétaire général du bureau de la section perpignanaise de l'AIA, Doutres redevenant secrétaire-adjoint.

Cet échange de poste entre Vassail et Doutres se retrouva sur le plan syndical : en 1910, le secrétaire de la Bourse du travail de Perpignan était François Doutres et en 1911, Michel Vassail. Vassail, était secrétaire du syndicat des maçons le 24 mai 1911 (article de {La Bataille Sociale}). En septembre 1911, François Doutres était responsable du syndicat des maçons. C'est surtout ce syndicat des maçons, terrassiers, aides-maçons et similaires qui faisait de la propagande antimilitariste et révolutionnaire, soit en allant faire des conférences dans les villages, au sein des syndicats agricoles, soit, en envoyant de l'argent au Comité de défense sociale de Paris. D'ailleurs presque tous les membres de ce syndicat faisaient partie de la section antimilitariste de Perpignan « Germinal », selon la police. François Doutres n'était pas inscrit au carnet B départemental, contrairement à Michel Vassail.

Au début de la guerre, il était le correspondant des insoumis anarchistes d'Ille réfugiés dès août 1914 à Figueres (Espagne). Une lettre de Miquel Vidalou* « au camarade Doutre [sic] » fut arrêtée par le contrôle postal en février 1915. Pourtant, lui-même alla combattre : François Doutres a été déclaré bon pour le service armé par le conseil de révision de Perpignan le 17 décembre 1914. Fin février, il fut affecté au 2^e régiment du génie. Le 31 août 1915, il fut classé « service auxiliaire » et maintenu à son corps. Le 30 janvier 1916, il fut affecté au 13^e escadron du train. Démobilisé le 10 mars 1919, il revint à Perpignan. Il ne semble plus avoir eu d'activités ni syndicales, ni politiques.

SOURCES : ADPO 1 M 588, 2 J 37, 1 M 782, 1 M 618 ; 2 E 1890, état civil de Montauriol, acte de naissance n° 19/1880 ; 1 R 450, registres matricules des PO, fiche matricule n° 338 de la classe 1900. — *La Bataille sociale*, organe des socialistes révolutionnaires des Pyrénées-Orientales ; *Le Socialiste de Pyrénées-Orientales* ; *La Voix du Peuple*.

Miquèl RUQUET

*

HUDELLE Léon

Né le 9 juin 1881 à Peyriac-Minervois (Aude), mort le 10 octobre 1973 à Aussonne (Haute-Garonne) ; militant socialiste de l'Aude, rédacteur en chef du *Midi socialiste* de 1914 à 1944.



Léon Hudelle. Hubert Rouger, *Encyclopédie socialiste, les Fédérations*, p. 36.

Ses parents possédaient un très petit domaine à Peyriac-Minervois. Gagné de très bonne heure au socialisme sous l'influence du docteur Ferroul, militant narbonnais, Léon Hudelle entra en 1910 au *Midi socialiste*, le journal toulousain fondé en 1908 par Vincent Auriol* et Albert Bedouce* pour tenter de combattre l'influence prépondérante que *La Dépêche de Toulouse* exerçait dans la région. Il devait accéder quatre ans plus tard aux fonctions de rédacteur en chef de ce quotidien, fonctions qu'il assumera jusqu'en 1944. Il accomplit la Première Guerre mondiale, au cours de laquelle il fut décoré de la Légion d'honneur et de la Croix de guerre. Lors des élections législatives de 1910, il se présenta sous les couleurs des socialistes unifiés dans la deuxième circonscription de Carcassonne (Aude), qui réunissait depuis 1902 les cantons du Mas-Carbardès, de Conques, Peyriac, Capendu, Lagrasse, Mouthoumet et Tuchan, contre Léon Malavialle, professeur à la Faculté des lettres de Montpellier, propriétaire très influent à Tuchan, candidat du puissant parti radical, qui se déclarait « libre penseur, démocrate, socialiste » et un « républicain progressiste et de défense viticole », Paul Arnaud. Malgré l'alacrité de sa campagne et l'appui discret que lui apporta la presse conservatrice, en particulier *le Télégramme* de Toulouse, inquiet des convictions « laïques » de son adversaire, il recueillit seulement 2 642 voix, soit environ 20 % des suffrages exprimés, contre 7 444 à Léon Malavialle, qui fut élu dès le premier tour. Il figura en seconde position, derrière Félix Aldy, sur la liste présentée aux élections de 1919, rassemblant 11 772 voix sur son nom ; les socialistes arrivèrent fort loin de la liste radicale et opportuniste, conduite par J. Durand et A. Sarraut, qui fut élue en entier (*voir* Billod Joseph*). Son parti l'avait délégué à plusieurs congrès nationaux : Nîmes en février 1910, Saint-Quentin en 1911, Amiens en 1914, Paris en 1919 et Strasbourg en février 1920.

En 1924, la Fédération socialiste de l'Aude, fort peu soucieuse de conclure quelque alliance avec les radicaux, fut l'un des vingt-trois organismes qui s'affranchirent des directives formulées au congrès de Marseille en vue de constituer le Cartel des gauches et présentèrent une liste homogène. Celle-ci était conduite par Léon Hudelle et par un jeune militant, Yvan Pélissier, maire de Cuxac-d'Aude et conseiller général de Narbonne ; elle s'opposait, non seulement à la liste « radicale socialiste et de défense viticole » menée par Léon Castel, maire de Lézignan, mais à une liste d'« Union républicaine et sociale », exprimant les aspirations du centre et de la droite, ainsi qu'à celle du « Bloc ouvrier et paysan ». La campagne fut marquée par des polémiques de presse extrêmement acerbes et les modérés, qui, à la différence de certaines consultations antérieures, possédaient cette fois leurs représentants dans la compétition, ne ménagèrent pas plus les amis de Hudelle, avec lesquels ils avaient naguère discrètement pactisé, que leurs plus redoutables adversaires, les radicaux. *Le Courrier de l'Aude* du 30 avril invectivait : « Les candidats socialistes ont jeté le masque [...]. Arrachons donc le masque et flagellons ces visages hideux c'est cette tourbe sanglante au masque hypocrite et doucereux que les électeurs accueilleront à coups de fourche en les renvoyant à leurs fumiers. » Gagnant plus de 50 % des suffrages en comparaison de 1919, les socialistes obtinrent une moyenne de 17 932 voix, soit près de 26 % des suffrages exprimés, mais seul Yvan Pélissier, qui en avait recueilli 18 518, fut élu, ainsi que deux radicaux et un modéré ; Hudelle en avait obtenu 18 051.

En 1928, le retour au scrutin d'arrondissement amena la création d'une nouvelle circonscription de Carcassonne, groupant les cantons de Carcassonne, Conques, Peyriac, Capendu, Lagrasse, Mouthoumet et Tuchan, qui semblait taillée pour permettre l'élection facile d'un radical. À son corps défendant et devant l'insistance de ses partisans, Hudelle consentit à présenter encore une fois sa candidature en face du populaire docteur Gout, radical, et du docteur Buscail, maire de Laure-Minervois, modéré. Son programme, à la différence de celui que développaient les représentants de son parti à Castelnaudary et à Limoux, sut faire une place large aux considérations locales : il préconisa en particulier l'établissement d'un « programme agricole régional » comportant un contrôle des cultures afin d'éviter les plantations inutiles de vignes, et l'amélioration de la voie ferrée d'intérêt local qui reliait Moux à Caunes-Minervois. Les socialistes audois s'affichaient d'ailleurs en la circonstance en défenseurs de la viticulture et la coopération, dont ils accusaient les radicaux

d'avoir sacrifié les intérêts et négligé l'importance. Hudelle obtint au premier tour 4 782 voix, soit près de 26,50 % des suffrages exprimés, contre 8 303 au docteur Gout et 4 497 au docteur Buscaïl. Ce dernier se retira, invitant discrètement ses électeurs à reporter leurs voix sur le champion de la cause socialiste, au grand scandale de *La Dépêche* qui dénonça la « monstrueuse coalition socialo-réactionnaire ». Ses consignes furent partiellement suivies et le nombre des voix de la SFIO s'élevèrent à 6 762 au scrutin de ballottage mais, une grande partie des sympathisants du docteur Buscaïl s'étant abstenus ou ayant donné leur appui au docteur Gout, celui-ci l'emporta aisément.

Hudelle se retira définitivement des joutes électorales pour se consacrer à son journal, auquel il donna des éditoriaux très fréquents, écrits d'une plume alerte et incisive, tout en gardant une grande influence au sein de sa famille d'esprit. À son retour de la guerre, il s'était rallié aux thèses des ex-minoritaires, contribuant amplement à placer le *Midi socialiste* dans la ligne que défendait en particulier Jean Longuet* : au congrès tenu par la Fédération de l'Aude en avril 1919, il s'était ainsi associé à la section de Carcassonne et à son ami Joseph Billod pour débattre avec Ferroul*, porte-parole des ex-majoritaires, sur la responsabilité des socialistes au cours du conflit et cette attitude lui valait d'être qualifié d'extrémiste par le préfet. Parmi ces papiers les plus célèbres, citons aussi « la victoire des démocraties », paru le 1er octobre 1938 au lendemain des accords de Munich pour exalter le triomphe de la paix et l'espoir d'une reconstruction de l'Europe. Pour souligner sa relative largeur d'esprit, rappelons aussi l'article qu'il consacra au maréchal Foch lors de la disparition de l'ancien généralissime en attestant sa profonde honnêteté et son mépris des intrigues politiques.

Après l'armistice de 1940 et même après l'occupation de la zone Sud, le rédacteur en chef du *Midi socialiste* se refusa à saborder son journal, qui parut jusqu'à la Libération, tout comme *La Dépêche*. André Weil-Curiel, de passage à Toulouse au lendemain de la défaite, notait que les deux grands quotidiens languedociens de gauche « s'exprimaient alors sur le compte des Anglais et de la défunte République française dans des termes démarqués de l'*Angriff* » (*Le Temps de la honte*, t. I, Paris, 1946, p. 33). Hudelle fut exclu du Parti socialiste en 1944 et abandonna désormais toute activité politique.

SOURCES : Arch. Dép. Aude, 2 et 5 M. — Collection du *Midi socialiste*, Toulouse. — B. Allaux, *Les élections législatives dans l'Aude au XX^e s.*, thèse doctorat en droit, Toulouse, 1969. — *Les Audois, Dictionnaire biographique* sous la direction de Rémy Cazals et Daniel Fabre, Carcassonne, 1990, p. 162-164. — Comptes rendus des congrès socialistes. — Hubert-Rouger, *Les Fédérations socialistes* II, pp. 35, 36 et 106. — Marie-Pierre Dubois paraît en 2002, à Toulouse, un DEA sur Léon Hudelle.

Robert DEBANT, Justinien RAYMOND

*

VÉZIAN Éliacin, Gaston

Né le 27 octobre 1886 à Gallargues (Gard), mort à Saint-Laurent-du-Maroni (Guyane) en 1963 ; dessinateur aux chantiers du PLM ; déserteur pendant la Première Guerre mondiale ; bagnard en Guyane.

En 1902, élève de l'école primaire supérieure d'Alès, Vézian renonça à la préparation du brevet élémentaire pour apprendre un métier manuel. Il devint remisier, arpenteur. Inscrit au contrôle des anarchistes du Gard, il travailla en octobre 1905 comme dessinateur au Collet-de-Dèze (Lozère) à la Compagnie des chemins de fer et habitait avec son père, chef de gare à Sainte-Cécile d'Andorge (Gard). Il assista à un congrès de la Libre Pensée à Paris du 2 au 8 juillet 1905. Son père demanda sa radiation de l'état des anarchistes en 1905. Il partit alors pour Cracovie (Empire austro-hongrois) où il avait obtenu un poste de professeur de français, mais qui lui fut refusé en raison de sa tenue négligée. Il vécut de leçons, mena une vie aventureuse qui le conduisit en Italie, au Maroc, en Espagne.

Il rentra en France à la veille de la guerre.

Bien qu'auxiliaire, Vézian fut versé dans une unité combattante de chasseurs alpins. Il prit part aux terribles combats de l'Hartmannswillerkopf (Haut-Rhin). Il déserta lors de sa première permission à Gallargues et se réfugia à Barcelone. Il collabora à l'organe anarchiste *La Verdad* (Barcelone, 1915-1920) dirigé par Juan Rueda Lopez.

Arrêté en France en 1921 au cours d'une embuscade, condamné à mort par le tribunal militaire de Montpellier, sa peine fut commuée en travaux forcés à perpétuité, ramenée à vingt puis à dix-sept ans de prison par la cour

militaire de Toulouse, pour désertion et délit de presse. En 1923 il fut relégué en Guyane. Gracié au bout de dix ans, Vézian fut assigné à résidence sur place.

Dans *Le Libertaire*, en 1931, il écrivit un article ("Et la suppression du bagné ?") sous un pseudonyme, ce qui lui valut des mesures de répression. C'est sous son nom qu'il signa un nouvel article dans *Le Libertaire* du 10 novembre 1938, où il appelait les lecteurs à lui écrire à Saint-Laurent-du-Maroni. Il écrivit de nouveaux articles publiés le 26 janvier et le 1^{er} juin 1939.

En 1937, les journaux *La Patrie humaine* et *Le Merle blanc* menèrent campagne pour obtenir du gouvernement du Front populaire la levée de l'obligation de résidence forcée aux colonies pour Vézian et recueillirent plus de 300 000 signatures. Un comité Eliacin Vézian se mit en place à Aimargues (Gard). Le journal *Ce qu'il faut dire* du 20 février 1946 lança une souscription en sa faveur ; la collecte rapporta 53 730 F (n° du 17 avril 1946). *Le Lien* d'octobre 1949 signalait que l'état de santé de Vézian l'obligerait à rester en Guyane et *Défense de l'homme* de mai 1963 annonça sa mort à Saint-Laurent-du-Maroni (Guyane française).

SOURCES : Arch. P.Po. Ba/1661. — *Le Libertaire*, 10 avril, 14 août et 23 octobre 1936, 26 janvier 1939 (lettre de É. Vézian). — *Le Semeur contre tous les tyrans*, juin 1936. — *Ce qu'il faut dire*, 20 février 1946. — Notes de R. Bianco. — Archives départementales du Gard 1 M 753. — *Rébellion* (Bruxelles) n°1 du 15 mai 1937. — *Le Libertaire* du 10 novembre 1938, du 26 janvier et 1er juin 1939. — Notes de Rolph Dupuy.

Jean MAITRON, Daniel VIDAL

*

SOUSCRIPTION AU MAITRON :

Chaque volume du Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, mouvement social est en vente (*DBMOMS, Le Maitron*) est en vente dans toutes les librairies au prix de 65 € le volume. Chaque volume contient environ 650 notices. Le tome 10 est vendu avec un accès gratuit au site internet du *Maitron* (*Maitron-en-ligne*) qui permet l'accès à environ 167 000 notices).

Le *Maitron* (dictionnaires papier et site *Maitron-en-ligne*) est édité par :

**Les Éditions de l'Atelier/ Les Éditions ouvrières,
51-55, rue Hoche, 94200 – IVRY-SUR-SEINE
SITE DES ÉDITIONS DE L'ATELIER :**

www.editionsatelier.com

www.maitron.org

APPEL À COMMUNICATION : MINES ET MINEURS EN LANGUEDOC-ROUSSILLON (XIX^e - XX^e SIÈCLES)



Le Languedoc et le Roussillon ne sont à proprement parler identifiées comme des terres minières. Dans l’imaginaire collectif, Les luttes sociales de la région sont incarnées symboliquement par les grandes manifestations viticoles du XX^e siècle. Or ce serait ignorer tout un pan de l’histoire régionale. En effet, depuis le moyen-âge la région Languedoc-Roussillon a été le siège de nombreuses exploitations minières. L’extraction de la houille dans le bassin d’Alès est peut-être l’exemple le plus emblématique mais on exploite aussi l’or à Salsigne et le fer dans le Canigou. Subissant une grave crise durant les années 1950 avant de connaître le déclin, l’industrie minière est devenue un élément du patrimoine régional.

Sur le plan historiographique la question a été abordée en 1976 lors du congrès de la Fédération historique du Languedoc méditerranéen et du Roussillon qui s’est tenu à Alès. Cependant l’ouvrage traite de questions diverses sur une période qui s’étend de l’antiquité à nos jours. Néanmoins les contemporanéistes n’ignorent pas le sujet et Jean Sagnes a ainsi publié un article sur les luttes sociales dans le bassin minier de Graissessac (Hérault). Plus récemment une journée d’étude s’est tenue à Montpellier sous l’égide du conseil régional mais elle était plus spécifiquement consacrée à la mémoire de la mine et à la conservation du patrimoine. C’est pourquoi il nous a semblé, que cette thématique méritait d’être examinée à l’aune des questionnements les plus récents du point de vue de l’histoire sociale, politique et culturelle.

De même, les problématiques en relation avec les mines de fer des Pyrénées-Orientales et l’industrie sidérurgique ont donné lieu à de nombreux articles et ouvrages et ont été l’objet plusieurs recherches dans le cadre universitaire.

Conseil scientifique :

Raymond Huard, Nicolas Marty, Hélène Chaubin, André Balent, Richard Vassakos, Patrick Vazeilles, Jacques Blin,

Informations pratiques :

Lieu : Archives départementales du Gard, Nîmes

Date : fin 2015

Proposition de communication à envoyer avant le 15 janvier 2015

Contacts :

- **AMLR (Association Maitron Languedoc-Roussillon) :**
c/o, Hélène Chaubin, 32, rue Armand Jamot, 34 000 – Béziers
- **CRHiSM (Centre de recherches historiques sur les sociétés méditerranéennes),**
Université de Perpignan Via-Domitia, 52, avenue Paul Alduy, 66100 – Perpignan

**SITE INTERNET DE L'ASSOCIATION MAITRON
LANGUEDOC-ROUSSILLON**

**L'Association Maitron Languedoc-Roussillon a un
site : [http://www.histoire-contemporaine-
languedocoussillon.fr/](http://www.histoire-contemporaine-languedocoussillon.fr/)**